Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

2009

Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Chargée de projet
Kathleen Kittson

Équipe de projet
Julie Smith, Nasreen Islam et d'autres membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité.

La présente publication renferme des données et des analyses provenant des quatre divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, principalement le Bureau de la chaîne de valeur des aliments.

Août 2009

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Note aux lecteurs

La présente publication se fonde sur les plus récentes données connues en août 2009. En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivalent pas à la somme de leurs éléments.

AVIS IMPORTANTS

Droits d'auteur ou de copie
Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents sur ce site sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

Copie non commerciale
L'information présente dans cette publication y a été fournie afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement :

que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; que l'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit identifié comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec l'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Reproduction à des fins commerciales
La reproduction à de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC cherche à s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'addresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et Services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0S5

copyright.droitdauteur@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Documents d'une tierce partie
Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication du gouvernement du Canada sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la copie.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2009

Publication 11054F
ISSN 1708-4164
ISBN 978-1-100-92902-6
Catalogue A38-1/1-2009F-PDF
Projet 09-017-r

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse dans l'Internet, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca/pol/pub

Also available in English under the title:
"An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos ..... ***xiii***

Faits saillants ..... ***xv***

Section A ***Section spéciale*** ***1***
A1. Analyse comparative de la compétitivité 3

Section B ***Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne*** ***21***
B1. PIB et emploi 23
B2. Commerce international 29
B3. Productivité, R-D et innovation 47

Section C ***Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire*** ***61***
C1. Consommateurs 63
C2. Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) 75
C3. Transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) 83
C4. Agriculture primaire 97
C5. Fournisseurs d'intrants et de services agricoles 113
C6. Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales 121

Section D ***L'État et le système agricole et agroalimentaire*** ***131***
D1. Dépenses publiques 133
D2. Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays 141

Glossaire ***145***
Acronymes 146
Composantes du système 147
Types de fermes 150
Catégories commerciales 151
Catégories d'aide gouvernementale 152
Mesures d'aide gouvernementale 153
Termes de nature économique et statistique 154

Sources de données et références ***159***

LISTE DES GRAPHIQUES

Section A Section spéciale

A1 Analyse comparative de la compétitivité 3

A1.1 Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires, 1999-2008 4

A1.2 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1999-2008 4

A1.3 Vocation exportatrice du secteur agricole primaire et du secteur de la transformation des aliments et des boissons au Canada, 2008 5

A1.4 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles primaires, 1999-2008 5

A1.5 Croissance annuelle moyenne des ventes canadiennes des produits de culture et taille du marché mondial, 1998-2007 6

A1.6 Croissance annuelle moyenne des ventes canadiennes de bétail et taille du marché mondial, 1998-2007 6

A1.7 Soutien public à la R-D destiné au secteur agricole et agroalimentaire, 1986-2008 7

A1.8 Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, Canada et États-Unis, 1988-2005 7

A1.9 Destinations des exportations canadiennes dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, 1999-2008 9

A1.10 Origines des produits de la transformation des aliments et des boissons vendus sur le marché, Canada et États-Unis, 1999-2006 9

A1.11 Destinations des exportations canadiennes du secteur de la transformation des viandes rouges, 1999-2008 10

A1.12 Origines des produits de viandes rouges vendus sur le marché, Canada et États-Unis, 1999-2006 10

A1.13 Destinations des exportations canadiennes du secteur de la fabrication de boissons, 1999-2008 11

A1.14 Origines des produits de boissons vendus sur le marché, Canada et États-Unis, 1999-2006 11

A1.15 Destinations des exportations canadiennes du secteur de la boulangerie et de la fabrication de tortillas, 1999-2008 12

A1.16 Origines des produits de boulangerie et de tortillas vendus sur le marché, Canada et États-Unis, 1999-2006 12

A1.17 Destinations des exportations canadiennes du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux, 1999-2008 13

A1.18 Origines des produits de céréales et d'oléagineux vendus sur le marché, Canada et États-Unis, 1999-2006 13

A1.19 Destinations des exportations canadiennes du secteur des conserves de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires, 1999-2008 14

A1.20 Origines des produits de conserves de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires vendus sur le marché, Canada et États-Unis, 1999-2006 14

A1.21 Ratio des indices de Lerner à court terme au Canada et aux États-Unis pour les secteurs de la mouture de céréales et d'oléagineux et des conserves de fruits et légumes, 1999-2006 16
A1.22 Ratio des indices de Lerne à court terme au Canada et aux États-Unis pour les secteurs de la boulangerie et fabrication de tortillas et la transformation des produits de la viande, 1999-2006 16
A1.23 Coûts variables du secteur de la transformation des aliments en proportion des exportations, Canada et États-Unis, 2002-2007 17
A1.24 Coûts variables de la transformation des aliments en proportion des exportations du secteur de la transformation des viandes, Canada et États-Unis, 2002-2007 17
A1.25 Croissance de la productivité dans les industries de la transformation ABT, Canada et États-Unis, 1988-2005 18
A1.26 Taux d'imposition combinés des sociétés, Canada et États-Unis, 1999-2008 19

Section B Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

B1 PIB et emploi 23
B1.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2007 et 2008 24
B1.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1997-2008 24
B1.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2007 et 2008 25
B1.4 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1997-2008 25
B1.5 Contribution de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB des provinces, 2008 26
B1.6 Contribution des provinces au PIB canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2008 26
B1.7 Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2008 27
B1.8 Contribution des provinces à l'emploi dans le secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2008 27

B2 Commerce international 29
B2.1 Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2008 30
B2.2 Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2008 30
B2.3 Commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires par produit, 2008 31
B2.4 Commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires par produit, 1999-2008 31
B2.5 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2008 32
B2.6 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1999-2008 32
B2.7 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2008 33
B2.8 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1999-2008 33
B2.9 Prix des céréales et oléagineux principaux sur les marchés internationaux, 1987-2008 34
B2.10 Prix des animaux vivants et des produits de viandes rouges sur les marchés internationaux, 1999-2008 34
B2.11 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 2008 35
B2.12 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2008 35
B2.13 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 2008 36

B2.14 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2008 36
B2.15 Composition des exportations canadiennes par produit, 2008 37
B2.16 Composition des exportations canadiennes par produit, 1999-2008 37
B2.17 Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers par pays, 2008 38
B2.18 Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers par pays, 1999-2008 38
B2.19 Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits dérivés par pays, 2008 39
B2.20 Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits dérivés par pays, 1999-2008 39
B2.21 Exportations canadiennes de bétail, de viandes rouges et sous-produits par pays, 2008 40
B2.22 Exportations canadiennes de bétail, de viandes rouges et sous-produits par pays, 1999-2008 40
B2.23 Composition des importations canadiennes par produit, 2008 41
B2.24 Commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires par produit, 1999-2008 41
B2.25 Importations canadiennes de fruits et légumes par pays, 2008 42
B2.26 Importations canadiennes de fruits et légumes par pays, 1999-2008 42
B2.27 Importations canadiennes de boissons par pays, 2008 43
B2.28 Importations canadiennes de boissons par pays, 1999-2008 43
B2.29 Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers par pays, 2008 44
B2.30 Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers par pays, 1999-2008 44
B2.31 Importations canadiennes de produits biologiques par type, 2008 45
B2.32 Importations canadiennes de produits biologiques par pays, 2008 45

B3 Productivité, R-D et innovation 47
B3.1 Croissance de la productivité dans les industries de la transformation ABT, Canada et États-Unis, 1988-2005 48
B3.2 Croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) dans le secteur de la transformation des aliments et l'ensemble du secteur manufacturier au Canada, 1988-2005 48
B3.3 Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, Canada et États-Unis, 1988-2005 49
B3.4 Étapes du développement technologique ou de l'innovation 50
B3.5 Étendue de l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2005-2007 51
B3.6 Obstacles à l'adoption de technologies de pointe dans l'industrie de la transformation des aliments, 2005-2007 51
B3.7 Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1980-2008 52
B3.8 Dépenses en R-D du secteur privé en proportion du PIB, par secteur d'activité, 1980-2005 52
B3.9 Dépenses du secteur public en R-D en agriculture dans le monde, 1981 et 2000 53
B3.10 Soutien public à la R-D destiné au secteur agricole et alimentaire, 1986-2008 53
B3.11 Intrants de biomass utilisés par les fabricants de bioproduits, 2006 54
B3.12 Dépenses en R-D sur les bioproduits selon la taille de l'entreprise, 2006 54
B3.13 Ventilation des raisons invoquées par les fabricants de bioproduits pour justifier le recours à la sous-traitance de la R-D, 2006 55
B3.14 Nombre de gammes d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels sur le marché, 2007 56
B3.15 Objectifs de santé visés par les fabricants d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels, 2007 56
B3.16 Nombre de fabricants d'aliments fonctionnels, de fabricants de produits de santé naturels et d'entreprises offrant uniquement des services, 2007 57

B3.17 Revenus moyens des entreprises d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels, 2007 57
B3.18 Dépenses en R-D en pourcentage des revenus des entreprises d'AF et de PSN, 2006 et 2007 58
B3.19 Obstacles perçus comme nuisant à la compétitivité des entreprises d'AF et de PSN, 2007 59

Section C Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

C1 Consommateurs 63
C1.1 Répartition des dépenses personnelles consacrées aux biens, 2008 64
C1.2 Répartition des dépenses personnelles consacrées aux services, 2008 64
C1.3 Dépenses personnelles consacrées aux aliments, 1981-2008 65
C1.4 Dépenses personnelles moyennes consacrées aux aliments en pourcentage des dépenses personnelles totales, 1981-2008 65
C1.5 Part des dépenses des ménages consacrée à l'achat d'aliments et de boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE, 2007 66
C1.6 Revenu disponible réel par habitant, 1981-2008 66
C1.7 Répartition des revenus bruts des ménages en quintiles, 2007 67
C1.8 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu, 2007 67
C1.9 Consommation de produits laitiers, de fruits et légumes et de graisses et huiles par habitant, 1990-2008 68
C1.10 Consommation de bœuf, de porc et de volaille par habitant, 1990-2008 68
C1.11 Consommation de viandes rouges par pays, 1998-2008 69
C1.12 Consommation d'huiles végétales par pays, 1998-2008 69
C1.13 Consommation mondiale de produits laitiers, 1999-2008 70
C1.14 Consommation de blé par pays, 1998-2008 70
C1.15 Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments et de l'ensemble des produits, 1982-2008 71
C1.16 Inflation des prix des aliments au détail, par catégorie, 2007 et 2008 71
C1.17 Pourcentage de répondants ayant déclaré avoir pris les mesures suivantes face à l'augmentation du coût de la vie, 2008 72
C1.18 Pourcentage de gens répondants ayant déclaré « très ou assez important » aux questions suivantes sur les produits d'épicerie, 2008 72
C1.19 Aliments biologiques vendus dans les supermarchés au Canada, 2006 73
C1.20 Ventes estimatives des réseaux de vente au détail des aliments biologiques, 2006 73

C2 Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) .. 75
C2.1 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen, 1990-2008 76
C2.2 Part du chiffre d'affaires des chaînes de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens, par région, 2008 76
C2.3 Ratio moyen de la marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2008 77
C2.4 Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente, 1998 vs 2008 78
C2.5 Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires total des produits alimentaires, par rayon, 2008 78

C2.6 Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2008 79
C2.7 Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2008 79
C2.8 Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants, 2008 80
C2.9 Part de marché des services alimentaires selon la catégorie, 2008 80
C2.10 Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boisson, 1999-2007 81

C3 Transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) 83
C3.1 Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2005 84
C3.2 Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2008 85
C3.3 Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2008 85
C3.4 Valeur des expéditions du secteur de la transformation des aliments et des boissons, 1992-2008 86
C3.5 Croissance de la valeur des expéditions réalisées par le secteur de la transformation des aliments et des boissons, en dollars réels, 1995-2008 86
C3.6 Répartition des expéditions du secteur de la transformation des aliments et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2007 87
C3.7 Ratio de concentration (RC4) dans le secteur de la transformation des aliments, 2006 87
C3.8 Taux d'exportation dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, par sous-secteur, 2008 88
C3.9 Taux d'importation dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, par sous-secteur, 2008 88
C3.10 Part des exportations sous-sectorielles dans l'ensemble des exportations d'aliments et boissons, 2008 89
C3.11 Destinations des exportations du secteur de la transformation de la viande, 2008 89
C3.12 Destinations des exportations du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux, 2008 90
C3.13 Destinations des exportations du secteur des fruits de mer, 2008 90
C3.14 Coûts des intrants variables dans le secteur de la transformation des aliments, 2007 91
C3.15 Indice des prix des matières brutes, 1999-2008 91
C3.16 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie des aliments et des boissons et dans le secteur manufacturier en général, 1991-2008 92
C3.17 Composition de la main-d'œuvre dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par niveau de scolarité, 1991-2008 92
C3.18 Investissements en capital pour le secteur canadien de la transformation des aliments, 1961-2008 93
C3.19 Stock de capital pour le secteur canadien de la transformation des aliments, 1961-2008 93
C3.20 Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2008 94
C3.21 Ratio d'endettement dans l'industrie alimentaire et le secteur manufacturier en général, 1999-2008 94
C3.22 Stock d'IDE dans le secteur de la transformation des aliments au Canada, par pays d'origine, 2000-2008 95
C3.23 Stock d'IDE dans le secteur de la transformation des boissons au Canada, par pays d'origine, 2000-2008 95

C3.24 Investissements à l'étranger accumulés dans le secteur de la transformation des aliments, par pays de destination, 2000-2008 96

C4 Agriculture primaire 97
C4.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 2005 98
C4.2 Nombre et taille des fermes au Canada, 1941-2006 99
C4.3 Répartition des fermes par province, 2006 99
C4.4 Recettes monétaires agricoles par catégorie de produit, 1990 et 2008 100
C4.5 Recettes monétaires agricoles régionaux par catégorie de produit, 2008 100
C4.6 Prix du maïs, du blé et du soja au Canada, 1982-2008 101
C4.7 Cycle des prix des bovins, 1980-2008 101
C4.8 Recettes monétaires agricoles par produit, 2000-2008 102
C4.9 Recettes monétaires agricoles par région par rapport à la moyenne quinquennale, 2008 102
C4.10 Dépenses d'exploitation agricole, 1991-2008 103
C4.11 Revenu monétaire net agrégé réel, 1991-2008 103
C4.12 Valeur ajoutée nette à l'agriculture, 1991-2009 104
C4.13 Répartition de la valeur ajoutée nette, 2008 104
C4.14 Répartition des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes, 1986-2006 105
C4.15 Part des fermes et des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes, 2006 105
C4.16 Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes, 2009 106
C4.17 Revenu d'exploitation net moyen par province, 2009 107
C4.18 Revenu d'exploitation net moyen par type de ferme, 2009 107
C4.19 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, 2009 108
C4.20 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, 2004-2009 108
C4.21 Valeur nette moyenne totale par type de ferme, 1995-2007 109
C4.22 Valeur nette moyenne totale des fermes par province, 2005-2007 109
C4.23 Éléments d'actif et de passif et valeur nette en moyenne par type de ferme, 2007 110
C4.24 Valeur moyenne des quotas des fermes soumises à la gestion de l'offre, 1997-2007 110
C4.25 Ratio d'endettement de l'ensemble des fermes, 1995-2007 111
C4.26 Situation financière de l'ensemble des fermes déclarant des revenus de 250 000 $ et plus, 2007 111
C4.27 Taux de rendement des exploitations de céréales et d'oléagineux, 1997-2007 112
C4.28 Taux de rendement des fermes porcines, 1997-2007 112

C5 Fournisseurs d'intrants et de services agricoles 113
C5.1 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles 114
C5.2 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2008 115
C5.3 Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2007 115
C5.4 Dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie, 1990-2008 116
C5.5 Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1991-2008 116
C5.6 Indice des prix des intrants agricoles (IPIA) pour les engrais, 1998-2007 117
C5.7 Prix des engrais par région, 1999-2009 118
C5.8 Production d'engrais dans l'Ouest canadien, 2001-2009 118
C5.9 Prix canadiens et internationaux des céréales fourragères, 1991-2008 119
C5.10 Prix canadiens des veaux d'engraissement, 1991-2008 119

C6 Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales 121
C6.1 Proportion des terres totales correspondant à des terres agricoles et à des terres forestières, 2001 122
C6.2 Taux annuel moyen d'urbanisation des terres agricoles par province, moyenne 1966-2001 122
C6.3 Taux annuel moyen de conversion des forêts en terres agricoles par province, moyenne 1996-2001 123
C6.4 Part des terres agricoles par catégorie de capacité de l'habitat, 1986, 1996 et 2006 123
C6.5 Utilisation des terres agricoles au Canada, 1971-2006 124
C6.6 Utilisation des terres agricoles au Canada, 2006 124
C6.7 Pratiques de travail du sol, 1991-2006 125
C6.8 Pratiques de conservation du sol, 2001-2006 125
C6.9 Jours de couverture du sol par année - moyenne pondérée en fonction de la superficie, 1981-2006 126
C6.10 Répartition de la superficie totale des terres cultivées, par catégorie de risque d'érosion, 1981-2006 126
C6.11 Consommation d'eau en agriculture par rapport à celle d'autres secteurs au Canada, moyenne 1998-2002 127
C6.12 Répartition de l'utilisation totale de l'eau à des fins agricoles par type, 2006 127
C6.13 Volume total d'eau utilisé à des fins agricoles par province, 2001 et 2006 128
C6.14 Superficie des zones irriguées par province, 2000 et 2005 128
C6.15 Pourcentage de fermes qui maintiennent une zone tampon riveraine pour protéger les terres humides et les cours d'eau, par province, 2006 129
C6.16 Pourcentage des fermes d'élevage en pâturage offrant au bétail un accès contrôlé aux eaux de surface, par province, 2001 et 2006 129
C6.17 Pourcentage d'agriculteurs ayant dressé un PEF, 2006 130
C6.18 Pourcentage de fermes ayant adopté l'une des PGB prévues dans leur PEF, 2006 130

Section D L'État et le système agricole et agroalimentaire

D1 Dépenses publiques 133
D1.1 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1985-86 à 2008-09 134
D1.2 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB, 1985-86 à 2008-09 134
D1.3 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par province, 2008-09 135
D1.4 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB du secteur, par province, 2008-09 135
D1.5 Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, 2008-09 136
D1.6 Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, 2008-09 136
D1.7 Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-91 à 2008-09 137
D1.8 Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions fiscales, 1991-92 à 2008-09 138
D1.9 Taux combinés fédéraux-provinciaux d'imposition du revenu des sociétés de fabrication et de transformation, Ontario et Québec, 1960-2008 138

D1.10 Stock de l'infrastructure de génie publique par ordre de gouvernement, 1961-2008 139
D1.11 Stock de l'infrastructure de génie des gouvernements provinciaux, par province, 1961-2008 139
D1.12 Stock de l'infrastructure de génie des administrations locales, régionales et municipales, par province, 1961-2008 140

D2 Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays 141
D2.1 Pourcentage de l'ESP, pays sélectionnés, 1986-2008 142
D2.2 Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-1988 et 2005-2008 142
D2.3 Composition du soutien aux producteurs, UE, 1986-1988 and 2006-2008 143
D2.4 Composition du soutien aux producteurs, États-Unis, 1986-1988 et 2006-2008 143

AVANT-PROPOS

Le présent rapport donne un aperçu de la situation économique du secteur agricole et agroalimentaire canadien en 2009.

Il a été conçu comme un document de référence polyvalent qui :

- constitue une introduction au secteur agricole et agroalimentaire;
- donne un aperçu des transformations structurelles qui surviennent à l'échelle du secteur en réaction à différents facteurs;
- présente des données et des renseignements généraux visant à éclairer les discussions publiques sur les défis et les possibilités dans le secteur agricole et agroalimentaire du Canada.

Des graphiques et diagrammes accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de base du rendement.

Le rapport de 2009 débute par une section spéciale qui décrit les indicateurs qui servaient à l'analyse comparative de la compétitivité du secteur agricole et agroalimentaire canadien au début de la mise en œuvre du cadre stratégique *Cultivons l'avenir*. Parmi ces indicateurs figurent ceux de la croissance des ventes à long terme sur les marchés intérieur et international et ceux de la rentabilité relative. Le rapport traite aussi de certains des facteurs clés qui servent à déterminer la compétitivité dans le secteur.

Il examine ensuite chaque segment du secteur en remontant le long de la chaîne agroalimentaire, du consommateur à la distribution des aliments, à la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), à l'agriculture primaire et aux fournisseurs d'intrants. Il contient aussi une section sur les ressources naturelles existant au Canada et sur les répercussions environnementales de l'agriculture sur celles-ci. Il conclut par un examen des dépenses gouvernementales à l'appui de l'agriculture, notamment en les comparant avec les mesures de soutien prises dans d'autres pays.

Le rapport décrit le secteur agricole et agroalimentaire canadien comme une composante très complexe, intégrée et concurrentielle sur le plan international, dont l'importance au sein de l'économie canadienne va en augmentant. C'est un secteur résilient qui doit relever d'importants défis, mais aussi des possibilités en se restructurant et en s'adaptant aux exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à la demande accrue de bioproduits, d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels, à l'intégration à l'échelle nord-américaine et, enfin, à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

- Le secteur agricole et agroalimentaire englobe divers secteurs d'activités, notamment la fourniture d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), la vente au détail et en gros ainsi que les services alimentaires.

- Il continu de jouer un rôle important dans l'économie du Canada et des provinces, puisqu'il contribue dans une large mesure au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. En 2008, il fournissait directement un emploi sur huit et représentait 8,1 % du PIB total.

- Bien que l'agriculture primaire contribue peu à l'économie globale, elle est au cœur même du secteur agricole et agroalimentaire. Tout changement sur les marchés des produits de base peut donc se répercuter sur le rendement de l'agriculture primaire et sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

- L'évolution qu'ont connue les marchés au cours des deux dernières années a agi fortement sur le rendement du système agricole et agroalimentaire; en effet, on a assisté à une forte hausse des prix du pétrole brut et des produits de base, qui ont atteint des niveaux sans précédent en juillet 2008 et qui ont fléchi en 2009 dans le sillage d'une grave crise financière mondiale et récession économique et de la production de récoltes records.

- L'instabilité accrue des marchés des produits de base et des taux de change a accentué l'incertitude liée à la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires au Canada et à l'échelle mondiale.

- Les possibilités d'exportation jouent un rôle primordial dans la croissance de la plupart des secteurs d'activités agricole et agroalimentaire au Canada. En 2008, le Canada venait au quatrième rang des exportateurs et au sixième rang des importateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde; ses exportations et importations étant évaluées à 38,8 milliards de dollars et à 24,9 milliards de dollars, respectivement. Toutefois, la récente instabilité des marchés des produits de base et des taux de change a influé sur les échanges commerciaux du Canada.

- Le secteur agricole et agroalimentaire est de plus en plus tourné vers l'étranger, puisque la part canadienne du commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires a augmenté au cours des 15 dernières années en raison de la libéralisation du commerce et de la croissance des économies à l'échelle mondiale. La nature du commerce a également changé; en effet, un accroissement des exportations de biens à valeur ajoutée; cette intensification vise à répondre à une demande internationale en progression et à de nouvelles préoccupations sociétales.

- La prospérité du secteur dépend de sa capacité à demeurer concurrentiel et rentable. La compétitivité est une notion comparative qui se définit par la capacité de produire de façon rentable et de préserver une rentabilité à long terme par rapport aux concurrents des mêmes marchés. Les indicateurs de compétitivité que sont notamment la croissance des ventes à long terme sur les marchés intérieur et extérieur et les mesures de la rentabilité relative prises avant l'entrée en vigueur de *Cultivons l'avenir*, révèlent que le Canada est demeuré relativement concurrentiel sur les marchés des produits agricoles et agroalimentaires transformés en 2008.

- L'innovation est un facteur déterminant de la compétitivité, et les dépenses publiques et privées en recherche et développement (R-D) constituent un intrant majeur pour l'innovation. Les dépenses

publiques en R-D dans le secteur agricole et agroalimentaire ont diminué au fil des ans quant à leur part des extrants produits, mais cette part demeure encore plus élevée qu'aux États-Unis. Cependant, les dépenses privées en R-D, en proportion du PIB de l'industrie de la fabrication de produits alimentaires restent beaucoup plus faibles que dans l'ensemble du secteur manufacturier et inférieures aux sommes injectées dans d'autres pays à ce chapitre.

- Le secteur agricole et agroalimentaire bénéficie de la création de produits innovateurs, comme les bioproduits, les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, qui offrent d'excellentes occasions de diversifier la production et d'introduire de nouveaux produits qui satisfont aux préoccupations sociétales et aux exigences d'un marché mondial de plus en plus concurrentiel.

- L'évolution des exigences des consommateurs et des préoccupations sociétales entraîne des changements dans l'ensemble du secteur. Les consommateurs veulent des aliments plus variés, plus pratiques, plus écologiques et plus sains, ainsi que des garanties de qualité et de salubrité.

- Au Canada, le coût de l'alimentation figure parmi le plus bas au monde. En effet, ces dernières années, les ménages canadiens n'ont consacré que 10 % de leur budget aux achats d'aliments dans les magasins.

- Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) regroupe les transformateurs de produits de base. Elle vient au second rang du secteur manufacturier au Canada. Elle s'avère importante pour le secteur agricole en général, puisque 44 % de la protection agricole lui servent de matières brutes.

- En 2008, le secteur de la transformation des ABT a affiché une croissance qui a contribué à la hausse du PIB, mais l'augmentation des coûts des intrants, due à la montée des prix et à l'instabilité des taux de change, a réduit les marges et a obligé le secteur à adapter ses stratégies commerciales.

- Pour relever ces défis et suivre les conditions changeantes du marché, le secteur agricole et agroalimentaire a subi une transformation profonde et a poursuivi sa restructuration, la tendance étant à des fermes moins nombreuses, mais de plus grande taille. De plus en plus d'exploitations agricoles diversifient leur production, cultivent des produits biologiques et adoptent des méthodes respectueuses de l'environnement.

- Au Canada, les exploitations agricoles varient selon la taille, l'échelle de production et le type d'exploitation. De leur côté, les exploitants agricoles se distinguent les uns des autres par leurs compétences en gestion et leurs stratégies d'entreprise. Cette diversité peut expliquer les différences de rendement entre les exploitations. Ainsi, certaines familles d'agriculteurs comptent davantage sur un revenu d'appoint pour composer avec l'incertitude que suscitent les aléas de la production et du marché.

- Les fournisseurs d'intrants et de services assurent d'importantes fonctions dans le secteur agricole et agroalimentaire. En 2008, les producteurs ont engagé des dépenses d'exploitation de plus de 38 milliards de dollars, dont la plus grande partie a été consacrée à l'achat d'aliments commerciaux pour animaux. Outre les coûts élevés des intrants, les récentes hausses des coûts du carburant, des engrais et des pesticides ont accentué la pression sur les revenus des agriculteurs. La montée des coûts des aliments pour animaux due à l'escalade des prix des céréales et des oléagineux en 2008 a aussi accru les pressions financières qui s'exercent sur les fermes d'élevage en particulier.

- L'aide gouvernementale cumulée (fédérale et provinciale) accordée au secteur agricole et agroalimentaire a légèrement augmenté par rapport à 2007-2008, pour atteindre une valeur estimée de 7,9 milliards de dollars en 2008-2009, soit 30 % du PIB total du secteur.

- Les paiements de programme ont continué de représenter la part la plus importante de l'aide fédérale et provinciale au secteur en 2008-2009; venaient ensuite les dépenses consacrées à la recherche et aux inspections.

- L'aide gouvernementale varie selon la province. En proportion du PIB agricole et agroalimentaire, celui consenti aux agriculteurs de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba a été le plus élevé.
- Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Certains pays ont procédé à une réforme majeure de leur politique agricole, ce qui a donné lieu à une réduction du niveau d'aide et à des changements dans les genres d'aide offerte.
- Selon les estimations du soutien aux producteurs (ESP) du Canada pour tous les secteurs de production, l'aide s'élevait à 13 % en 2008, comparativement à 7 % et à 25 % aux États-Unis et en Union européenne, respectivement. En 2008, les ESP ont diminué dans les principaux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui s'explique principalement par la hausse des recettes agricoles brutes et la réduction du soutien des prix du marché qui a découlé de la montée des prix mondiaux.

SECTION A

Section spéciale

SECTION A1

Analyse comparative de la compétitivité

Le nouveau cadre stratégique pour l'agriculture, *Cultivons l'avenir*, renferme des politiques et des programmes qui seront exécutés jusqu'en 2012-2013. Le résultat stratégique que vise ce cadre est : un secteur concurrentiel et innovateur. Cette section renferme de l'information qui peut servir à effectuer une analyse comparative de la compétitivité du secteur avant la mise en œuvre du cadre *Cultivons l'avenir*.

La compétitivité est une notion comparative qui se définit, dans la présente section, comme « la capacité de produire de façon rentable et de conserver sa rentabilité à long terme par rapport à ses concurrents des mêmes marchés ». Plusieurs types d'indicateurs peuvent servir à quantifier la compétitivité ainsi définie. Parmi les indicateurs possibles, citons la croissance des ventes à long terme sur les marchés intérieur et international et le maintien de la rentabilité par rapport à ses concurrents clés. Cette section traite également des facteurs potentiels, ou facteurs déterminants, qui pourraient expliquer la compétitivité. Parmi eux, citons l'évolution des coûts variables relatifs, la croissance relative totale de la productivité des facteurs et la croissance relative des investissements publics en R-D.

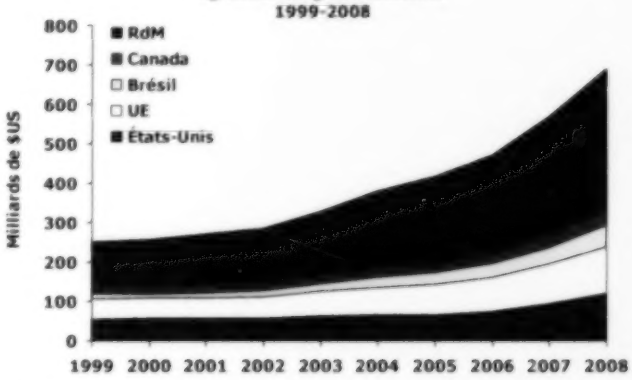
Dans la présente section, on quantifie ces indicateurs et déterminants de la compétitivité du secteur agricole et agroalimentaire dans son ensemble, du secteur agricole primaire ainsi que du secteur de la transformation des aliments et des boissons.

La capacité du secteur agricole et agroalimentaire du Canada de maintenir sa présence sur les marchés mondiaux est un indicateur de sa compétitivité

- **La part détenue par le Canada dans le commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires est restée relativement constante, avoisinant les 5,5 %; en effet, nos exportations se sont accrues au même rythme que les exportations mondiales, passant à 38,8 milliards de dollars US entre 1999 et 2008.**

  Cette situation contraste avec celle des États-Unis, dont la part des exportations mondiales a fléchi au cours de cette période, même si leurs exportations ont augmenté. D'autres pays, comme le Brésil, ont aussi vu leur part des exportations mondiales s'accroître. Les exportations brésiliennes se sont chiffrées au total à 58 milliards de dollars US en 2008.

Graphique A1.1
Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires
1999-2008



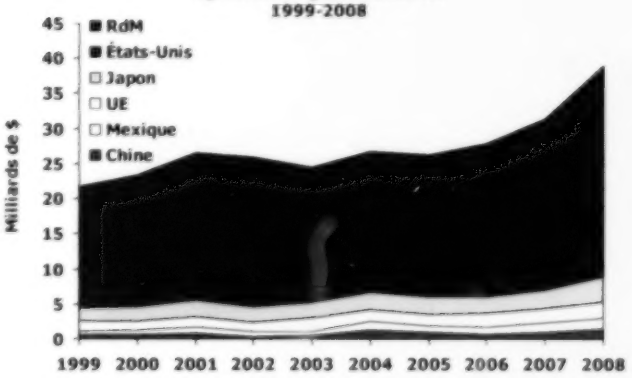
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Nota : 1) À l'exclusion du commerce intra-UE.
2) À l'exclusion des fruits de mer frais.

- **En moyenne, environ la moitié des exportations canadiennes totales de produits agricoles et agroalimentaires était destinée aux États-Unis.**

  Les exportations agricoles et agroalimentaires du Canada se sont accrues au cours de la dernière décennie, passant à 38,8 milliards de dollars en 2008.

  En moyenne, les produits transformés ont représenté 57 % des exportations totales de produits agricoles et agroalimentaires, même si ce pourcentage a fléchi en 2007 et en 2008 à cause de la montée des prix mondiaux des produits de base.

Graphique A1.2
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires
1999-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

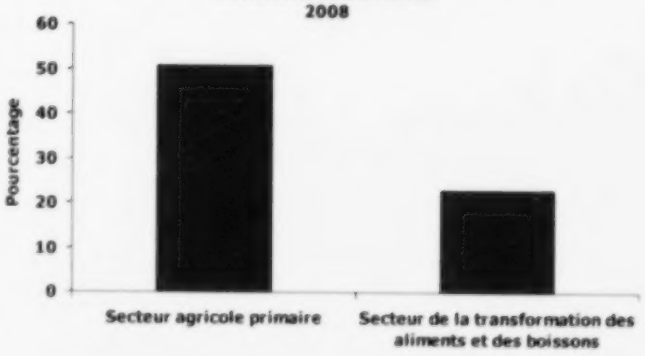
Il est très important de définir les marchés et les concurrents pertinents lorsqu'il s'agit d'interpréter les mesures de la compétitivité autant pour l'agriculture primaire que pour la transformation des aliments et des boissons

- **Les mesures de la vocation exportatrice révèlent que les marchés extérieurs ont été relativement plus importants pour le secteur primaire que pour celui de la transformation des aliments et des boissons.**

  Un peu plus de 50 % de la production agricole primaire du Canada ont été exportés en 2006, comparativement à environ 23 % pour le secteur de la transformation des aliments et des boissons.

  Les données commerciales sont une preuve éclatante de la compétitivité du secteur agricole primaire du Canada, étant donné l'importance des exportations pour ce secteur.

Graphique A1.3
Vocation exportatrice du secteur agricole primaire et du secteur de la transformation des aliments et des boissons au Canada
2008



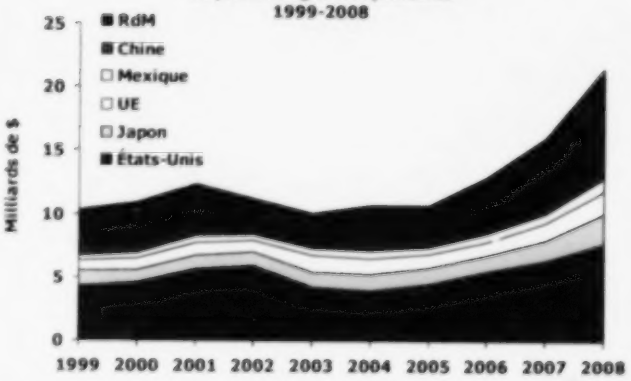
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les exportations de produits agricoles primaires du Canada se sont accrues rapidement en 2007 et en 2008.**

  Cette croissance des exportations est attribuable en grande partie à la hausse des valeurs à l'exportation des céréales et des oléagineux à un moment où les prix mondiaux de ces produits augmentaient.

  Le principal marché d'exportations a toujours été les États-Unis. Cependant, les exportations se sont accrues dans d'autres marchés comme le Japon, l'Union européenne, la Chine et le Mexique depuis 2005.

Graphique A1.4
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles primaires
1999-2008



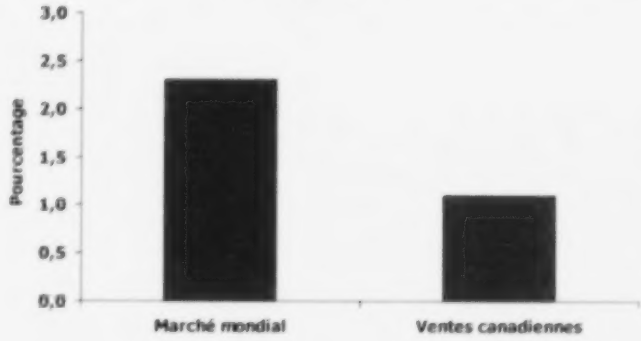
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La présence du Canada sur les marchés intérieurs et internationaux de cultures et de bétail est révélatrice de la compétitivité du secteur agricole primaire

- **La présence du Canada sur les marchés mondiaux de cultures a diminué en moyenne entre 1998 et 2007, indiquant une baisse de sa compétitivité.**

  Le Canada exporte des cultures à un large éventail de pays. La taille de ce marché mondial a progressé à un rythme moyen annuel de 2,3 %, mais les ventes canadiennes de cultures sur l'ensemble des marchés intérieur et extérieur n'ont grimpé qu'à un taux annuel moyen de 1,1 %.

Graphique A1.5
Croissance annuelle moyenne des ventes canadiennes des produits de culture et taille du marché mondial 1998-2007

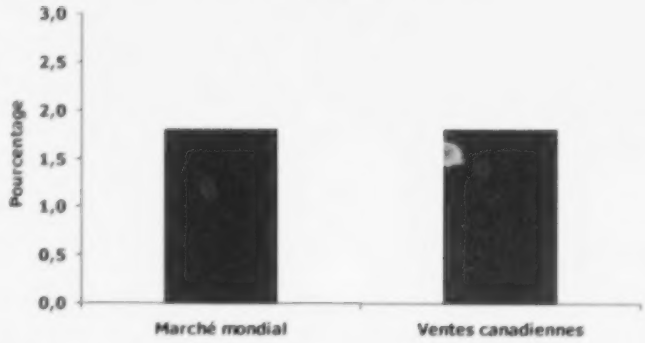


Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

- **Le Canada a maintenu sa présence sur le marché mondial du bétail entre 1998 et 2007, ce qui indique que le secteur demeure concurrentiel.**

  Les ventes canadiennes de bétail à l'ensemble des marchés intérieur et extérieur ont progressé au rythme annuel moyen de 1,8 %, soit à la même cadence que celle observée sur le marché mondial du bétail.

Graphique A1.6
Croissance annuelle moyenne des ventes canadiennes de bétail et taille du marché mondial 1998-2007



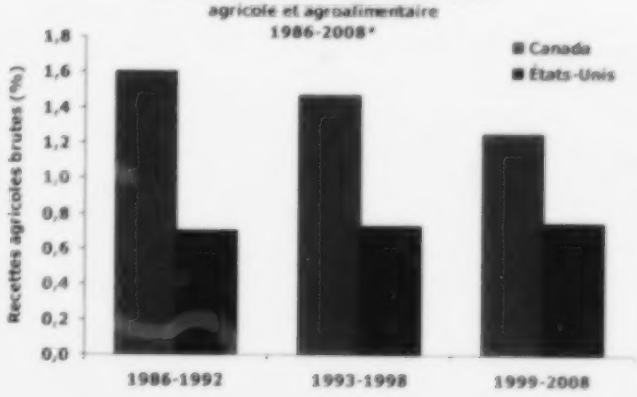
Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les investissements relatifs en R-D et la croissance de la productivité figurent parmi les facteurs potentiels qui déterminent la compétitivité du secteur agricole primaire du Canada

- **Les dépenses publiques vouées à la R-D au Canada dans le secteur agricole et agroalimentaire ont diminué en pourcentage des recettes agricoles brutes; cette proportion est passée d'une moyenne de 1,6 % entre 1986 et 1992 à 1,3 % entre 1999 et 2008.**

  De 1999 à 2008, les dépenses en R-D du secteur public canadien en termes de pourcentage des recettes agricoles brutes ont été plus élevées qu'aux États-Unis. Dans ce pays, la part moyenne stagne aux alentours de 0,7 % depuis 20 ans.

Graphique A1.7
Soutien public à la R-D destiné au secteur agricole et agroalimentaire
1986-2008*

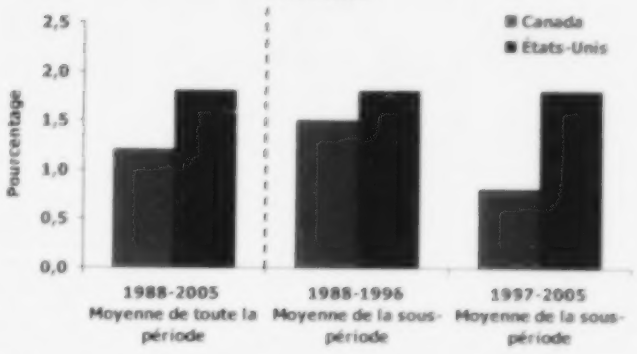


Source : Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE : Surveillance et évaluation 2009.
Nota : *Les données de 2008 sont préliminaires.

- **La croissance annuelle moyenne de la productivité du secteur agricole primaire au Canada a constamment accusé un retard par rapport à celle des États-Unis et a diminué récemment.**

  De 1988 à 2005, le taux annuel moyen de croissance de la productivité au Canada était d'environ 1,2 % comparativement à 1,8 % aux États-Unis. Si l'on divise cette période en deux sous-périodes, la croissance de la productivité a été analogue à celle des États-Unis entre 1988 et 1996, mais considérablement plus faible entre 1997 et 2005.

Graphique A1.8
Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, Canada et États-Unis
1988-2005



Source : Statistique Canada et USDA (ERS).
Nota : Moyennes géométriques des taux de croissance pour les indices de la productivité brute de l'ensemble des facteurs.

La prochaine série de graphiques porte sur la compétitivité du secteur canadien des aliments et des boissons dans son ensemble et par sous-secteur. Le premier graphique de chaque page illustre les destinations des expéditions canadiennes de ce secteur, soit celles qui restent au Canada et celles qui sont destinées aux États-Unis et au reste du monde. Dans certains cas, les exportations vers les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) sont également illustrées. Les données révèlent que le Canada a été le débouché le plus important, suivi des États-Unis, pour la plupart des sous-secteurs. Par ailleurs, le second graphique sur chaque page traite surtout du marché Canada-États-Unis, de sa taille apparente et de la valeur des expéditions de produits canadiens à sa destination. Ces données permettent de mesurer les ventes potentielles et d'évaluer la présence du secteur canadien sur ce marché.

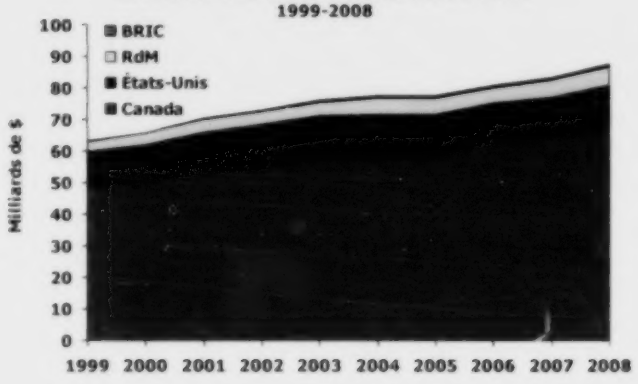
Dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les entreprises canadiennes ont accès aux marchés américains peu importe qu'elles décident d'y rivaliser ou non. Ce choix dépend des risques perçus (p. ex., marché des changes du dollar et la réglementation) qui pourraient entraîner une hausse ou une baisse des profits par rapport aux produits écoulés sur le marché intérieur. Pour un secteur donné, les possibilités de vente changent à mesure que le marché Canada-États-Unis global prend de l'essor ou se contracte. Le mot « apparent » signifie que la taille du marché auquel il est appliqué n'est qu'une estimation.

Le secteur canadien des aliments et des boissons a surtout rivalisé sur le marché Canada-États-Unis

- **Les expéditions totales du secteur canadien des aliments et des boissons ont augmenté de 24,4 milliards de dollars entre 1999 et 2008, passant à 87,7 milliards, dont 17,9 milliards correspondent aux ventes effectuées sur le marché intérieur.**

  Les États-Unis, dont le marché intérieur est évalué à environ 600 milliards de dollars US, y sont pour 3,3 milliards de dollars dans la croissance des ventes du secteur; ils ont continué d'être le principal débouché des aliments transformés et des boissons du Canada. Combinées, les expéditions vers les marchés canadiens et américains ont constitué plus des quatre cinquièmes de l'ensemble des ventes.

Graphique A1.9
Destinations des exportations canadiennes dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons
1999-2008

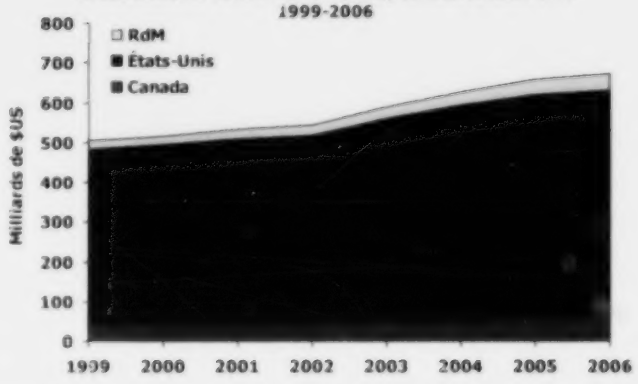


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La taille apparente du marché Canada-États-Unis est passée à 672 milliards de dollars US, soit une hausse de 167 milliards entre 1999 et 2006.**

  Les expéditions canadiennes vers le marché Canada-États-Unis ont augmenté de 26 milliards de dollars US pour passer à 65 milliards pendant cette période; le gros de cette croissance a toutefois été réalisé au Canada.

Graphique A1.10
Origines des produits de la transformation des aliments et des boissons vendus sur le marché, Canada et États-Unis
1999-2006



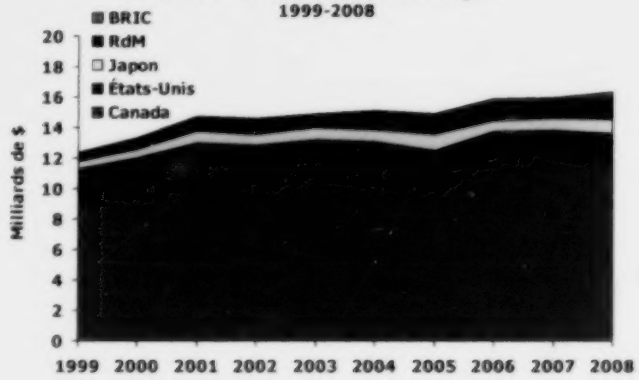
Source : Statistique Canada, Commission américaine du commerce international, Bureau américain de l'analyse économique et calculs d'AAC.

Par sous-secteur, la plupart des ventes du secteur canadien de transformation de la viande rouge étaient destinées au marché Canada-États-Unis en pleine croissance, bien que les ventes sur d'autres marchés extérieurs aient aussi augmenté

- **Les expéditions ont augmenté de 3,9 milliards de dollars, pour passer à 16,3 milliards, entre 1999 et 2008; la croissance des expéditions intérieures a été de 2,8 milliards et les exportations vers les marchés autres que les État-Unis, comme le Japon et la Russie, ont progressé de 1,6 milliard de dollars.**

  Bien que les États-Unis aient été le principal débouché pour les produits transformés de viande rouge du Canada, représentant 10 % des expéditions totales en 2008, les exportations vers ce pays ont fléchi de 459 millions de dollars entre 1999 et 2008, pour s'établir à 2 milliards.

Graphique A1.11
Destinations des exportations canadiennes du secteur de la transformation des viandes rouges*
1999-2008

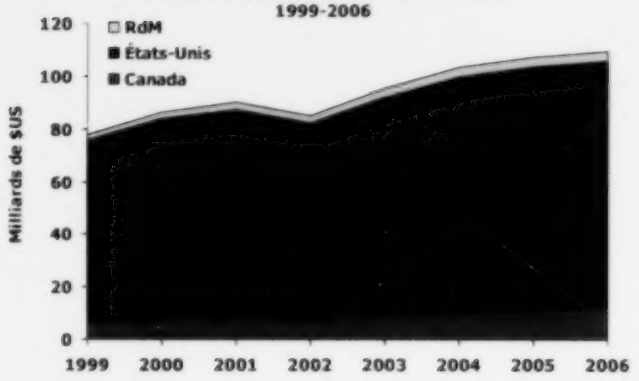


Source : Statistique Canada, Industrie Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Y compris l'abattage et la transformation d'animaux.

- **La taille apparente du marché Canada-États-Unis a gonflé de 31,4 milliards de dollars US entre 1999 et 2006, pour s'établir à 109,2 milliards de dollars.**

  Les entreprises canadiennes ont tiré profit de la croissance du marché intérieur pour maintenir leur part du marché Canada-États-Unis à une moyenne de 10 %. Cette réalisation sur un marché prospère fait que le secteur canadien de la transformation de la viande rouge est demeuré concurrentiel.

Graphique A1.12
Origines des produits de viandes rouges vendus sur le marché, Canada et États-Unis
1999-2006



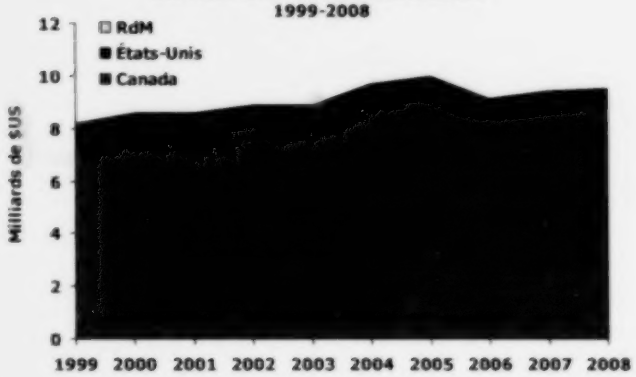
Source : Statistique Canada, Commission américaine du commerce international, Bureau américain de l'analyse économique et calculs d'AAC.

Le secteur des boissons a été prospère au Canada, produisant surtout pour le marché intérieur, mais il a dû faire face à la concurrence venant de produits importés d'ailleurs que les États-Unis

- **La croissance des expéditions de boissons canadiennes vers le marché intérieur a plus que fait contrepoids à la baisse des ventes vers les États-Unis au cours de la dernière décennie.**

  Les expéditions totales ont augmenté de 1,3 milliard de dollars entre 1999 et 2008, passant à 9,5 milliards, malgré un recul de 558 millions de dollars des exportations vers les États-Unis, qui se sont établies à 766 millions de dollar.

Graphique A1.13
Destinations des exportations canadiennes du secteur de la fabrication de boissons*
1999-2008

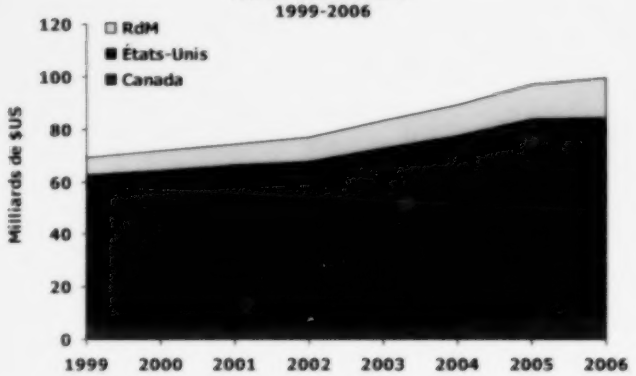


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Y compris les boissons gazeuses et les boissons alcoolisées.

- **Le secteur canadien des boissons a maintenu sa part de 8 % du marché Canada-États-Unis apparent, dont la taille a gonflé de 30 milliards de dollars US, pour passer à 99 milliards. Par conséquent, le secteur semble être demeuré concurrentiel.**

  La concurrence a émané surtout de l'extérieur du Canada et des États-Unis. En 2006, les importations en provenance d'autres pays représentaient 15 % des ventes sur le marché Canada-États-Unis, par rapport à 10 % en 1999.

Graphique A1.14
Origines des produits de boissons vendus sur le marché Canada et États-Unis*
1999-2006



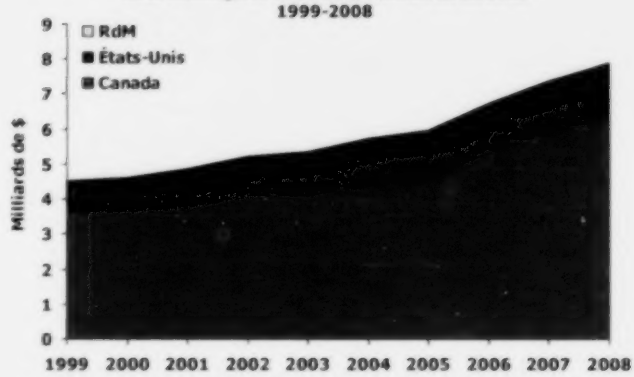
Source : Statistique Canada, Commission américaine du commerce international, Bureau américain de l'analyse économique et calculs d'AAC.
Nota : *Y compris les boissons gazeuses et les boissons alcoolisées.

Le secteur canadien de la boulangerie et fabrication de tortillas a tiré profit de la prospérité des marchés au Canada et aux États-Unis

- **Les expéditions se sont accrues de 3,4 milliards de dollars, pour passer à 7,9 milliards entre 1999 et 2008.**

  Environ les quatre cinquièmes de toutes les ventes étaient destinées au marché intérieur, et un cinquième, aux États-Unis. Ces parts sont demeurées passablement constantes au cours de la décennie écoulée.

Graphique A1.15
Destinations des exportations canadiennes du secteur de la boulangerie et de la fabrication de tortillas
1999-2008



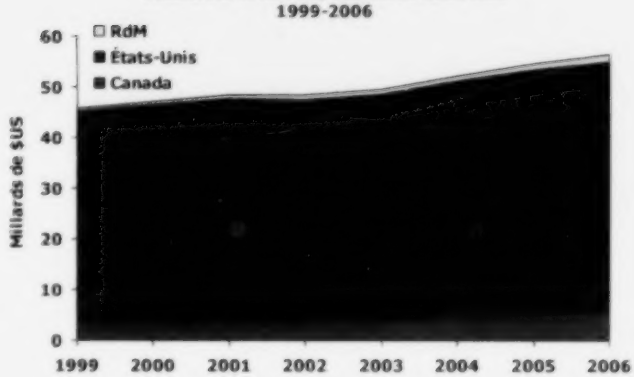
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La taille apparente du marché Canada-États-Unis a grossi de 10,5 milliards de dollars US pour atteindre 56,4 milliards, le quart de cette croissance se produisant au Canada.**

  Grâce à une croissance des ventes de 2,2 milliards de dollars US au Canada et de 631 millions aux États-Unis, la part que détient le secteur canadien dans le marché Canada-États-Unis est passé de 7 % en 1999 à 10 % en 2006.

  Cette hausse de la part du secteur sur un marché prospère semble indiquer que le secteur canadien de la boulangerie et fabrication de tortillas a été de plus en plus concurrentiel.

Graphique A1.16
Origines des produits de boulangerie et de tortillas vendus sur le marché, Canada et États-Unis
1999-2006



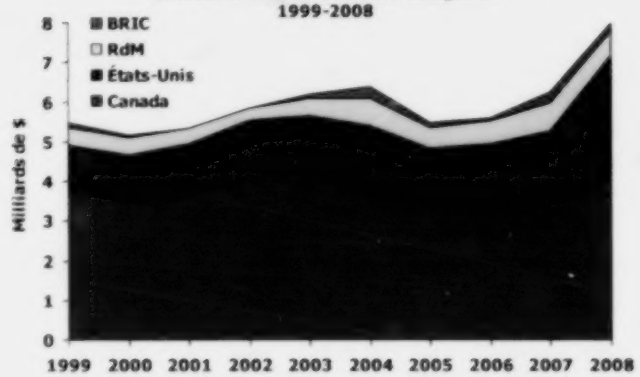
Source : Statistique Canada, Commission américaine du commerce international, Bureau américain de l'analyse économique et calculs d'AAC.

Certains secteurs, comme celui de la mouture de céréales et d'oléagineux, ont pu tirer profit de possibilités aux États-Unis lorsqu'elles sont apparues, notamment au cours du récent épisode de prix élevés des grains

- **Les expéditions totales de céréales et d'oléagineux se sont élevées en moyenne à 5,6 milliards de dollars par année entre 1999 et 2006, avant de grimper à 7,8 milliards de dollars en 2008.**

  La part (en pourcentage) occupée par les exportations vers les États-Unis dans l'ensemble des expéditions s'est accrue progressivement jusqu'en 2005, puis a connu une hausse marquée entre 2006 et 2008, passant de 29 % à 40 %. Au cours de cette période de deux années, les ventes aux États-Unis sont passées de 1,5 milliard de dollars à 3,1 milliards. Quant aux ventes intérieures, elles se sont chiffrées à 4 milliards de dollars en 2008.

Graphique A1.17
Destinations des exportations canadiennes du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux
1999-2008

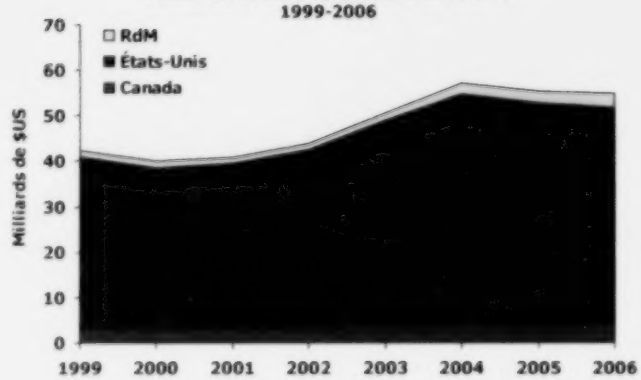


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Le marché Canada-États-Unis a progressé de 12,3 milliards de dollars US entre 1999 et 2006, passant à 54 milliards. Sur cette hausse, l'industrie canadienne est redevable d'environ 1 milliard de dollars US, les ventes intérieures s'étant accrues de 424 millions et les exportations vers notre voisin du Sud, de 602 millions.**

  Comme la part du marché Canada-États-Unis que détient le secteur des céréales et des oléagineux est relativement stable (8 %), on peut en déduire que ce secteur au Canada est demeuré concurrentiel.

Graphique A1.18
Origines des produits de céréales et d'oléagineux vendus sur le marché, Canada et États-Unis
1999-2006



Source : Statistique Canada, Commission américaine du commerce international, Bureau américain de l'analyse économique et calculs d'AAC.

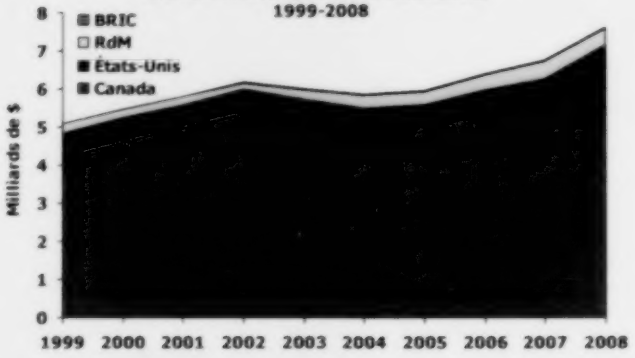
L'industrie canadienne des conserves de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires a tiré profit de possibilités de croissance autant au Canada qu'aux États-Unis

- **Les expéditions ont progressé de 2,5 milliards de dollars entre 1999 et 2008, pour atteindre 7,6 milliards. Le gros de cette croissance s'explique par l'augmentation des ventes au Canada et aux États-Unis; les exportations au reste du monde ont aussi joué un rôle partiel dans cet essor.**

  Au fil des ans, l'industrie s'est de plus en plus concentrée sur le marché américain, la part (en pourcentage) des expéditions aux États-Unis par rapport aux expéditions totales passant de 19 % à 24 % entre 1999 et 2008.

  Environ les deux tiers des expéditions du secteur étaient constitués de produits alimentaires congelés.

Graphique A1.19
Destinations des exportations canadiennes du secteur des conserves de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires* 1999-2008



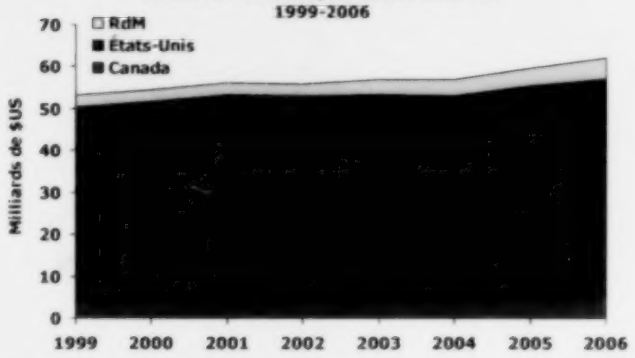
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Y compris les aliments surgelés.

- **La taille apparente du marché Canada-États-Unis a grossi de 8,6 milliards de dollars US entre 1999 et 2006, pour passer à 61,9 milliards, et, sur cette hausse, 2 milliards ont visé le marché canadien.**

  En même temps, le secteur canadien a tiré profit de la croissance du marché aux États-Unis en enregistrant une hausse de ses exportations de 731 millions de dollars US.

  La montée de 6 % à 8 % de la part détenue par le secteur dans le marché Canada-États-Unis révèle une augmentation apparente de sa compétitivité.

Graphique A1.20
Origines des produits de conserves de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires* vendus sur le marché, Canada et États-Unis 1999-2006



Source : Statistique Canada, Commission américaine du commerce international, Bureau américain de l'analyse économique et calculs d'AAC.
Nota : *Y compris les aliments surgelés.

Indices de Lerner

L'indice de Lerner (L) à court terme sert à mesurer la rentabilité, en la calculant au moyen des données sur le revenu (R), les coûts variables (CV) et l'indice des prix des extrants (P). Les coûts variables permettent de mesurer à court terme les coûts totaux puisqu'ils ne tiennent pas compte du rendement à des facteurs fixes de production, comme la machinerie et l'équipement. Pour établir un indice de Lerner à court terme avec les données R, CV et P, il faut d'abord dériver un indice de quantité des extrants (Q) au moyen de la formule Q = R/P, puis calculer un indice des coûts variables moyens (CVM) à l'aide de la formule CVM = CV/Q. L'indice de Lerner à court terme se calcule ensuite ainsi : L = (P-CVM)/P, qui équivaut à la proportion du prix des extrants qui est un profit à court terme. L correspond au pourcentage de revenu disponible en tant que rendement des facteurs fixes. Habituellement, un indice de Lerner se mesure au moyen du coût marginal plutôt que du coût moyen; on présume ici que le CVM constitue une approximation acceptable du coût marginal à court terme.

La croissance de l'indice de Lerner à court terme peut être considérée comme un indicateur de la compétitivité, puisqu'elle signifie que la rentabilité d'une entreprise ou d'une industrie s'est améliorée à court terme, ce qui laisse croire que cette entreprise ou industrie peut absorber un recul des prix des extrants ou une augmentation des coûts des intrants une année donnée. Une hausse de L veut aussi dire qu'une plus forte proportion du revenu peut servir à payer les facteurs fixes dont le coût a pu augmenter, diminuer ou s'être stabilisé. Si l'indice de Lerner à court terme pour une entreprise particulière monte plus rapidement que celui d'autres entreprises, on peut considérer que cette entreprise a accentué sa compétitivité par rapport à ses concurrents. De même, lorsque l'on compare une industrie particulière à une autre dans le même pays ou dans un autre pays, il est possible d'affirmer que cette industrie est plus concurrentielle si son indice de Lerner à court terme a progressé plus rapidement que celui de ses concurrents.

Ici, pour tout sous-secteur de la transformation des aliments, c'est la hausse du ratio entre l'indice de Lerner de l'industrie canadienne et celui de l'industrie américaine qui sert à mesurer la croissance de la compétitivité du Canada. Cette croissance est illustrée pour quatre sous-secteurs dans les deux graphiques qui suivent. Pour que la compétitivité de l'industrie canadienne se soit accrue, il faut que la montée de l'indice dépasse 1.

La compétitivité peut être mesurée à l'aide des taux de croissance de la rentabilité relative des industries canadiennes et américaines de transformation des aliments

- **Le secteur canadien de la mouture de céréales et d'oléagineux et celui de la transformation des fruits et légumes semblent avoir été concurrentiels par rapport à leurs homologues américains.**

  Entre 1999 et 2006, le ratio des deux indices a avoisiné « un » en moyenne dans les deux industries, le secteur de la transformation des fruits et légumes affichant un rendement légèrement supérieur à celui du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux. Selon cet indicateur, aucune de ces deux industries canadiennes ne détient d'avantage net sur son homologue américaine ni n'a subi de désavantage net par rapport à elle.

Graphique A1.21
Ratio des indices de Lerner à court terme au Canada et aux États-Unis pour les secteurs de la mouture de céréales et d'oléagineux et des conserves de fruits et légumes 1999-2006

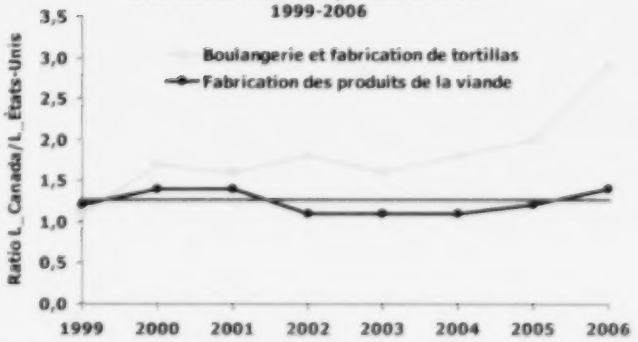
Source : Statistique Canada, Bureau américain des statistiques du travail et calculs d'AAC.

Nota : L. Canada et L. États-Unis équivalent aux indices Lerner pour le Canada et les États-Unis, respectivement. Lorsque ce ratio égale « un » (comme l'illustre la ligne rouge droite), les industries rivalisent sur un pied d'égalité, selon cet indicateur.

- **Le secteur canadien de la boulangerie était déjà plus concurrentiel que son homologue américain en 1999, et cet avantage s'est accentué avec le temps.**

  Cette assertion s'applique plus ou moins au secteur de la transformation des produits de la viande, qui a vu sa compétitivité s'accentuer constamment à partir de 2003. Entre 1999 et 2006, l'indice Lerner à court terme pour le secteur de la boulangerie a été en moyenne d'environ 68 % plus élevé au Canada qu'aux États-Unis, alors que dans le secteur de la transformation des produits de la viande, il lui a été supérieur en moyenne d'environ 23 %. Ces deux résultats révèlent que le degré de rentabilité moyenne à court terme a été beaucoup plus élevé dans ces deux industries canadiennes que dans leurs homologues américains.

Graphique A1.22
Ratio des indices de Lerner à court terme au Canada et aux États-Unis pour les secteurs de la boulangerie et fabrication de tortillas et la transformation des produits de la viande 1999-2006



Source : Statistique Canada, Bureau américain des statistiques du travail et calculs d'AAC.

Nota : L. Canada et L. États-Unis équivalent aux indices Lerner pour le Canada et les États-Unis, respectivement. Lorsque ce ratio égale « un » (comme l'illustre la ligne rouge droite), les industries rivalisent sur un pied d'égalité, selon cet indicateur.

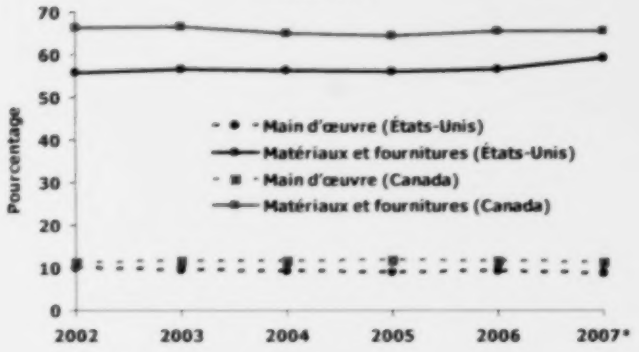
L'évolution des coûts variables relatifs peut jouer un rôle déterminant dans la compétitivité

- **Le coût des matériaux et des approvisionnements est la principale composante des coûts variables en transformation des aliments aux États-Unis et au Canada.**

  Entre 2002 et 2007, la part détenue par les coûts des matériaux et des approvisionnements dans la valeur des expéditions est passée de 56 % à 60 % aux États-Unis. Au Canada, cette proportion a été plus élevée, mais aussi relativement stable, à 66 %, pendant cette période.

  La main-d'œuvre est le second poste le plus important dans les coûts variables en transformation des aliments. De 2002 à 2007, les coûts de la main-d'œuvre ont représenté environ 11 % de la valeur des expéditions au Canada et 10 % aux États-Unis.

Graphique A1.23
Coûts variables du secteur de la transformation des aliments en proportion des exportations, Canada et États-Unis 2002-2007*

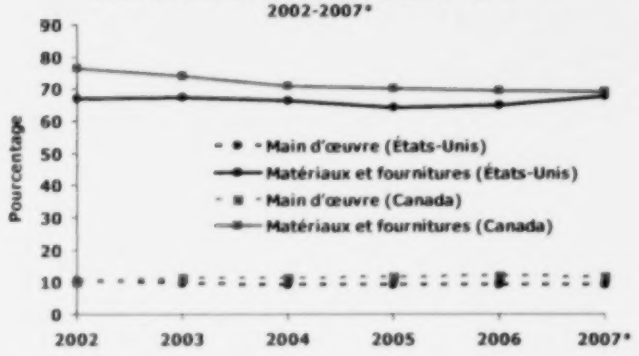


Source : Statistique Canada et Bureau américain du recensement.
Nota : *Les données de 2007 sont préliminaires.

- **Pour la transformation des viandes en particulier, la part détenue par les matériaux et les approvisionnements dans les expéditions a diminué entre 2002 et 2007 de 76 % à 69 % au Canada, pour s'établir à presque le même niveau qu'aux États-Unis.**

  Le coût de la main-d'œuvre a représenté une part beaucoup plus faible de la valeur des expéditions dans les deux pays, cette part étant légèrement plus élevée au Canada que chez nos voisins du Sud. De 2002 à 2007, la part de ces coûts dans les expéditions du secteur canadien de la transformation des viandes s'est accrue de 10 % à 11,5 % alors qu'elle a reculé de 10 % à 9 % aux États-Unis.

Graphique A1.24
Coûts variables de la transformation des aliments en proportion des exportations du secteur de la transformation des viandes, Canada et États-Unis 2002-2007*



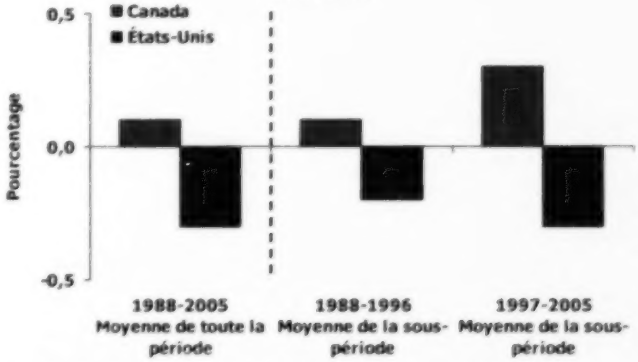
Source : Statistique Canada et Bureau américain du recensement.
Nota : *Les données de 2007 sont préliminaires.

La croissance de la productivité a été faible dans le secteur canadien des aliments, des boissons et du tabac (ABT), mais elle a été constamment plus élevée qu'aux États-Unis

- **La croissance de la productivité de l'ensemble des facteurs dans le secteur canadien des ABT a été en moyenne d'environ 0,1 % par année entre 1988 et 2005.**

  La croissance a été supérieure pendant la sous-période 1997-2005, s'établissant en moyenne à environ 0,3 % par année. Aux États-Unis, cette croissance a accusé un recul moyen d'environ 0,3 % par année de 1988 à 2005, sans changement significatifs entre les sous-périodes.

Graphique A1.25
Croissance de la productivité dans les industries de la transformation ABT, Canada et États-Unis 1988-2005



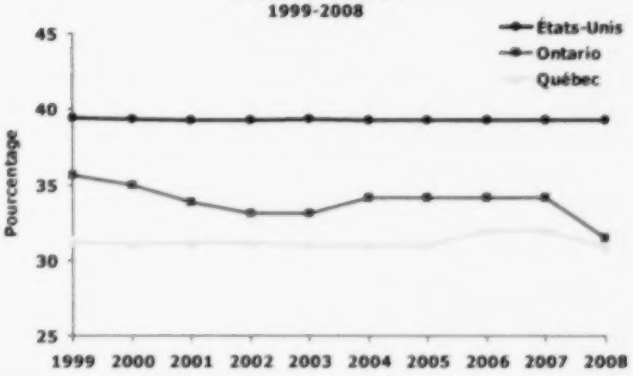
Source : Statistique Canada, Bureau américain des statistiques du travail et calculs d'AAC.

La compétitivité a pu bénéficié des récentes réductions des taux d'imposition des sociétés

- **Les taux fédéraux et provinciaux combinés d'imposition des sociétés qui s'occupent surtout de transformation au Québec et en Ontario ont été inférieurs à ceux établis pour des sociétés semblables aux États-Unis.**

  Comme les taux d'imposition sur le revenu sont relativement plus faibles au Canada, les revenus après impôt, pour un niveau de revenu imposable donné, ont été plus élevés au Canada qu'aux États-Unis.

Graphique A1.26
Taux d'imposition combinés des sociétés
Canada et États-Unis
1999-2008



Source : Base de données fiscales de l'OCDE et calculs d'AAC.

Nota : Les taux américains correspondent aux taux fédéraux et aux taux moyens d'impôt sur le revenu des sociétés des États. Quant aux taux canadiens, ils équivalent aux taux fédéraux et provinciaux d'impôt sur le revenu des sociétés pour les fabricants et les transformateurs.

Sommaire

L'objectif visé dans la présente section était de faire une analyse comparative de la compétitivité du secteur agricole et agroalimentaire canadien avant l'adoption du cadre stratégique *Cultivons l'avenir*. Le principal indicateur de compétitivité qui est utilisé est la mesure dans laquelle la croissance des ventes a correspondu à la croissance du marché s'offrant à chaque industrie.

Pour le secteur agricole primaire, dont les ventes sur les marchés intérieur et extérieur ont été importantes et les débouchés à l'exportation, très variés, l'indicateur de compétitivité est quantifié en fonction de l'ensemble des marchés intérieur et extérieur du Canada. Entre 1998 et 2007, le secteur de l'élevage semble être resté concurrentiel puisque ses ventes, mesurées à la lumière de sa production, ont augmenté à peu près au même rythme que celui du marché. Par contre, dans le secteur des produits de cultures, les ventes se sont accrues à une cadence plus lente que la croissance du marché global, ce qui témoigne d'une baisse de sa compétitivité.

Dans les sous-secteurs des aliments et des boissons, ce sont les ventes sur le marché intérieur qui ont revêtu le plus d'importance, suivies de celles sur le marché américain, de sorte que l'indicateur de compétitivité est quantifié en fonction du marché global Canada-États-Unis. Les sous-secteurs de la transformation de la viande rouge, des céréales et oléagineux et des boissons semblent être demeurés concurrentiels entre 1999 et 2006, en préservant leurs parts du prospère marché Canada-États-Unis. Quant aux sous-secteurs de la boulangerie et fabrication de tortillas, de la transformation des fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires, ils semblent avoir été de plus en plus concurrentiels, leurs parts des ventes s'élargissant dans le marché Canada-États-Unis en plein essor. Les indices de rentabilité à court terme au Canada par rapport aux indices Lerner aux États-Unis révèlent des résultats qui sont en général conformes à ceux mesurés au moyen de l'indicateur de croissance des ventes. On peut en déduire que les sous-secteurs canadiens des aliments et des boissons sont demeurés concurrentiels dans les années précédant la mise en œuvre du cadre *Cultivons l'avenir*.

SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

SECTION B1

PIB et emploi

Le secteur agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui joue un rôle important au sein de l'économie canadienne. Il contribue directement et indirectement et de manière significative au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada, mais son importance varie selon la province.

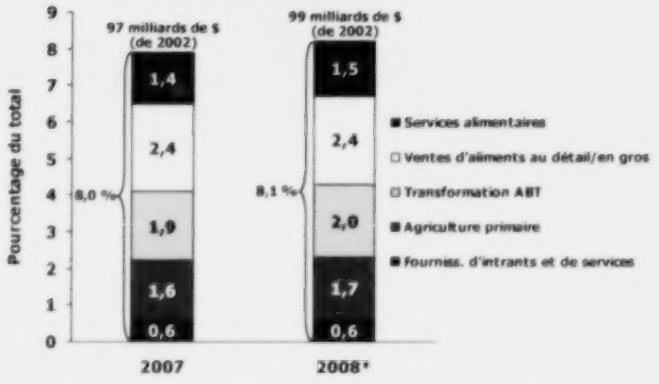
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8,1 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada.**

  L'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire; venait ensuite la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

  L'agriculture primaire représentait environ 1,7 % du PIB national en 2008, soit un léger gain par rapport à 2007.

Graphique B1.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
2007 et 2008

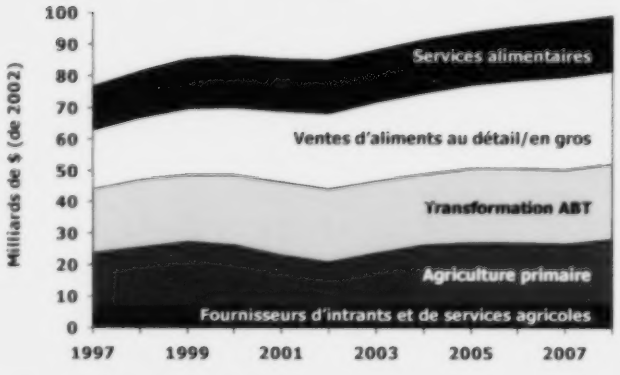


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2008 sont préliminaires.

- **Depuis 1997, le secteur agricole et agroalimentaire dans son ensemble affiche une croissance annuelle moyenne de 2,4 %, soit un taux inférieur à celui de l'économie générale, qui est de 3,0 %.**

  La vente d'aliments au détail et en gros est la composante qui connaît la croissance la plus rapide, à un taux annuel moyen de 4,2 %. Les PIB de l'agriculture primaire et de la transformation des ABT affichent respectivement des taux de croissance annuelle moyenne de 1,9 % et de 1,5 %.

Graphique B1.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
1997-2008



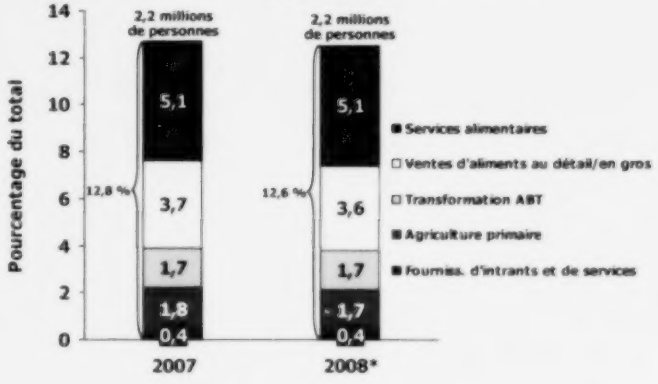
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Il apporte également une importante contribution à l'emploi au Canada

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait un emploi sur huit en 2008, et employait près de 2,2 millions de personnes.**

  En 2007 et en 2008, l'industrie des services alimentaires était le principal employeur du système agricole et agroalimentaire, suivie par l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros. Le taux d'emploi en agriculture primaire (1,7 %) continue de diminuer par rapport au nombre total d'emplois.

Graphique B1.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
2007 et 2008



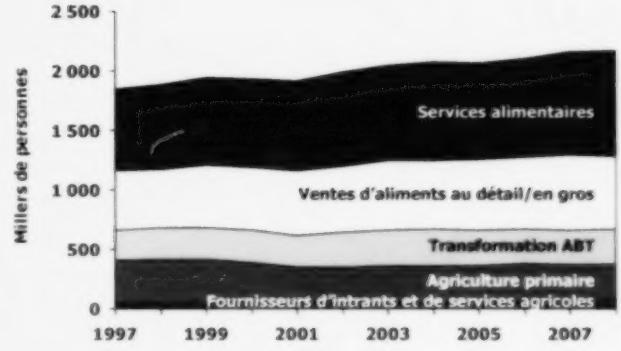
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2008 sont préliminaires.

- **L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire affiche une croissance annuelle moyenne de 1,3 % depuis 1997, ce qui est inférieur au taux de croissance annuel moyen de 2,0 % dans l'ensemble de l'économie.**

  L'industrie des services alimentaires était le principal employeur du secteur, avec un taux de croissance annuelle moyenne de 2,2 %.

  Le nombre d'emplois dans l'industrie de l'agriculture primaire a régressé, mais celui dans l'industrie de la transformation des aliments a augmenté à un taux annuel moyen de 1,2 %.

Graphique B1.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
1997-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

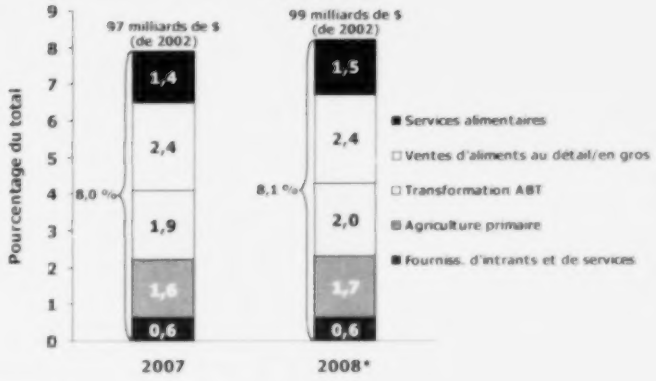
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8,1 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada.**

  L'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire; venait ensuite la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

  L'agriculture primaire représentait environ 1,7 % du PIB national en 2008, soit un léger gain par rapport à 2007.

Graphique B1.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
2007 et 2008

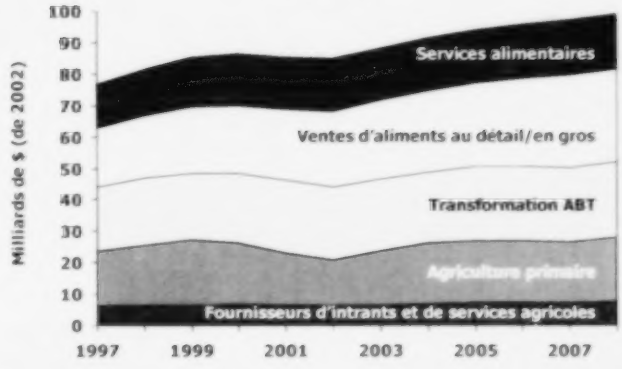


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2008 sont préliminaires.

- **Depuis 1997, le secteur agricole et agroalimentaire dans son ensemble affiche une croissance annuelle moyenne de 2,4 %, soit un taux inférieur à celui de l'économie générale, qui est de 3,0 %.**

  La vente d'aliments au détail et en gros est la composante qui connaît la croissance la plus rapide, à un taux annuel moyen de 4,2 %. Les PIB de l'agriculture primaire et de la transformation des ABT affichent respectivement des taux de croissance annuelle moyenne de 1,9 % et de 1,5 %.

Graphique B1.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
1997-2008



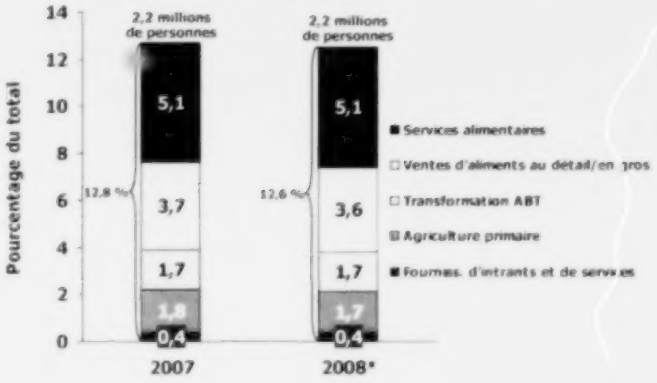
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Il apporte également une importante contribution à l'emploi au Canada

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait un emploi sur huit en 2008, et employait près de 2,2 millions de personnes.**

  En 2007 et en 2008, l'industrie des services alimentaires était le principal employeur du système agricole et agroalimentaire, suivie par l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros. Le taux d'emploi en agriculture primaire (1,7 %) continue de diminuer par rapport au nombre total d'emplois.

Graphique B1.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
2007 et 2008



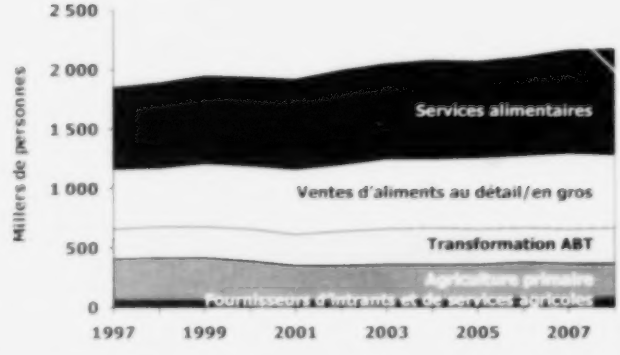
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2008 sont préliminaires.

- **L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire affiche une croissance annuelle moyenne de 1,3 % depuis 1997, ce qui est inférieur au taux de croissance annuel moyen de 2,0 % dans l'ensemble de l'économie.**

  L'industrie des services alimentaires était le principal employeur du secteur, avec un taux de croissance annuelle moyenne de 2,2 %.

  Le nombre d'emplois dans l'industrie de l'agriculture primaire a régressé, mais celui dans l'industrie de la transformation des aliments a augmenté à un taux annuel moyen de 1,2 %.

Graphique B1.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
1997-2008



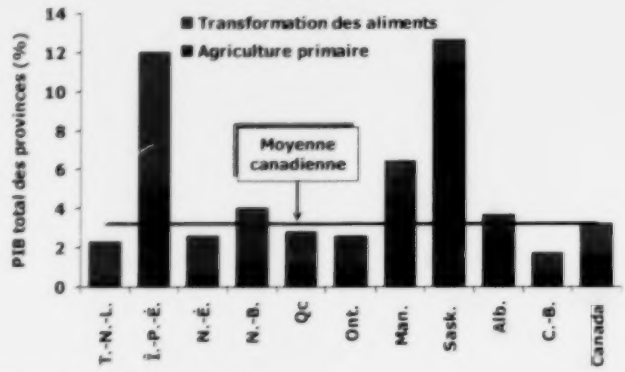
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le secteur agricole et agroalimentaire est une importante source de revenu dans la plupart des provinces

- **Du point de vue de leur contribution au PIB provincial total, l'agriculture et la transformation des aliments jouent le rôle le plus important en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard, y représentant respectivement près de 13 % et près de 12 % du PIB provincial en 2008.**

  La place relative de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments varie aussi selon les provinces. À l'est du Manitoba (sauf à l'Île-du-Prince-Édouard), la transformation des aliments représente la plus grande part du PIB provincial. Dans les Prairies, l'agriculture primaire jour un rôle plus important.

Graphique B1.5
Contribution de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB des provinces 2008*

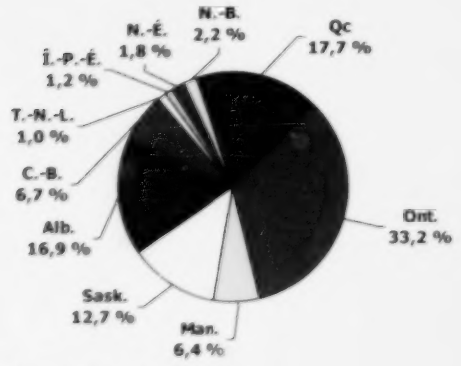


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2008 sont préliminaires.

- **La contribution des provinces au PIB total du secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments varie.**

  En 2008, l'Ontario, le Québec et l'Alberta représentaient près de 70 % du PIB de l'ensemble du secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments.

Graphique B1.6
Contribution des provinces au PIB canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments 2008*



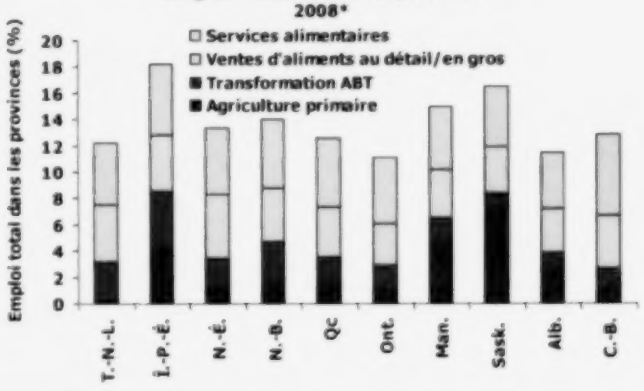
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2008 sont préliminaires.

Le système agricole et agroalimentaire est également un employeur important dans les économies provinciales

- **En 2008, c'est le système agricole et agroalimentaire qui est le plus gros employeur dans les économies provinciales de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Saskatchewan (18 % et 16 %, respectivement).**

  Dans beaucoup de provinces, les services alimentaires représentaient la plus grosse part de l'emploi total dans le secteur agricole et agroalimentaire; vient ensuite le secteur de la vente d'aliments au détail et en gros. La Saskatchewan fait exception, puisque l'agriculture primaire domine au chapitre des parts du nombre d'emplois dans la province. À l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba, l'agriculture primaire vient au second rang au chapitre de l'emploi après les services alimentaires.

Graphique B1.7
Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces
2008*



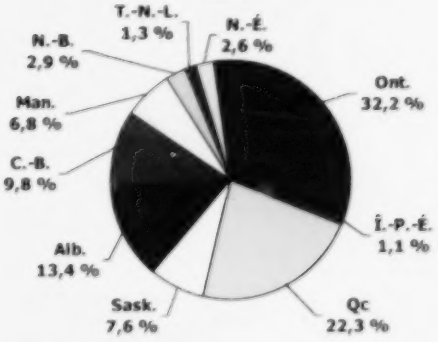
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services des provinces ont été exclus à cause de problèmes de fiabilité et de confidentialité des données concernant un grand nombre des composantes de ce secteur.
*Les données de 2008 sont préliminaires.

- **L'Ontario et le Québec comptent le plus grand nombre de personnes employées en agriculture et dans le secteur de la transformation des aliments.**

  En 2008, l'Ontario, le Québec et l'Alberta offraient presque 70 % du nombre total d'emplois dans ces deux secteurs d'activité.

Graphique B1.8
Contribution des provinces à l'emploi dans le secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments
2008*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2008 sont préliminaires.

SECTION B2

Commerce international

Les exportations constituent un élément clé de la réussite du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Au cours des 15 dernières années, dans le contexte de la libéralisation du commerce et des nouvelles conditions du marché, le Canada a augmenté sa part du commerce mondial en produisant des biens qui répondent aux nouvelles exigences du marché. Les récentes fluctuations économiques et l'instabilité des prix des produits de base, en particulier, ont posé des défis au secteur. Mais, les exportations agricoles et agroalimentaires n'en ont pas moins continué de s'accroître.

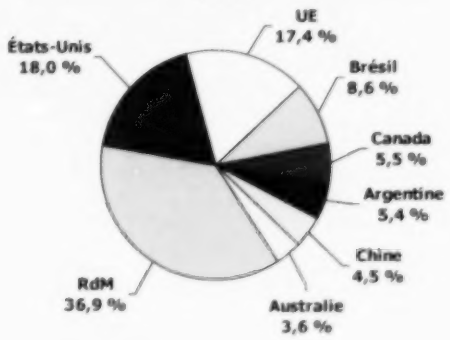
Le Canada est un acteur important sur les marchés agroalimentaires mondiaux

- **Le Canada a exporté pour 38,8 milliards de dollars de produits agricoles et agroalimentaires en 2008 et vient au quatrième rang des exportateurs de produits agroalimentaires dans le monde après les États-Unis, l'Union européenne et le Brésil.**

  Le Canada fournit 5,5 % des exportations totales de produits agricoles et agroalimentaires sur le marché mondial.

  La part du Canada se chiffre à 3,5 % si on inclut le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

Graphique B2.1
Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine
2008



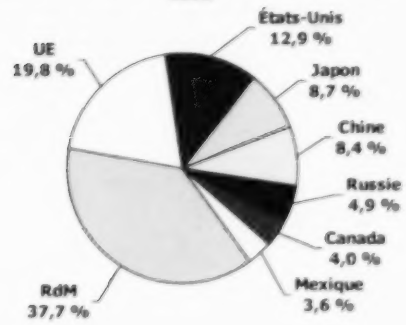
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Nota : 1) À l'exclusion du commerce intra-UE.
2) À l'exclusion des fruits de mer frais.

- **Le Canada, qui a importé pour 24,9 milliards de dollars de produits agricoles et agroalimentaires en 2008, se range au sixième rang parmi les pays importateurs après l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie.**

  Le Canada détient 4,0 % des importations totales de produits agricoles et agroalimentaires sur le marché mondial.

  La part du Canada se chiffre à 2,5 % si on inclut le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

Graphique B2.2
Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine
2008



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Nota : 1) À l'exclusion du commerce intra-UE.
2) À l'exclusion des fruits de mer frais.

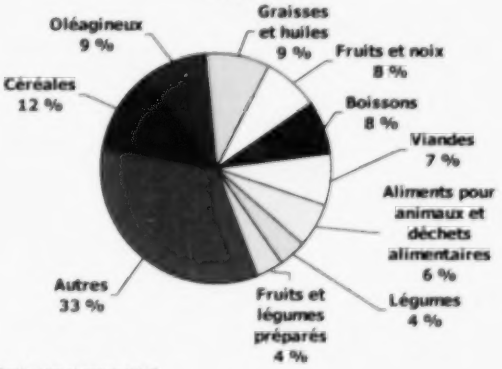
Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires s'entendent ici des produits agricoles, des aliments transformés, des boissons et du tabac. Elles comprennent les fruits de mer transformés, à l'exclusion des fruits de mer frais.

Il s'échange une grande diversité de produits agricoles et agroalimentaires sur les marchés mondiaux

- **En 2008, les céréales formaient le groupe de produits le plus échangé, représentant 11,7 % du commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires.**

  Parmi les autres principales catégories de produits échangés sur les marchés internationaux, figurent les oléagineux, les graisses et huiles, ainsi que les fruits et les noix.

Graphique B2.3
Commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires par produit
2008



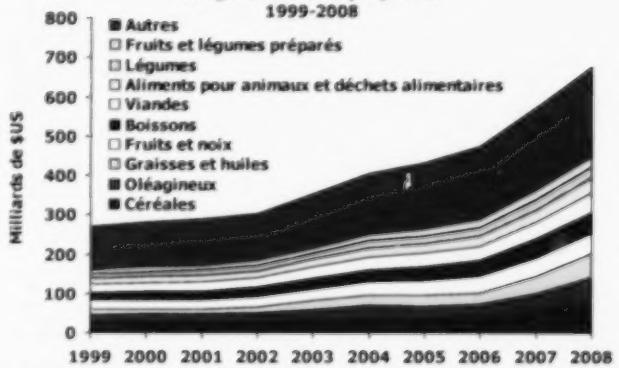
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Note : 1) À l'exclusion du commerce intra-UE.
2) À l'exclusion des fruits de mer frais.
3) Ces regroupements se fondent sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé.

- **Le taux de croissance de la valeur des échanges mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires a augmenté en 2008, comparativement aux années précédentes.**

  Le commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires a progressé de 17,8 % en 2008 par rapport à un taux annuel moyen de 13,7 % pour les cinq années précédentes. La valeur globale de ces échanges a atteint 676 milliards de dollars US.

  Certains groupes de produits comme les céréales et les graisses et huiles ont connu un essor grâce à la hausse des prix des produits de base.

Graphique B2.4
Commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires par produit
1999-2008



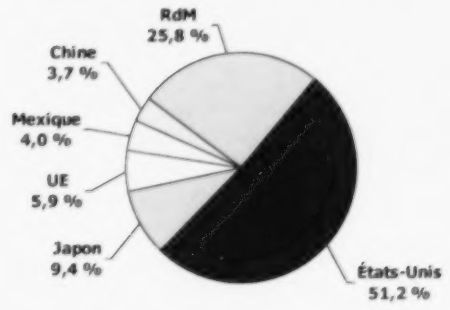
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Note : 1) À l'exclusion du commerce intra-UE.
2) À l'exclusion des fruits de mer frais.
3) Ces regroupements se fondent sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé.

Les États-Unis demeurent le principal marché d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires canadiens

- **En 2008, les États-Unis recevaient 51,2 % des exportations canadiennes totales de produits agricoles et agroalimentaires, ce qui représente une hausse comparativement aux 31 % enregistrés en 1988, mais une baisse par rapport au sommet de 67 % atteint en 2002.**

  Ensemble, le Japon, l'Union européenne, la Chine et le Mexique représentent 23 % des exportations du Canada.

Graphique B2.5
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires 2008

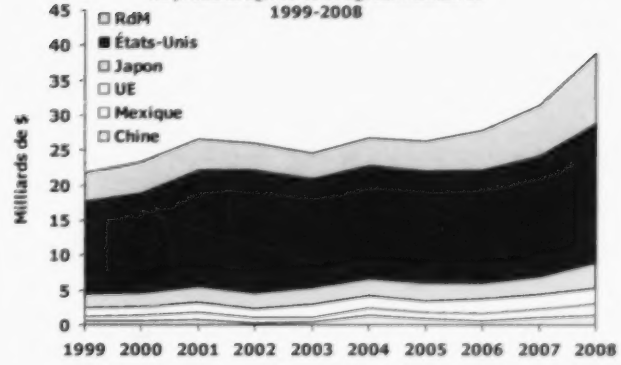


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires à destination des États-Unis ont bondi de 50,9 % depuis 1999, pour atteindre 19,9 milliards de dollars en 2008, sur des exportations totales de 38,8 milliards de dollars.**

  Les exportations vers le Japon et l'Union européenne ont été en forte croissance pendant la même période. De leur côté, les exportations en Chine ont doublé et celles vers le Mexique ont triplé.

Graphique B2.6
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires 1999-2008



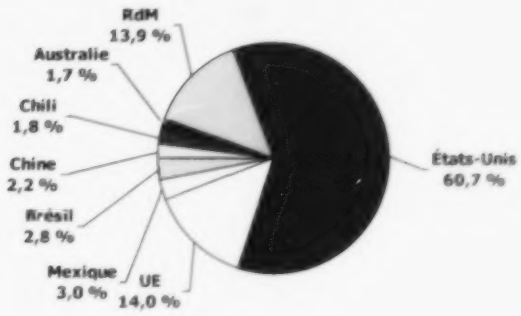
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les États-Unis sont aussi le plus grand fournisseur de produits agricoles et agroalimentaires du Canada

- **En 2008, 60,7 % des importations du Canada provenaient des États-Unis et 14 %, de l'Union européenne.**

  Le Mexique et le Brésil ont reçu 3,0 % et 2,8 % respectivement de nos importations.

Graphique B2.7
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires 2008



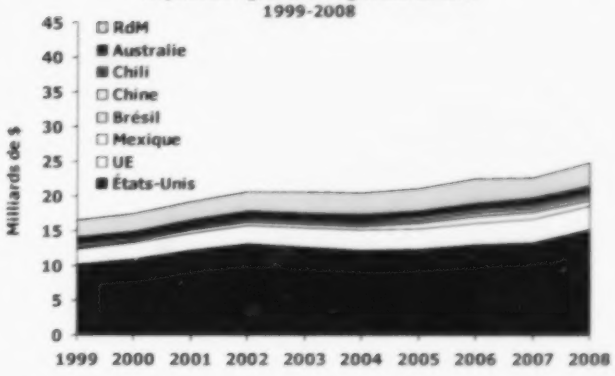
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les importations d'origine américaine ont grimpé de 48,7 % entre 1999 et 2008, passant à 15,1 milliards de dollars. De leur côté, celles en provenance de l'Union européenne se sont accrues de 58,2 % pour s'établir à 3,5 milliards de dollars.**

  Les importations en provenance du Mexique, de la Chine et du Chili ont augmenté rapidement, mais représentent encore une fraction passablement faible des échanges totaux.

  Les importations canadiennes totales ont atteint 24,9 milliards de dollars en 2008, en hausse de 50,6 % par rapport à 1999.

Graphique B2.8
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires 1999-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires est déterminée par les prix ayant cours sur les marchés internationaux

- **Les prix des céréales et des oléagineux ont monté en flèche durant la campagne agricole 2007-2008. Les conditions météorologiques, des interdictions internationales à l'exportation et la concurrence dans l'utilisation de produits agricoles sont autant de facteurs qui ont été pointés du doigt comme causes mondiales possibles de ces hausses de prix.**

  Les prix du maïs, du blé et du soja ont bondi de 43 %, de 112 % et de 74 % respectivement par rapport à ceux de la campagne agricole précédente.

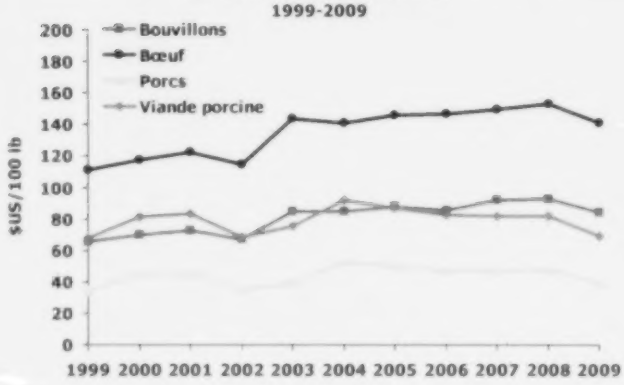
Graphique B2.9
Prix des céréales et oléagineux principaux sur les marchés internationaux
1987-2009

Source : Calculs d'AAC.

- **Les prix des animaux vivants et de la viande rouge sur les marchés internationaux n'ont pas progressé autant que ceux des céréales et des oléagineux en 2007 et en 2008.**

  Même si les céréales et les oléagineux entrent dans la composition des aliments pour animaux, ils ne sont qu'un des nombreux facteurs contribuant au niveau général des prix.

Graphique B2.10
Prix des animaux vivants et des produits de viandes rouges sur les marchés internationaux
1999-2009

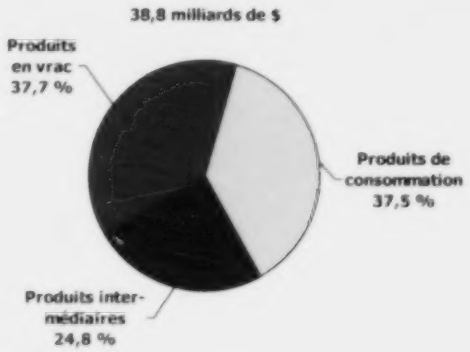


Source : Calculs d'AAC.

Ces dernières années, l'évolution des prix des produits de base s'est traduite par une hausse de la part des produits de base dans la valeur globale des exportations

- **En 2008, le Canada a exporté des produits agricoles de base (37,7 %) et des produits de consommation (37,5 %) en proportion relativement égale. Les 24,8 % restants des exportations totales consistaient en des produits intermédiaires.**

Graphique B2.11
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO) 2008

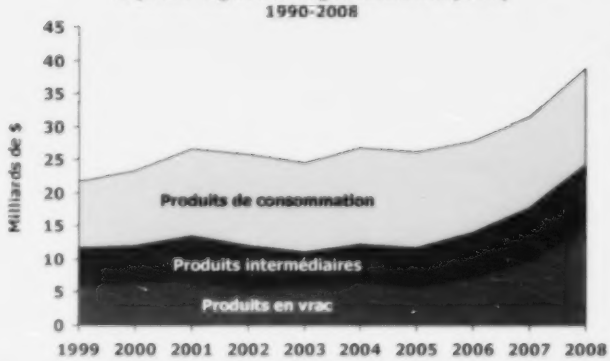


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La proportion relative des exportations de produits de base par rapport aux produits de consommation a beaucoup changé entre 2006 et 2008. En moyenne, de 1999 à 2006, 51,9 % des exportations étaient des produits de consommation et 24,8 %, des produits de base.**

  La proportion des exportations de produits intermédiaires est demeurée relativement constante au fil du temps.

Graphique B2.12
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO) 1990-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

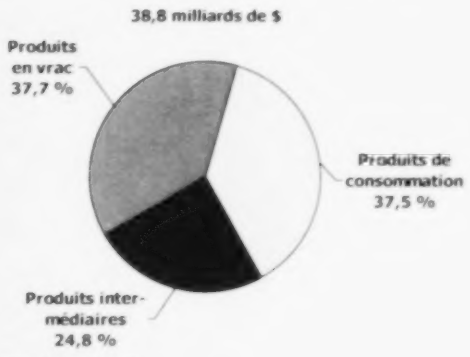
Les produits de consommation nécessitent peu ou pas de nouvelle transformation et sont généralement prêts à être consommés. Les fruits et légumes frais, les viandes et les fruits de mer transformés en sont des exemples.

Les produits de base n'ont reçu pratiquement aucune transformation, tandis que les produits intermédiaires, malgré une transformation partielle, ne sont pas prêts à être consommés tels quels.

Ces dernières années, l'évolution des prix des produits de base s'est traduite par une hausse de la part des produits de base dans la valeur globale des exportations

- **En 2008, le Canada a exporté des produits agricoles de base (37,7 %) et des produits de consommation (37,5 %) en proportion relativement égale. Les 24,8 % restants des exportations totales consistaient en des produits intermédiaires.**

Graphique B2.11
Exportations canadiennes
de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)
2008

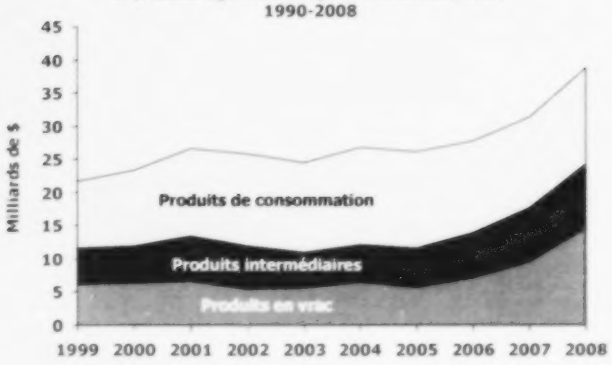


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

- **La proportion relative des exportations de produits de base par rapport aux produits de consommation a beaucoup changé entre 2006 et 2008. En moyenne, de 1999 à 2006, 51,9 % des exportations étaient des produits de consommation et 24,8 %, des produits de base.**

La proportion des exportations de produits intermédiaires est demeurée relativement constante au fil du temps.

Graphique B2.12
Exportations canadiennes
de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)
1990-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Les produits de consommation nécessitent peu ou pas de nouvelle transformation et sont généralement prêts à être consommés. Les fruits et légumes frais, les viandes et les fruits de mer transformés en sont des exemples.

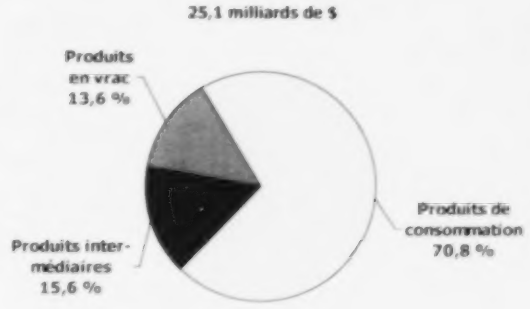
Les produits de base n'ont reçu pratiquement aucune transformation, tandis que les produits intermédiaires, malgré une transformation partielle, ne sont pas prêts à être consommés tels quels.

En pourcentage, les importations de produits de base, de produits intermédiaires et de produits de consommation sont demeurées passablement constantes au fil des ans

- **La majorité des importations de produits agricoles et agroalimentaires du Canada sont des produits de consommation, qui comptaient pour 70,8 % des arrivages en 2008.**

  Les produits intermédiaires et les produits de base comptaient respectivement pour 15,6 % et 13,6 % des importations.

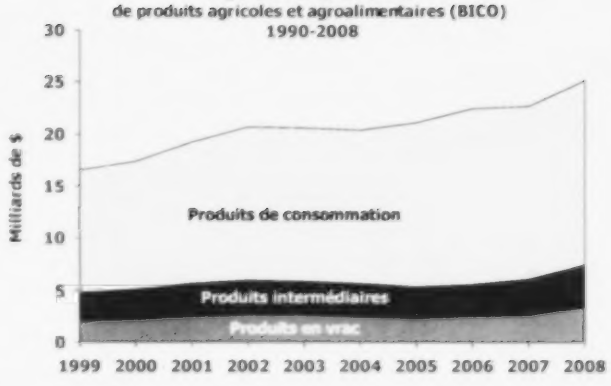
Graphique B2.13
Importations canadiennes
de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)
2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

- **Entre 1999 et 2008, les importations de produits de consommation ont grimpé de 50,8 % pour s'établir à 17,7 milliards de dollars. Celles des produits intermédiaires et des produits de base ont pour leur part respectivement avancé de 49,7 % et de 61,3 % totalisant 3,9 milliards de dollars et 3,4 milliards de dollars.**

Graphique B2.14
Importations canadiennes
de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)
1990-2008



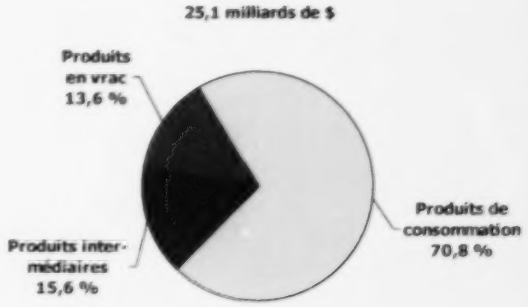
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

En pourcentage, les importations de produits de base, de produits intermédiaires et de produits de consommation sont demeurées passablement constantes au fil des ans

- **La majorité des importations de produits agricoles et agroalimentaires du Canada sont des produits de consommation, qui comptaient pour 70,8 % des arrivages en 2008.**

  Les produits intermédiaires et les produits de base comptaient respectivement pour 15,6 % et 13,6 % des importations.

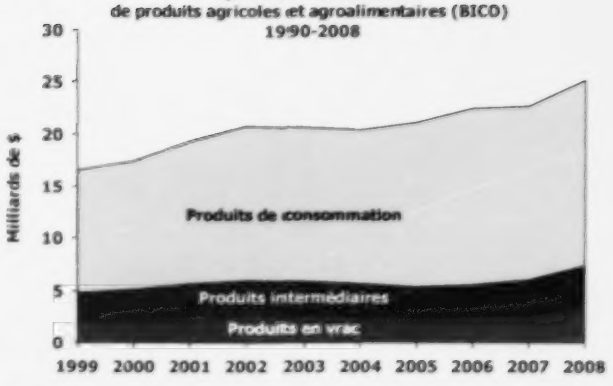
Graphique B2.13
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO) 2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Entre 1999 et 2008, les importations de produits de consommation ont grimpé de 50,8 % pour s'établir à 17,7 milliards de dollars. Celles des produits intermédiaires et des produits de base ont pour leur part respectivement avancé de 49,7 % et de 61,3 % totalisant 3,9 milliards de dollars et 3,4 milliards de dollars.**

Graphique B2.14
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO) 1990-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

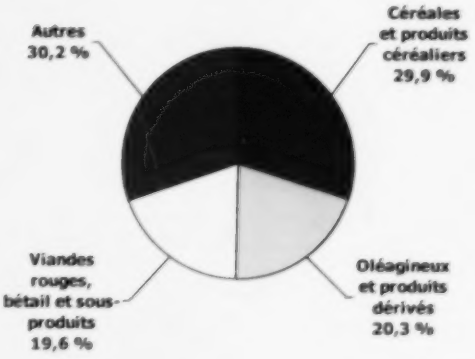
La majorité des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada vient des secteurs des céréales et des oléagineux, et de l'élevage

- **Les céréales et les produits céréaliers représentaient 29,9 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires en 2008.**

  Les oléagineux et produits dérivés venaient au second rang des ventes à l'étranger avec 20,3 %, alors que la viande rouge, le bétail et les sous-produits en constituaient 19,6 %.

  La catégorie « autres » inclut principalement les préparations à base de fruits et de légumes, comme les pommes de terre congelées et les légumineuses déshydratées.

Graphique B2.15
Composition des exportations canadiennes par produit
2008



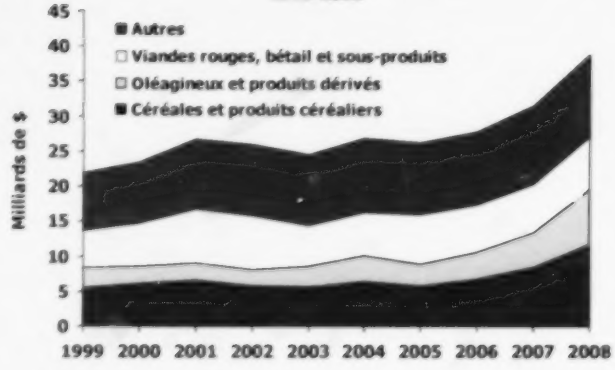
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Bénéficiant des prix élevés des produits de base partout dans le monde, la croissance de la valeur des exportations de céréales, d'oléagineux et de leurs produits a été particulièrement forte en 2007 et en 2008.**

  Les exportations de céréales et de produits céréaliers ont gonflé de 111,8 % entre 1999 et 2008 pour s'établir à 11,6 milliards de dollars. Celles des oléagineux et produits dérivés ont bondi de 172,4 % pour se fixer à 7,9 milliards de dollars pendant la même période.

  Par ailleurs, du côté de la viande rouge, du bétail et de leurs sous-produits, la hausse a été de 46,1 % pendant cette période, les exportations s'établissant à 7,6 milliards de dollars.

Graphique B2.16
Composition des exportations canadiennes par produit
1999-2008



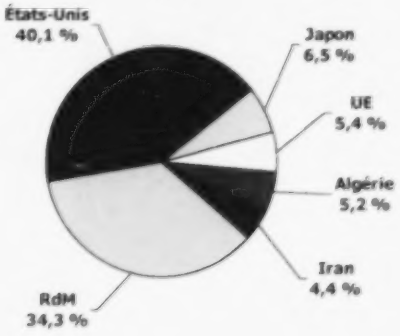
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers ont monté en flèche entre 2007 et 2008, stimulées par la poussée des prix élevés des produits de base

- **Le Canada exporte des céréales et des produits céréaliers sur divers marchés. Même si les États-Unis demeurent certainement un important marché (40,1 % des exportations canadiennes), il a aussi écoulé ses produits dans 127 autres pays en 2008.**

  Le Japon, l'Union européenne et l'Algérie sont les plus grands débouchés après les États-Unis, représentant respectivement 6,5 %, 5,4 % et 5,2 % de nos exportations.

Graphique B2.17
Exportations canadiennes
de céréales et de produits céréaliers par pays
2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

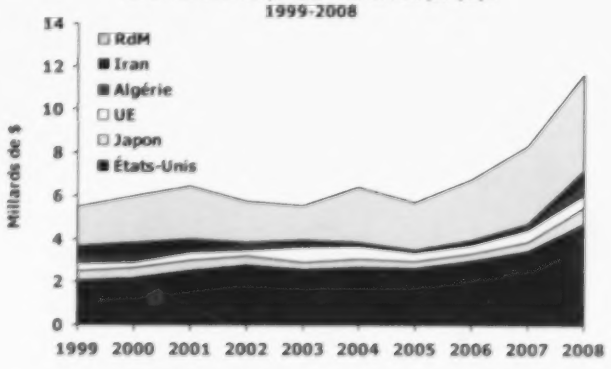
- **Les exportations destinées aux États-Unis ont affiché une hausse vertigineuse de 124 % entre 1999 et 2008, pour s'établir à 4,7 milliards de dollars. Les exportations vers d'autres pays ont aussi fortement augmenté, soit de 104,3 %, pour se fixer à 7 milliards de dollars.**

  Cette croissance est survenue en grande partie après 2006, année où les prix mondiaux des céréales ont grimpé.

  Les États-Unis ont été la principale destination de ces exportations en 2008 (14,3 %). D'importants volumes ont aussi été destinés à des pays d'autres régions du monde, notamment l'Asie, l'Europe et le Moyen-Orient.

  Les exportations de blé dur représentaient 16,7 % des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers, leurs principales destinations étant les États-Unis, l'Union européenne et l'Algérie.

Graphique B2.18
Exportations canadiennes
de céréales et de produits céréaliers par pays
1999-2008



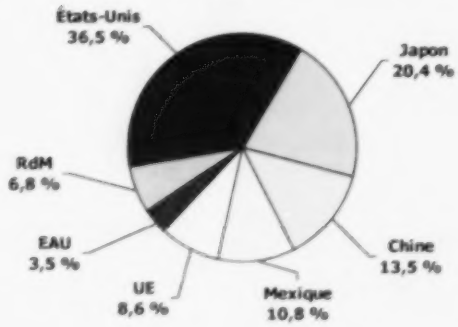
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les exportations d'oléagineux et produits dérivés ont aussi affiché une forte croissance en 2007 et en 2008

- **Les États-Unis, principal marché d'exportation du Canada pour ces produits en 2008, comptaient pour 36,5 % de nos ventes à l'étranger.**

  Contrairement aux exportations de céréales et de produits céréaliers, celles d'oléagineux et produits dérivés sont étroitement concentrées sur un petit nombre de marchés clés, dont les quatre principaux détiennent 81,2 % des exportations du Canada en 2008.

Graphique B2.19
Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits dérivés par pays
2008

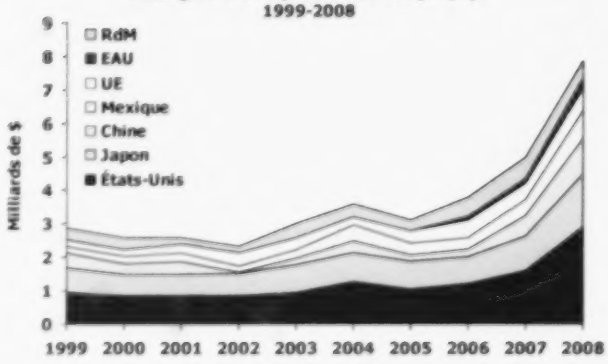


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les exportations canadiennes aux États-Unis ont connu un essor fulgurant de 202 % entre 1999 et 2008, pour atteindre 2,9 milliards de dollars. Les ventes du Canada au Japon, en Chine et au Mexique ont aussi monté en flèche.**

  Le canola, l'huile de canola et les produits connexes constituaient 77 % de nos exportations en 2008. Le Japon, le Mexique et la Chine ont été nos principaux marchés pour le canola, alors que les États-Unis étaient la principale destination de l'huile de canola.

Graphique B2.20
Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits dérivés par pays
1999-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

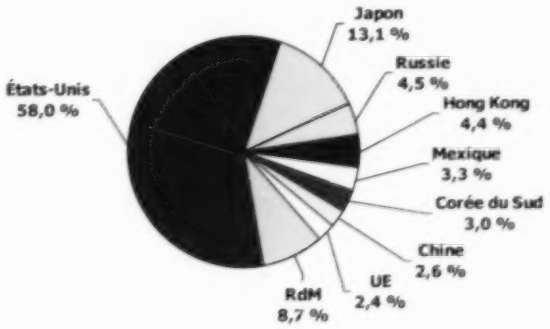
Les exportations de bétail, de viande rouge et de sous-produits ont peu progressé

- **Les États-Unis sont le principal débouché du Canada pour le bétail, la viande rouge et sous-produits. En fait, 58 % de nos exportations y étaient destinées en 2008.**

  Les ventes réalisées aux États-Unis étaient quatre fois supérieures à celles destinées à notre deuxième principal client, soit le Japon avec 13,1 %.

  Le reste des exportations, soit 28,9 %, a été expédié en grande partie dans d'autres pays de la région du Pacifique.

Graphique B2.21
Exportations canadiennes de bétail, de viandes rouges et sous-produits par pays
2008



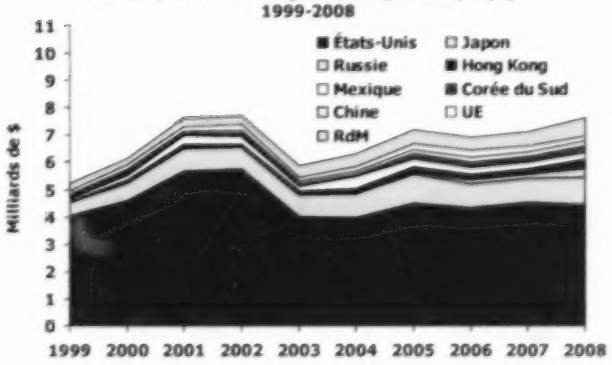
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **En 2008, les exportations vers les États-Unis ont totalisé 4,4 milliards de dollars et ne dépassaient que de 9,8 % celles enregistrées en 1999. Ce résultat est bien inférieur au sommet de 5,7 milliards de dollars atteint aux États-Unis avant la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) qui s'est déclarée en 2003.**

  Les exportations vers le Japon ont doublé pendant toute la période et valaient 1 milliard de dollars.

  De nouveaux marchés, comme la Russie et le Mexique, ont émergé ces dernières années. Toutefois, les exportations vers ces pays sont encore faibles par rapport aux ventes du Canada aux États-Unis.

Graphique B2.22
Exportations canadiennes de bétail, de viandes rouges et sous-produits par pays
1999-2008



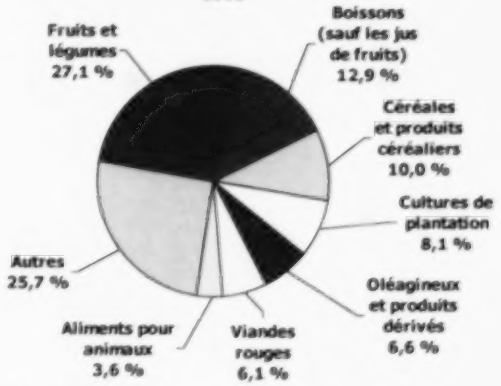
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les catégories de produits les plus importées au Canada sont les fruits et légumes, les boissons, ainsi que les céréales et produits céréaliers

- **Les fruits et les légumes sont les produits agricoles et agroalimentaires que le Canada importe le plus. Ils représentaient 27,1 % des importations canadiennes totales en 2008.**

  Les boissons (sauf les jus de fruits) arrivent au deuxième rang avec 12,9 %, suivies des céréales et produits céréaliers, avec 10 %.

Graphique B2.23
Composition des importations canadiennes par produit
2008

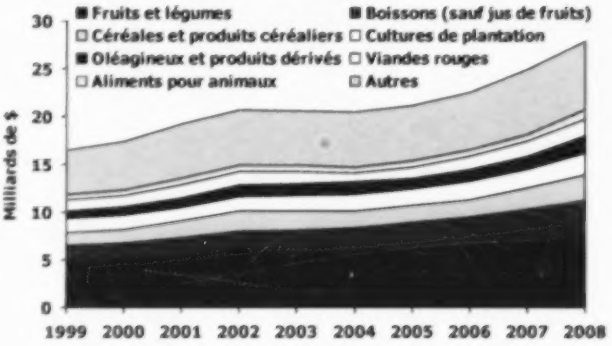


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La valeur des importations de fruits et légumes a grimpé de 57,6 % entre 1999 et 2008, pour totaliser 7,6 milliards de dollars.**

  Les importations de boissons (sauf les jus de fruits) ont bondi de 112,7 % pour s'établir à 3,6 milliards de dollars. Celles de céréales et produits céréaliers ont enregistré une hausse très marquée de 104,5 % et se sont fixées à 2,8 milliards de dollars.

Graphique B2.24
Commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires par produit
1999-2008



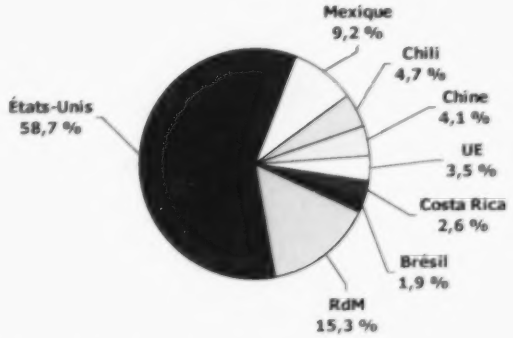
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

À cause de son climat, le Canada est fortement tributaire des importations pour répondre à sa demande intérieure de fruits et de légumes

- **Les États-Unis ont fourni 58,7 % de tous les fruits et légumes importés au Canada en 2008.**

  Le Mexique nous a aussi procuré 9,2 % de nos importations. Le reste des fruits et légumes provient de divers autres pays.

Graphique B2.25
Importations canadiennes de fruits et légumes par pays
2008

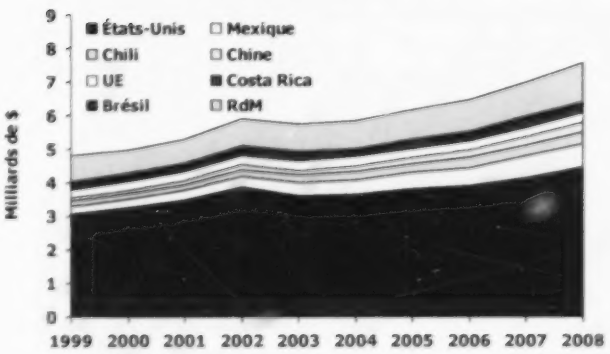


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les importations de fruits et légumes ont progressé de 57,6 % entre 1999 et 2008, pour atteindre 7,6 milliards de dollars.**

  Cet essor est dû en grande partie aux importations d'origine américaine, qui ont grimpé de 44,6 % pour se hisser à 4,4 milliards de dollars. Les importations en provenance du Mexique, du Chili, de la Chine et du Costa Rica ont aussi affiché une forte croissance.

Graphique B2.26
Importations canadiennes de fruits et légumes par pays
1999-2008



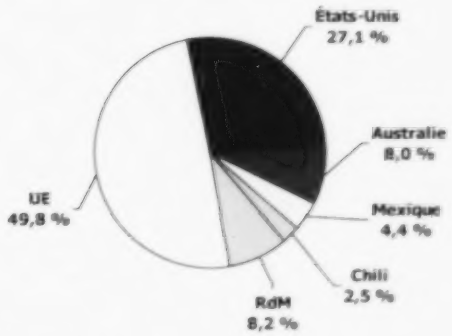
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les importations canadiennes de boissons ont beaucoup augmenté au cours de la dernière décennie, en particulier en provenance de l'Union européenne

- **L'Union européenne a fourni 49,8 % des importations canadiennes totales de boissons (sauf les jus de fruits) en 2008, comparativement à 27,1 % pour les États-Unis.**

  Le vin, la bière et autres boissons alcoolisées composaient 80 % des importations totales.

Graphique B2.27
Importations canadiennes de boissons par pays
2008

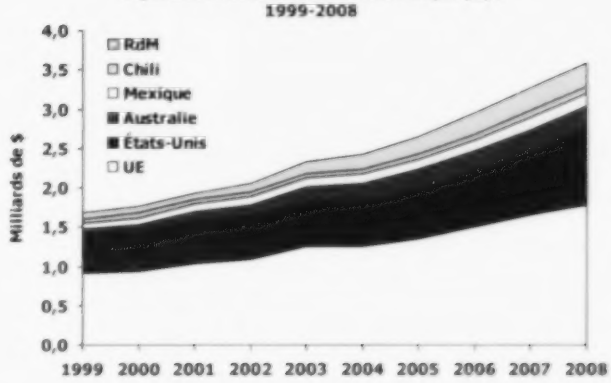


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les importations totales, toutes provenances confondues, ont bondi de 112,7 % entre 1999 et 2008, pour s'établir à 3,6 milliards de dollars. Presque la moitié de cet essor est attribuable à l'Union européenne et le quart, aux États-Unis.**

  Les importations en provenance d'Australie ont aussi affiché une forte croissance en raison de la hausse des importations de vin.

Graphique B2.28
Importations canadiennes de boissons par pays
1999-2008



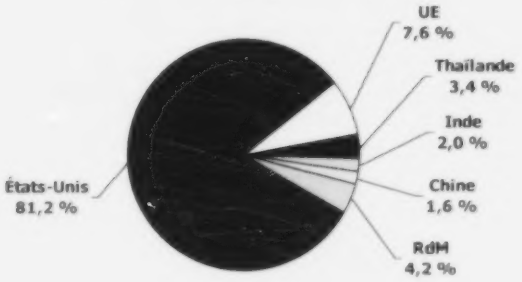
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La récente instabilité des prix mondiaux des céréales a influé sur les importations de céréales et produits céréaliers

- **Les États-Unis sont les principaux fournisseurs du Canada en céréales et produits céréaliers, nos importations en provenance de ce pays totalisant 81,2 % des arrivages totaux en 2008.**

  Les importations d'origine américaine étaient plus de dix fois plus élevées que celles du deuxième fournisseur le plus important, soit l'Union européenne (7,6 %).

Graphique B2.29
Importations canadiennes
de céréales et de produits céréaliers par pays
2008

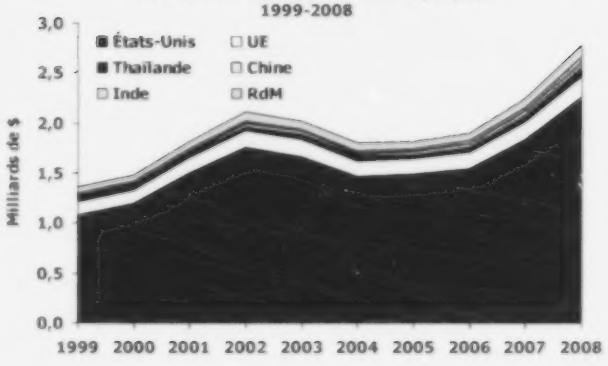


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

- **Les importations totales de céréales et produits céréaliers ont augmenté de 104,5 % entre 1999 et 2008, pour s'établir à 2,8 milliards de dollars. La plus grande partie de cette hausse est survenue après 2006, année où les prix mondiaux des céréales ont monté en flèche.**

  Les importations totales de céréales et produits céréaliers ont progressé de 0,9 milliard de dollars entre 2006 et 2008. Les prix plus élevés des céréales, notamment du maïs, ont contribué en grande partie à cet essor, bien que le raffermissement des importations de produits de boulangerie ait aussi joué un rôle.

Graphique B2.30
Importations canadiennes
de céréales et de produits céréaliers par pays
1999-2008

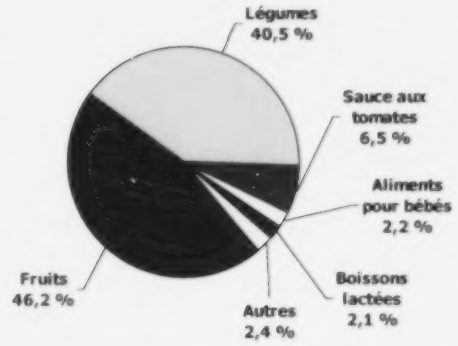


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

En janvier 2007, le Canada est devenu le premier pays à contrôler ses importations de produits certifiés biologiques

- **Les fruits et légumes constituent la plus grande part (86,7 %) des importations totales de produits biologiques, qui étaient évaluées à 240 millions de dollars en 2008.** Les produits biologiques, qui représentent environ 3 % de la valeur globale des importations de fruits et légumes, commandent habituellement des prix plus élevés que leurs équivalents non biologiques.

Graphique B2.31
Importations canadiennes de produits biologiques par type
2008

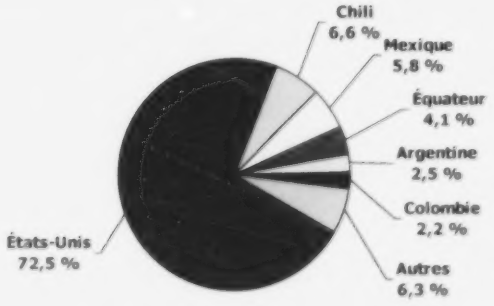


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La plupart des importations certifiées biologiques proviennent actuellement des États-Unis.**

  Un volume d'importation appréciable arrive aussi du Chili et du Mexique qui, comme les États-Unis, sont de gros fournisseurs de fruits et légumes importés.

Graphique B2.32
Importations canadiennes de produits biologiques par pays
2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La certification biologique est décernée à un produit importé, qui peut alors être vendu, étiqueté ou représenté comme tel au Canada, s'il a été approuvé par un organisme de certification agréé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Il existe aussi des organismes de vérification qui, en vertu d'accords conclus avec le Canada, peuvent évaluer et contrôler les organismes de certification. Le 17 juin 2009, le Canada et les États-Unis ont passé une entente reconnaissant l'équivalence de leurs systèmes nationaux de certification des produits biologiques.

Les produits certifiés biologiques proviennent d'une exploitation agricole qui applique des pratiques de gestion visant : à protéger les écosystèmes de manière à réaliser une productivité durable; à lutter contre les mauvaises herbes, les organismes nuisibles et les maladies en combinant de diverses manières des formes de vie mutuellement dépendantes, en recyclant les résidus animaux et végétaux, en sélectionnant les cultures et en en faisant la rotation, en gérant l'eau, en travaillant le sol et en appliquant des pratiques culturales.

SECTION B3

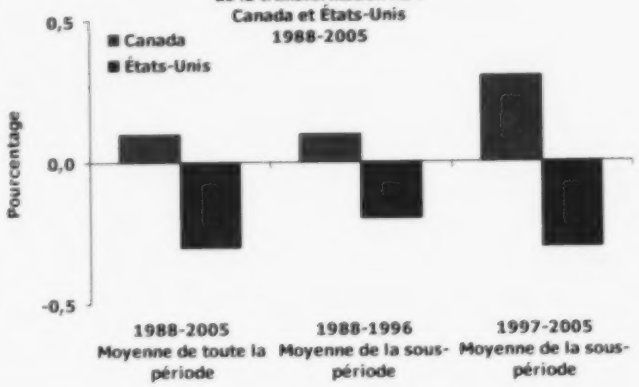
Productivité, R-D et innovation

L'innovation est essentielle pour assurer la hausse de la productivité et la prospérité à long terme du secteur agricole et agroalimentaire. Elle permet d'améliorer la façon d'allier le capital et la main-d'œuvre, ce qui donne lieu à une production plus efficiente et plus efficace. Il y a eu une certaine innovation dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, mais elle a été entravée par les obstacles qui se posent au moment de la conception et de la commercialisation des nouveaux produits et procédés.

La croissance de la productivité dans le secteur canadien des aliments, des boissons et du tabac (ABT) a surpassé celle observée dans le secteur correspondant aux États-Unis, mais elle est demeurée inférieure à la croissance constatée dans l'ensemble du secteur manufacturier au Canada

- **La croissance de la productivité a été faible dans le secteur canadien des ABT, mais est demeurée constamment plus forte qu'aux États-Unis.** La croissance de la productivité totale des facteurs dans ce secteur tournait en moyenne autour de 0,1 % par année entre 1988 et 2005. Toutefois, durant la sous-période 1997-2005, elle a été en moyenne d'environ 0,3 % par année. Aux États-Unis, la productivité totale des facteurs a accusé un recul moyen d'à peu près 0,3 % par année de 1988 à 2005, sans changement important entre les sous-périodes.

Graphique B3.1
Croissance de la productivité dans les industries de la transformation ABT
Canada et États-Unis
1988-2005

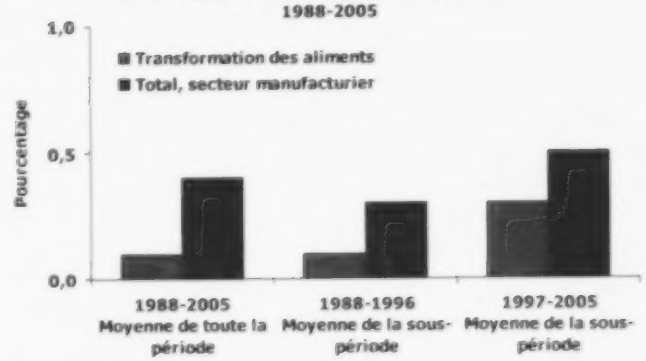


Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC.

- **La croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments, même si elle a été faible par rapport à celle de l'ensemble du secteur manufacturier, a néanmoins augmenté ces dernières années.**

  Entre 1988 et 2005, le taux annnuel moyen de croissance de la productivité dans le secteur manufacturier canadien a été trois fois supérieur à celui de l'industrie des ABT. Cet écart semble avoir rétréci : entre 1988 et 1996, ce taux se situait autour de 0,4 % dans le secteur manufacturier et à environ 0,1 % dans l'industrie des ABT; entre 1998 et 2005, il avoisinait 0,5 % et 0,3 %, respectivement.

Graphique B3.2
Croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) dans le secteur de la transformation des aliments et l'ensemble du secteur manufacturier au Canada
1988-2005



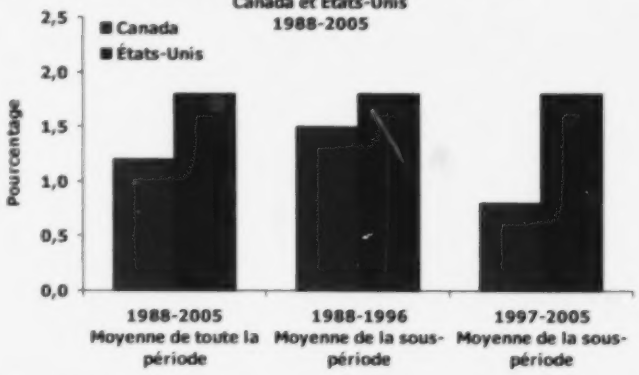
Source : Statistique Canada.

Nota : Il s'agit des taux de croissance de la moyenne géométrique visant les indices de la PTF pour la production brute.

La croissance de la productivité dans le secteur agricole canadien a été non seulement inférieure à celle observée aux États-Unis, mais elle a aussi ralenti

- **Au Canada, le secteur agricole primaire a connu une croissance annuelle moyenne de sa productivité qui a été constamment inférieure à celle constatée aux États-Unis.** Entre 1988 et 2005, le taux de croissance annuel moyen de la productivité au Canada s'établissait à environ 1,2 % comparativement à 1,8 % aux États-Unis. Si l'on observe l'évolution de cette croissance en deux sous-périodes, on constate que la progression au Canada a été semblable à celle observée aux États-Unis entre 1988 et 1996, mais qu'elle lui a été bien inférieure entre 1997 et 2005.

Graphique B3.3
Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire
Canada et États-Unis
1988-2005

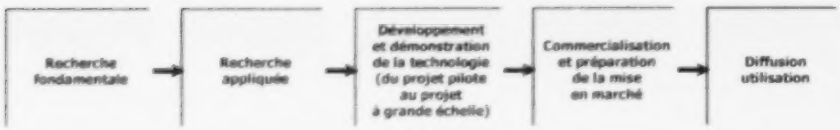


Source : Statistique Canada et USDA (ERS).

Nota : Il s'agit des taux de croissance de la moyenne géométrique visant les indices de la PTF pour la production brute.

La croissance de la productivité résulte de l'innovation

Graphique B3.4
Étapes du développement technologique ou de l'innovation



Source : Adaptation d'un tableau des Technologies du développement durable du Canada (TDCC)
http://www.sdtc.ca/fr/about/innovation_chain.htm

Une version linéaire simplifiée de l'innovation illustrant les diverses étapes du développement.

Recherche fondamentale – recherche faisant appel à la science, qui est orientée vers une nouvelle idée ou démarche technologique.

Recherche appliquée – recherche axée sur un problème particulier et qui peut donner lieu à une technologie montrant suffisamment de promesses techniques et de potentiel commercial pour attirer du soutien pour la mise à l'échelle.

Développement de la technologie – une technologie donnée passe de l'étape de la recherche en laboratoire à l'étape du projet-pilote, où peuvent se produire plusieurs faux départs qui devront être rectifiés. Le résultat est une technologie réunissant suffisamment d'appui pour soutenir la mise à l'échelle et la démonstration en grandeur réelle.

Démonstration – réalisation de tests sur des prototypes grandeur réelle dans diverses situations, pour illustrer le rendement, déterminer l'applicabilité et les faiblesses, optimiser les paramètres opérationnels et à déterminer les coûts. L'étape de la démonstration est une étape de modification substantielle et de débogage du prototype jusqu'à ce que la robustesse finale du produit soit établie et son optimisation achevée. Les résultats finals pourront être utilisés pour promouvoir le produit auprès de bailleurs de fonds, voire de clients.

Vérification – lorsqu'elle est prête à être commercialisée, la technologie est testée selon des protocoles conçus par les parties prenantes et des procédures d'assurance de la qualité, et les résultats sont publiés. S'ils sont positifs, ils sont exploités directement à des fins de mise en marché.

Mise à l'échelle commerciale en vue de la commercialisation – préparer en vue des activités de fabrication et de mise en marché, financer ces activités et les mettre en œuvre, passant d'un ou de quelques prototypes à une technologie reproduisible et de fabrication fiable. Cette étape suppose fréquemment l'élaboration de plans commerciaux, la conclusion de partenariats, l'obtention de fonds d'exploitation, la recherche d'installations de fabrication et la mise sur pied de canaux :

- **de diffusion** – mise en œuvre d'un plan de commercialisation grande échelle des produits ou de la technologie, y compris les interfaces avec les autorités compétentes. Cette étape se caractérise par des activités intensives de mise en marché auprès de toutes les parties prenantes concernées; le gouvernement peut intervenir par le biais d'un vaste éventail d'outils, comme les sites Web, des conférences ciblées, des serveurs de listes et la distribution d'information à l'intention des autorités gouvernementales et locales.
- **d'utilisation** – l'adoption et/ou l'achat de la nouvelle technologie qui a fait ses preuves sont encouragés par la distribution de l'information dans le domaine ciblé, qui représente les premiers utilisateurs et l'élimination des obstacles réglementaires à la mise en œuvre de la technologie.

Au Canada, le secteur de la transformation des ABT a fait preuve d'innovation

- **Environ 79 % et 76 % des entités commerciales du secteur de la transformation des aliments et de l'ensemble du secteur manufacturier, respectivement, ont adopté des innovations en matière de produits, de procédés, d'organisation ou de mise en marché entre 2005 et 2007.**

  On observe des variations parmi les entreprises de transformation des aliments où les établissements de conserves de fruits et de légumes et fabricants de spécialités alimentaires arrivent en tête pour les innovations en matière de procédés, de produits et d'organisation. Les sucreries et confiseries ont pour leur part innové davantage sur le plan de la commercialisation.

Graphique B3.5
Étendue de l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments
2005-2007

SECTEUR	INNOVAT. DE PRODUITS	INNOVAT. DE PROCÉDÉS	INNOVAT. ORGANISATIONNELLE	INNOVAT. EN MATIÈRE DE COMMERCIALISATION
	% d'entités commerciales			
Transformation des aliments	59,7	47,2	39,7	27,5
Aliments pour animaux	55,2	49,6	41,5	17,5
Mouture de céréales et d'oléagineux	56,3	38,8	41,7	14,4
Sucre et confiseries	60,0	47,9	35,9	40,2
Conserv. de fruits et de lég. et spéc. alim.	69,4	70,7	55,8	38,3
Produits laitiers	65,6	42,4	27,9	24,6
Produits de viande	62,8	58,2	46,6	37,8
Produits de la mer	38,3	30,5	27,4	16,5
Boulangeries et tortillas	67,6	47,7	42,5	34,9
Autres produits alimentaires	61,4	39,2	36,5	20,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur les technologies de pointe, 2007.

- **Les principaux obstacles à l'adoption de technologies de pointe dans le secteur de la transformation des aliments sont d'ordre financier, avec les coûts élevés de l'équipement et des immobilisations qui viennent en tête.**

  C'est le secteur des sucreries et de la confiserie qui déclare le plus grand nombre d'établissements en difficultés financières. De son côté, le secteur de la boulangerie et fabrication de tortillas comptent le plus grand nombre d'établissements aux prises avec des problèmes de main-d'œuvre (p. ex., une pénurie de travailleurs qualifiés).

Graphique B3.6
Obstacles à l'adoption de technologies de pointe dans l'industrie de la transformation des aliments
2005-2007

OBSTACLES	% D'ENTITÉS COMMERCIALES
ABSENCE D'INCITATIFS FINANCIERS	
Coût élevé de l'équipement	71,6
Coût des immobilisations	60,0
Coût de l'intégration de nouvelles technologies	55,5
Rendement du capital investi (RCI) non compétitif	55,2
Disponibilité des capitaux	50,1
RESSOURCES HUMAINES	
Pénurie de travailleurs qualifiés	47,8
ORGANISATIONNELS	
Difficulté ou incapacité à intégrer de nouvelles technologies au système existant	34,9
Incapacité à évaluer de nouvelles technologies	34,3

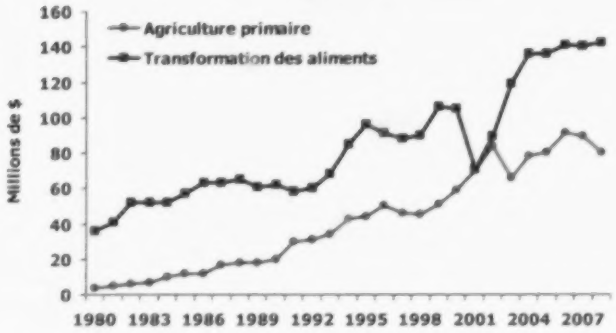
Source : Statistique Canada, Enquête sur les technologies de pointe, 2007.

Les dépenses publiques et privées en R-D constituent un important facteur d'innovation

- **Les dépenses privées en R-D dans le secteur agricole et agroalimentaire ont bondi entre 1980 et 2002, mais elles ont diminué récemment.**

  Les dépenses privées en R-D en agriculture primaire ont augmenté, passant de 66 millions de dollars à 80 millions de dollars entre 2003 et 2008. Dans l'industrie de la transformation des aliments, elles ont grimpé depuis 2002 pour atteindre 142 millions de dollars en 2008.

Graphique B3.7
Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur agricole et agroalimentaire 1980-2008



Source : Statistique Canada

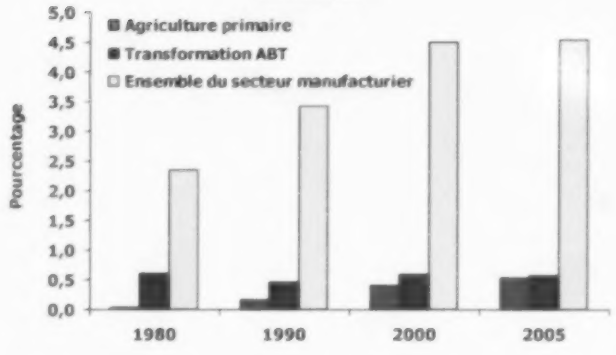
Nota : 1) Les données de 2006, 2007 et 2008 sont préliminaires.
2) Comprend les dépenses totales du secteur privé en RD, qu'elles soient autofinancées ou que les fonds proviennent de subventions/contrats du gouvernement ou d'autres entreprises.

- **En proportion du PIB, les dépenses du secteur privé en R-D sont sensiblement plus faibles en agriculture primaire et en transformation des aliments que dans l'ensemble du secteur manufacturier.**

  En 2005, 4,5 % du PIB du secteur manufacturier était affecté à la R-D, comparativement à seulement 0,5 % et 0,6 % dans le cas de l'agriculture primaire et dans le cas de la transformation des ABT, respectivement.

  L'agriculture primaire profite des investissements en R-D effectués par les fournisseurs d'intrants, comme les sélectionneurs de semences et les fabricants d'engrais, et par le secteur public, qui est principalement responsable de la recherche menée dans l'intérêt public par les fournisseurs d'intrants et par lui-même.

Graphique B3.8
Dépenses en R-D du secteur privé en proportion du PIB, par secteur d'activité 1980-2005



Source : Statistique Canada

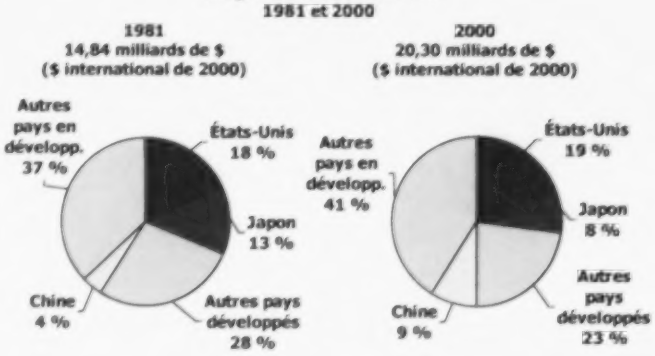
Nota : Comprend les dépenses à la R-D effectuées par le secteur privé, qu'elles soient autofinancées ou que les fonds proviennent de subventions/contrats du gouvernement ou d'autres entreprises.

Le Canada, comme d'autres pays industrialisés, a diminué les dépenses publiques en R-D en agriculture

- **La part des dépenses en R-D en agriculture dans les pays industrialisés a chuté au fil du temps.**

  Entre 1981 et 2000, la part des dépenses totales en R-D a augmenté aux États-Unis, mais a chuté au Japon et dans d'autres pays industrialisés. Par contre, en Chine, ce pourcentage a grimpé de 4 % à 9 % pendant la même période et dans d'autres pays en développement, de 37 % à 41 %.

Graphique B3.9
Dépenses du secteur public en R-D en agriculture dans le monde 1981 et 2000

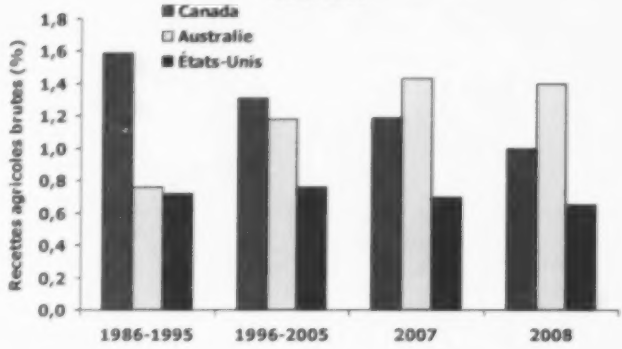


Source : Pardey, 2009.

- **Au Canada, le rapport entre les dépenses publiques en R-D dans le secteur agricole et agroalimentaire et les recettes agricoles brutes a régressé, passant en moyenne de 1,6 % en 1986 et en 1992 à 1,3 % en 1999 et en 2008.**

  En 2008, la part occupée par les dépenses publiques en R-D dans les recettes agricoles brutes était plus faible au Canada qu'en Australie, mais plus élevée qu'aux États-Unis. En Australie, la part moyenne de ces dépenses est passée de 0,8 % pour la période 1986-1995 à 1,2 % pour celle s'écoulant de 1996 à 2005, avant de se fixer à 1,4 % en 2008. Aux États-Unis, cette part est demeurée autour de 0,7 % les 20 dernières années.

Graphique B3.10
Soutien public à la R-D destiné au secteur agricole et alimentaire 1986-2008



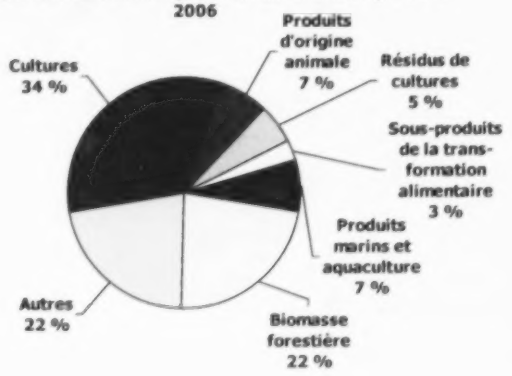
Source : OCDE, « Politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation 2009 ».

Au Canada, le développement de l'industrie des bioproduits offre une façon innovatrice d'utiliser la biomasse agricole pour créer de nouveaux produits et procédés

- **La biomasse agricole a constitué un intrant important de l'industrie canadienne des bioproduits en 2006.**

La biomasse agricole a constitué la principale matière première (45 %) qui est entrée dans la fabrication de bioproduits au Canada en 2006, celle d'origine végétale représentant 34 % du total. Ce sont le blé, le canola, le soya et les légumes qui étaient les principales sources de biomasse, suivis des sous-produits animaux, des déchets animaux et de la paille de lin.

Graphique B3.11
Intrants de biomass utilisés par les fabricants de bioproduits
2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement de bioproduits, 2006.
Nota : « Autre » englobe les déchets organiques industriels (0,7), les déchets organiques urbains (2,4) et les cultures réservées à la production de biomasse (0,4).

- **Les fabricants de bioproduits ont investi des sommes importantes en R-D pour créer des produits.**

Environ 5 % des revenus tirés des bioproduits ont été affectés à la R-D en 2006. Dans l'ensemble, les fabricants de bioproduits consacrent plus de 1 million de dollars chacun à la R-D. Trente-sept pour cent de ces fonds ont servi à l'élaboration de bioproduits, au développement de la biomasse et à la sous-traitance.

Comparativement aux grandes sociétés, les petites et moyennes entreprises ont consacré une plus grande partie de leurs revenus à la R-D dans le but de développer des bioproduits et la biomasse. Les petites sociétés ont voué 12 % des revenus tirés des bioproduits à la R-D comparativement à la moyenne nationale de 5 %.

Graphique B3.12
Dépenses en R-D sur les bioproduits selon la taille de l'entreprise
2006

TAILLE	R-D totale moyenne par entreprise	R-D totale moyenne sur les bioproduits par entreprise	R-D sur les bioproduits par rapport à la R-D totale	R-D sur les bioproduits / revenus générés par les bioproduits
	('000)		%	
Petite	679	227	86,4	12.3
Moyenne	1 812	400	62.8	2.5
Grande	442	1 753	19.8	3.3
Canada	**1 016**	**379**	**37.3**	**5.1**

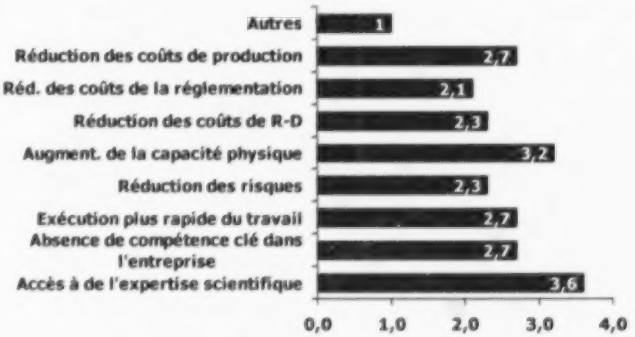
Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement de bioproduits, 2006.

Les bioproduits sont des produits fabriqués à partir d'intrants biologiques renouvelables (biomasse). Ils n'entrent pas dans la catégorie des aliments de consommation humaine et animale ni des médicaments.

La R-D interne est une activité importante des fabricants de bioproduits. Toutefois, les entreprises ont confié davantage ce volet à des sous-traitants en 2006

- **Les fabricants de bioproduits ont eu recours à la sous-traitance afin d'accéder à une expertise scientifique externe. La plupart des ententes de collaboration ont servi à obtenir de la biomasse, à mener de la R-D et à accéder aux marchés.**

Graphique B3.13
Ventilation des raisons invoquées par les fabricants de bioproduits pour justifier le recours à la sous-traitance de la R-D
2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement de bioproduits, 2006.

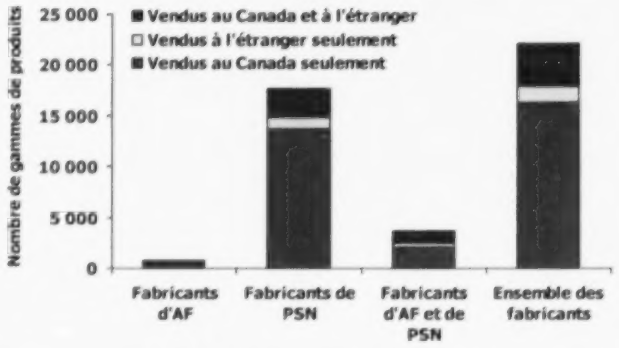
La création d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels donne des produits innovateurs qui permettent d'utiliser les intrants agricoles au profit de la santé des Canadiens

- **L'industrie des aliments fonctionnels et des produits de santé naturels (AFPSN) est un secteur agricole prospère qui repose sur des gammes de produits innovateurs.**

  Il existe plus de 22 000 gammes d'AFPSN au Canada et à l'étranger, dont 80 % sont des produits de santé naturels.

  Environ 74 % de ces gammes d'AFPSN sont vendus au Canada seulement, 7 %, à l'extérieur du Canada seulement, et 19 %, tant au Canada qu'à l'étranger.

Graphique B3.14
Nombre de gammes d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels sur le marché 2007

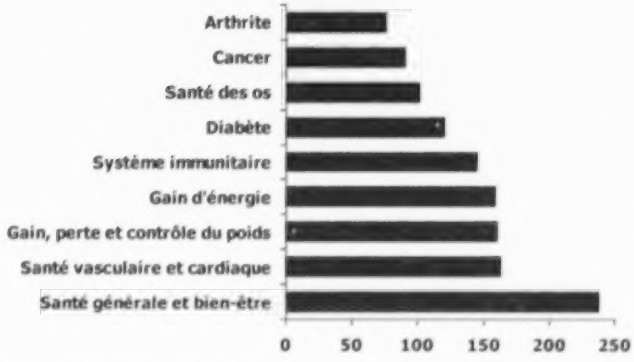


Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007.

- **Les consommateurs étant plus sensibilisés au fait que certaines composantes des aliments et des produits de santé naturels sont propices à leur bien-être et réduisent les risques de maladies, ils incitent les entreprises à mettre au point des AFPSN qui répondent à différents besoins en matière de santé.**

  En 2007, les fabricants d'AFPSN ont dit développer leurs produits surtout aux fins suivantes : l'état de santé général et le bien-être des personnes, la lutte contre les maladies cardiovasculaires et le contrôle du poids.

Graphique B3.15
Objectifs de santé visés par les fabricants d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels 2007



Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007.

Les aliments fonctionnels ressemblent en apparence aux aliments classiques que l'on consomme dans le cadre d'un régime alimentaire régulier ou en sont véritablement. Il a été démontré qu'en plus de leurs fonctions nutritionnelles de base, ils procurent des avantages physiologiques et/ou réduisent les risques de maladies chroniques.

Par ailleurs, les produits de santé naturels sont des produits de sources naturelles, souvent vendus sous forme dosifiée; ils visent à maintenir ou à favoriser la santé, à restaurer ou à corriger des fonctions de la santé humaine, ou à diagnostiquer, à traiter ou à prévenir la maladie.

L'évolution de la demande des consommateurs en faveur de produits plus sains a suscité le développement de produits innovateurs chez davantage de fabricants de produits alimentaires

- **De plus en plus de sociétés se livrent à la fabrication de produits de santé naturels.**

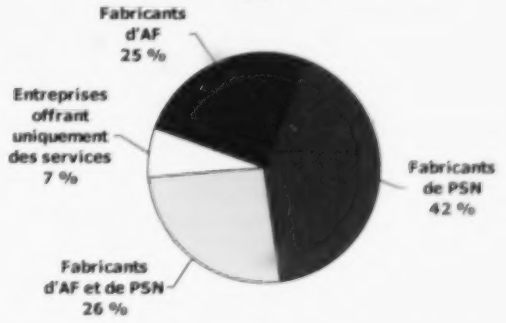
  En 2007, 689 entreprises s'adonnaient à la préparation d'AFPSN et de ce nombre, 42 % fabriquaient seulement des produits de santé naturels (PSN).

  Le nombre de sociétés fabriquant des aliments fonctionnels a bondi de 64 % comparativement à 2004.

  La majorité des fabricants d'AFPSN se trouve en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique, avec plus de 50 % au Québec et en Ontario.

  Plus de la moitié de ces entreprises du Québec et de la Colombie-Britannique ne fabriquent que des PSN.

Graphique B3.16
Nombre de fabricants d'aliments fonctionnels, de fabricants de produits de santé naturels et d'entreprises offrant uniquement des services
2007



Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007

- **Le gros des revenus sont encaissés par des entreprises qui fabriquent des PSN.**

  En 2007, les entreprises de l'industrie des AFPSN ont enregistré des revenus de 3,7 milliards de dollars. Ce chiffre représentait 17 % des revenus de ces entreprises. Bon nombre de ces entreprises fabriquent aussi d'autres produits. Le revenu total tiré des PSN (2,57 milliards de dollars) est deux fois plus élevé que celui découlant de la vente des aliments fonctionnels (1,12 milliard).

  La majorité des exportations émanait d'entreprises fabriquant des PSN (435 millions). Par ailleurs, les entreprises axées uniquement sur les services dans le secteur des AFPSN n'ont tiré aucun revenu à l'exportation.

Graphique B3.17
Revenus moyens des entreprises d'aliments fonctionnels et de produits de santé naturels
2007

Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007

L'essor de l'industrie des AFPSN dépend surtout des percées en R-D nutritionnelle et technologique ainsi que de l'efficacité de la commercialisation de ces produits

- **Les dépenses en R-D ont été vigoureuses dans le domaine des AFPSN.**

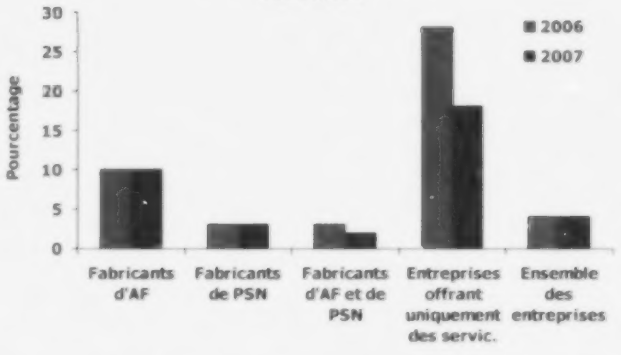
Environ 68 % des entreprises d'aliments fonctionnels ont déclaré avoir investi en R-D. Sur ces aliments seulement, et 44 % des entreprises de produits de santé naturels ont indiqué avoir injecté des fonds en R-D sur ces produits.

En 2007, les entreprises fabriquant des AFPSN ont engagé 148 millions de dollars en R-D dans ce domaine; 61 % des sommes investies visaient le développement d'aliments fonctionnels et 39 %, celui de produits de santé naturels. Les aliments fonctionnels ont compté pour le plus haut pourcentage des dépenses totales en R-D (48 %), suivis des produits de santé naturels (39 %).

L'intensité de la R-D, par laquelle on mesure la part des revenus consacrés à la R-D, a atteint presque 4 % en moyenne dans les entreprises d'aliments fonctionnels, de produits de santé naturels ou des deux.

En 2007, 81 % des entreprises d'aliments fonctionnels et 63 % des entreprises de produits de santé naturels ont déclaré mettre au point des produits et fabriquer de nouveaux produits à plus grande échelle.

Graphique B3.18
Dépenses en R-D en pourcentage des revenus des entreprises d'AF et de PSN
2006 et 2007

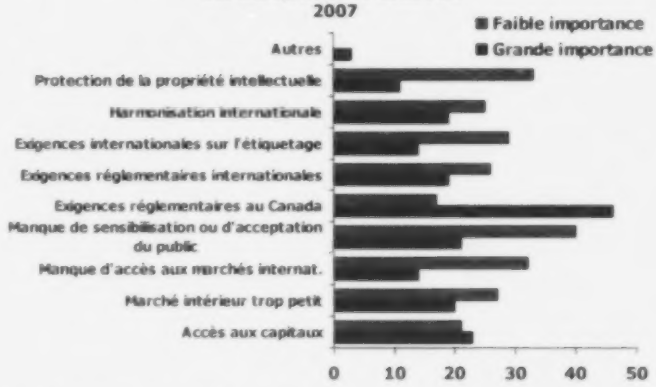


Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007

Les exigences réglementaires sont encore perçues comme étant une entrave à la compétitivité des entreprises d'AFPSN

- **Environ 46 % des entreprises des AFPSN ont affirmé que les exigences réglementaires canadiennes limitaient leur compétitivité.** Plus particulièrement, 31 % de ces entreprises estiment que les exigences en matière d'étiquetage freinent considérablement leur compétitivité sur les marchés internationaux.

Graphique B3.19
Obstacles perçus comme nuisant à la compétitivité des entreprises d'AF et de PSN
2007



Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007.

L'essor de l'industrie des AFPSN dépend surtout des percées en R-D nutritionnelle et technologique ainsi que de l'efficacité de la commercialisation de ces produits

- **Les dépenses en R-D ont été vigoureuses dans le domaine des AFPSN.**

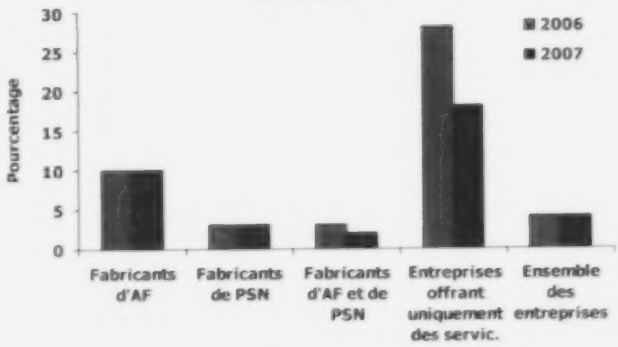
Environ 68 % des entreprises d'aliments fonctionnels ont déclaré avoir investi en R-D. Sur ces aliments seulement, et 44 % des entreprises de produits de santé naturels ont indiqué avoir injecté des fonds en R-D sur ces produits.

En 2007, les entreprises fabriquant des AFPSN ont engagé 148 millions de dollars en R-D dans ce domaine; 61 % des sommes investies visaient le développement d'aliments fonctionnels et 39 %, celui de produits de santé naturels. Les aliments fonctionnels ont compté pour le plus haut pourcentage des dépenses totales en R-D (48 %), suivis des produits de santé naturels (39 %).

L'intensité de la R-D, par laquelle on mesure la part des revenus consacrés à la R-D, a atteint presque 4 % en moyenne dans les entreprises d'aliments fonctionnels, de produits de santé naturels ou des deux.

En 2007, 81 % des entreprises d'aliments fonctionnels et 63 % des entreprises de produits de santé naturels ont déclaré mettre au point des produits et fabriquer de nouveaux produits à plus grande échelle.

Graphique B3.18
Dépenses en R-D en pourcentage des revenus des entreprises d'AF et de PSN
2006 et 2007



Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007.

Les exigences réglementaires sont encore perçues comme étant une entrave à la compétitivité des entreprises d'AFPSN

- **Environ 46 % des entreprises des AFPSN ont affirmé que les exigences réglementaires canadiennes limitaient leur compétitivité.** Plus particulièrement, 31 % de ces entreprises estiment que les exigences en matière d'étiquetage freinent considérablement leur compétitivité sur les marchés internationaux.

Graphique B3.19
Obstacles perçus comme nuisant à la compétitivité des entreprises d'AF et de PSN
2007

Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007.

SECTION C

Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

SECTION C1

Consommateurs

Les consommateurs canadiens sont représentatifs de ceux des pays développés. Ils consacrent généralement un pourcentage relativement peu élevé de leur revenu personnel disponible à l'alimentation. En fait, chez le consommateur moyen, cette proportion est en voie de devenir inférieure à 10 %.

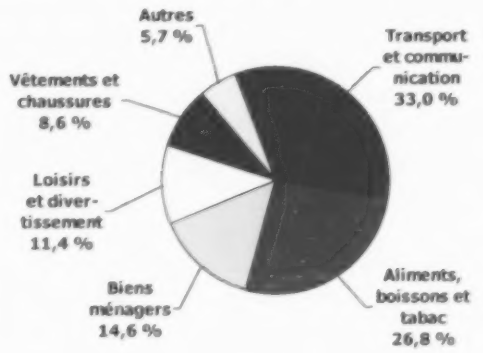
À mesure que les revenus augmentent, les consommateurs ont les moyens d'acheter des produits autres que les produits de base, selon leurs nouvelles préférences et leurs valeurs propres. En réponse aux exigences des consommateurs, l'industrie offre une variété de produits alimentaires qui tiennent compte non seulement des préférences des clients en matière de commodité et de santé, mais également des méthodes de production respectueuses de l'environnement, axées sur le commerce équitable et le bien-être des animaux.

Les Canadiens et les Canadiennes consacrent plus de 154 milliards de dollars en aliments achetés dans les commerces et aux repas au restaurant en 2008

- **Les sommes consacrées aux aliments, aux boissons et au tabac (ABT) représentent le deuxième poste de dépenses en biens de consommation après celui des transports et des communications.**

  En 2008, les Canadiens et les Canadiennes ont consacré 111 milliards de dollars (soit 26,8 % du total des dépenses personnelles en biens de consommation) à des ABT achetés dans les commerces.

Graphique C1.1
Répartition des dépenses personnelles consacrées aux biens
2008



Source : Statistique Canada.

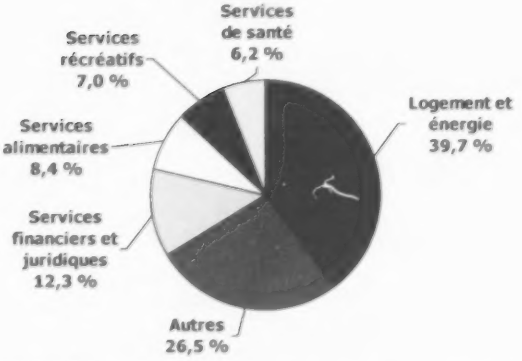
Nota : 1) Les données ne concernent que les aliments achetés dans les magasins de détail et n'englobent pas les services alimentaires.
2) La catégorie « Biens ménagers » comprend les meubles, les appareils électroménagers, les fournitures et l'équipement.
3) La catégorie « Autres » englobe les médicaments, les produits pharmaceutiques et les effets personnels ne faisant partie d'aucune autre catégorie.
4) Les chiffres ayant été arrondis, le total du tableau peut être différent de la somme de ses composantes.

- **La restauration constitue le troisième poste de dépenses à la consommation.**

  En 2008, les Canadiens et les Canadiennes ont consacré 43 milliards de dollars aux services alimentaires, soit 8,4 % du total des sommes que les particuliers consacrent à l'achat de services au Canada.

  Ensemble, les dépenses consacrées à la nourriture achetée dans les commerces et aux services alimentaires (154 milliards de dollars) constituaient 17 % des dépenses des particuliers en matière de biens et services.

Graphique C1.2
Répartition des dépenses personnelles consacrées aux services
2008



Source : Statistique Canada.

Nota : 1) La catégorie « Autres » comprend les dépenses liées aux services d'hébergement, aux soins personnels, à l'entretien ménager, à la garde d'enfants, aux services éducatifs et culturels, aux frais d'exploitation des organismes sans but lucratif et à d'autres services connexes.
2) Comme les montants ont été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments.
3) Les données fournies concernant les services alimentaires comprennent les repas pris à l'extérieur de la maison ainsi que la consommation de boissons alcoolisées dans les établissements avec permis d'alcool.

Après une croissance soutenue, les dépenses personnelles réelles consacrées à l'achat d'aliments dans les magasins et les restaurants se sont stabilisées au Canada en 2008

- **Des dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments achetés dans les commerces et aux repas au restaurant se situaient autour de 68 milliards de dollars et 36 milliards de dollars respectivement.**

  Les sommes consacrées aux aliments par personne ont chuté à 3 143 $, dont 34 % consacrés aux repas dans les restaurants.

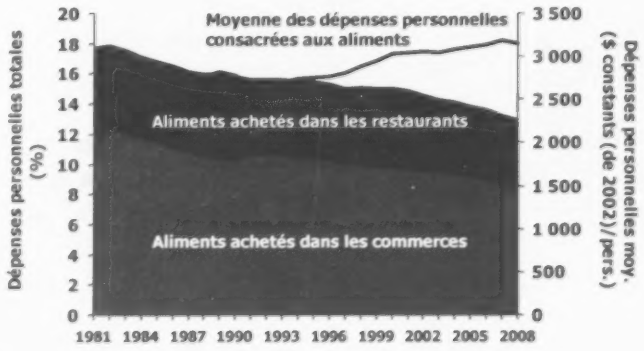
Graphique C1.3
Dépenses personnelles consacrées aux aliments
1981-2008

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les dépenses réelles moyennes consacrées aux aliments par personne ont augmenté au fil du temps, mais leur part du total des dépenses personnelles a suivi une courbe à la baisse.**

  Les Canadiens et les Canadiennes n'ont consacré que 13 % de leurs dépenses personnelles totales aux aliments en 2008, par rapport à 17 % en 1981. Les consommateurs consacrent une plus grande part de leurs dépenses à d'autres biens et services, comme le logement, les ordinateurs, les télécommunications et l'équipement électronique.

Graphique C1.4
Dépenses personnelles moyennes consacrées aux aliments en pourcentage des dépenses personnelles totales
1981-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : 1) Les dépenses liées à l'achat de boissons alcoolisées et de tabac ne sont pas comprises.
2) La catégorie « Aliments achetés dans les restaurants » englobe les dépenses au restaurant, dans les cafétérias et aux comptoirs de mets à emporter.

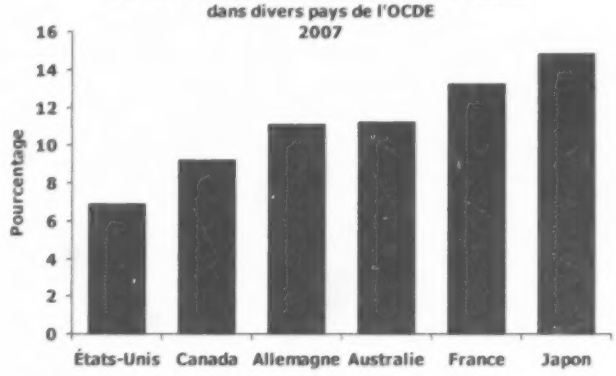
Comparativement à ceux d'autres pays industrialisés, les ménages canadiens dépensent relativement moins pour l'alimentation que ne le font les citoyens américains

- **Les ménages canadiens sont représentatifs de ceux des économies de pays industrialisés.**

  En moyenne, les ménages des pays industrialisés jouissent d'un niveau de vie élevé et consacrent à l'alimentation un pourcentage relativement faible de leur revenu personnel disponible.

  En 2007, les ménages canadiens ont affecté 9 % de leurs dépenses totales à l'alimentation et à l'achat de boissons non alcoolisées, comparativement à 7 % aux États-Unis, à 11 % en Allemagne et en Australie et à 14 % au Japon.

Graphique C1.5
Part des dépenses des ménages consacrée à l'achat d'aliments et de boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE
2007

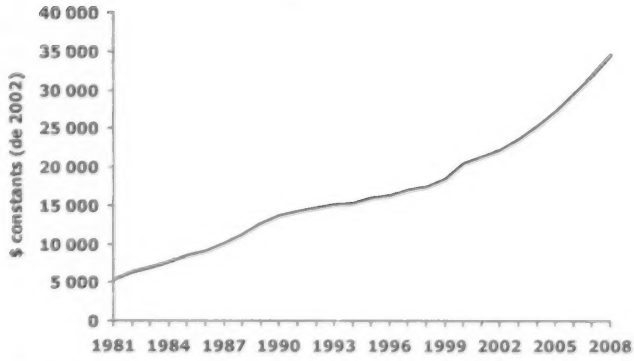


Source : OCDE.

- **Le revenu personnel disponible réel a continué d'augmenter au Canada; en 2008, il a atteint 35 000 $.**

  Le revenu personnel disponible réel des Canadiens a augmenté de 8,4 % en 2008. Au Canada, les hausses du revenu du travail (p. ex., augmentations salariales) et des transferts gouvernementaux ont plus que compensé les baisses des revenus de placements. Toutefois, la récession économique, qui s'est amorcée au troisième trimestre de 2008, n'aura pas d'impact notable sur le revenu annuel avant 2009.

Graphique C1.6
Revenu disponible réel par habitant
1981-2008



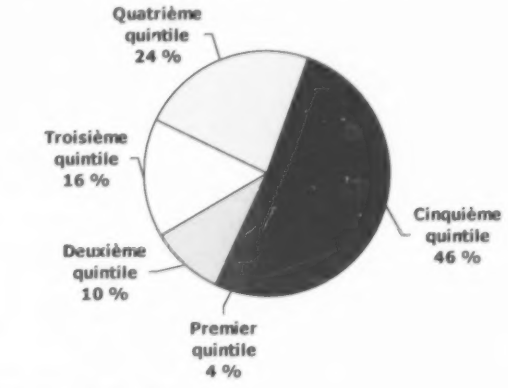
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Partout au Canada, il y a des ménages à faible revenu qui risquent de souffrir davantage d'insécurité alimentaire, en particulier si la situation économique s'aggrave

- **En 2007, les Canadiens et les Canadiennes dont le revenu était le plus faible (premier quintile) n'affichaient que 4,2 % du revenu personnel brut global par rapport à 47 % pour les ménages canadiens dont le revenu était le plus élevé (cinquième quintile).**

  Comparativement à 2006, cela représente une légère hausse pour tous les quintiles de revenu.

Graphique C1.7
Répartition des revenus bruts des ménages en quintiles*
2007



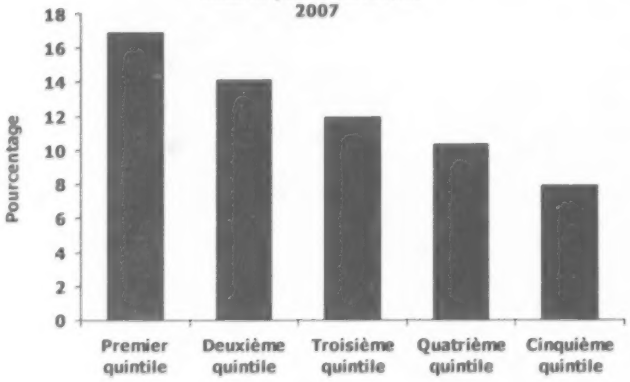
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : * Quintiles de revenu des ménages : Catégories de revenu qu'on obtient en classant les ménages par ordre ascendant selon leur revenu total et en répartissant l'ensemble des ménages également entre les cinq catégories. Le premier quintile représente les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus élevé.

- **En 2007, 20 % des ménages canadiens aux revenus les plus faibles (premier quintile) ont consacré 16,9 % de leur budget à l'achat d'aliments au détail, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2006.** C'est la proportion la plus élevée et la hausse la plus prononcée parmi tous les quintiles de revenu.

  De leur côté, les Canadiens et les Canadiennes dont le revenu était le plus élevé (cinquième quintile) n'ont consacré que 7,9 % des dépenses des ménages à l'achat d'aliments dans les commerces, soit un recul de 0,1 % par rapport à 2006.

Graphique C1.8
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu*
2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : * Quintiles de revenu des ménages : Catégories de revenu qu'on obtient en classant les ménages par ordre ascendant selon leur revenu total et en répartissant l'ensemble des ménages également entre les cinq catégories. Le premier quintile représente les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus élevé.

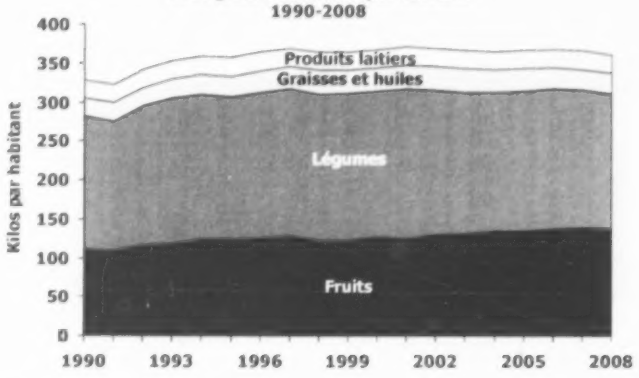
Au Canada, la consommation par habitant de produits comme les fruits et légumes, ainsi que les graisse et huiles, a augmenté au fil du temps, mais celle de la viande rouge et de produits laitiers est demeurée constante

- **Les préférences alimentaires des Canadiens continuent d'évoluer. Ainsi, les Canadiens consomment plus de fruits frais, de yogourts, de fromages et de crèmes et moins de graisses et huiles.**

  En 2008, la consommation totale de fruits frais a atteint 137 kilogrammes par personne, soit une hausse de 26,14 % comparativement à 1990. Ce gain est surtout attribuable à une plus grande consommation de fruits transformés.

  La consommation de graisses et huiles a chuté par rapport à l'an 2000. Toutefois, les Canadiens consomment plus de matières grasses par les fromages et la crème (notamment dans leur café).

Graphique C1.9
Consommation de produits laitiers, de fruits et légumes et de graisses et huiles par habitant
1990-2008



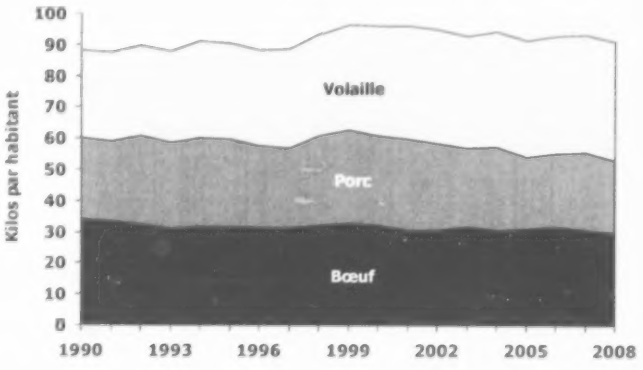
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données ne tiennent pas compte des pertes, comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les foyers, les établissements privés ou les restaurants, ni des pertes pendant la préparation des aliments.

- **La consommation de volaille a monté au fil du temps, passant de 28,15 kilogrammes à 38,8 kilogrammes par personne (kg/p) de 1990 à 2008.**

  La consommation de boeuf, qui affichait une baisse relativement constante depuis 1990, s'établissait à 29,34 kg/p en 2008. Celle de porc, qui tendait aussi à la baisse depuis l'an 2000, se situait à 23,52 kg/p en 2008.

Graphique C1.10
Consommation de bœuf, de porc et de volaille par habitant
1990-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : 1) Le total n'est pas ajusté en fonction des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins. Les données représentent la quantité d'aliments pouvant être consommés, et non la quantité réelle d'aliments consommés, étant donné qu'elles ne tiennent pas compte des pertes, comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les foyers, les établissements privés ou les restaurants.
2) Poids au détail.

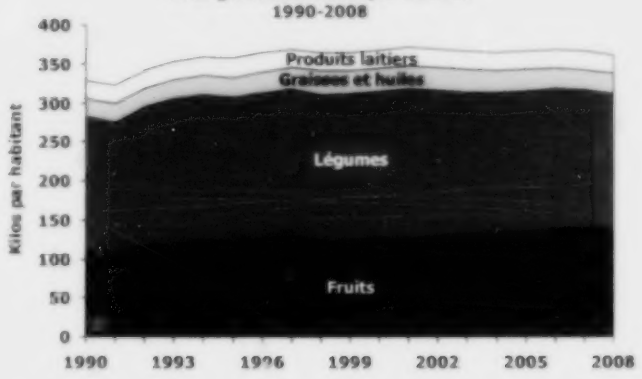
Au Canada, la consommation par habitant de produits comme les fruits et légumes, ainsi que les graisse et huiles, a augmenté au fil du temps, mais celle de la viande rouge et de produits laitiers est demeurée constante

- **Les préférences alimentaires des Canadiens continuent d'évoluer. Ainsi, les Canadiens consomment plus de fruits frais, de yogourts, de fromages et de crèmes et moins de graisses et huiles.**

  En 2008, la consommation totale de fruits frais a atteint 137 kilogrammes par personne, soit une hausse de 26,14 % comparativement à 1990. Ce gain est surtout attribuable à une plus grande consommation de fruits transformés.

  La consommation de graisses et huiles a chuté par rapport à l'an 2000. Toutefois, les Canadiens consomment plus de matières grasses par les fromages et la crème (notamment dans leur café).

Graphique C1.9
Consommation de produits laitiers, de fruits et légumes et de graisses et huiles par habitant
1990-2008



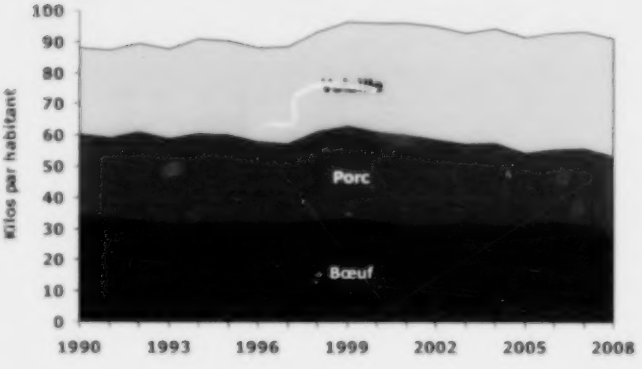
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données ne tiennent pas compte des pertes, comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les foyers, les établissements privés ou les restaurants, ni des pertes pendant la préparation des aliments.

- **La consommation de volaille a monté au fil du temps, passant de 28,15 kilogrammes à 38,8 kilogrammes par personne (kg/p) de 1990 à 2008.**

  La consommation de boeuf, qui affichait une baisse relativement constante depuis 1990, s'établissait à 29,34 kg/p en 2008. Celle de porc, qui tendait aussi à la baisse depuis l'an 2000, se situait à 23,52 kg/p en 2008.

Graphique C1.10
Consommation de bœuf, de porc et de volaille par habitant
1990-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : 1) Le total n'est pas ajusté en fonction des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins. Les données représentent la quantité d'aliments pouvant être consommés, et non la quantité réelle d'aliments consommés, étant donné qu'elles ne tiennent pas compte des pertes, comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les foyers, les établissements privés ou les restaurants.

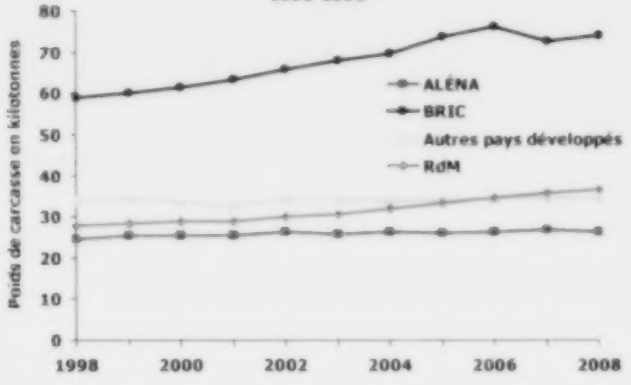
2) Poids au détail.

Ces résultats contrastent avec ce que l'on observe dans les économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, où la consommation de viande rouge et d'huiles végétales augmente rapidement à mesure que le revenu de la classe moyenne augmente

- **La consommation de viande rouge a modérément progressé de 6 % dans les pays signataires de l'ALENA et de moins de 3 % dans d'autres pays industrialisés, dont les pays membres de l'Union européenne, le Japon et la Corée.**

  Toutefois, la consommation dans les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) a avancé de plus de 25 % au cours de la dernière décennie, surtout en raison de la croissance démographique et de la hausse des revenus de la classe moyenne.

Graphique C1.11
Consommation de viandes rouges par pays
1998-2008



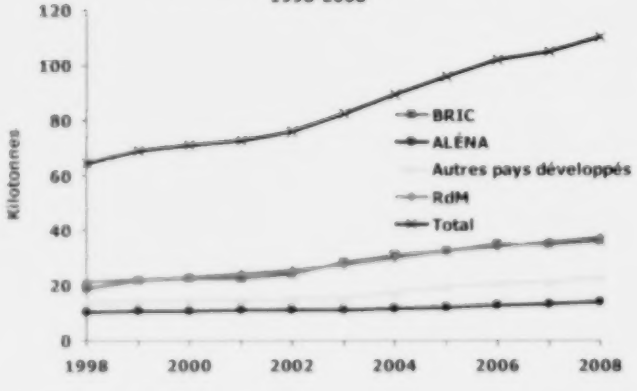
Source : OCDE, FAO et calculs d'AAC.

- **Au cours de la dernière décennie, la consommation d'huiles végétales a augmenté partout dans le monde.**

  La croissance la plus rapide de la consommation des huiles végétales et animales se produit aussi dans les pays BRIC et dans d'autres pays émergents où les revenus progressent.

  Dans les pays industrialisés, on s'attend à un accroissement de la demande de produits d'oléagineux comportant des attributs particuliers pour la santé, notamment une faible teneur en gras saturés et en gras trans.

Graphique C1.12
Consommation d'huiles végétales par pays
1998-2008



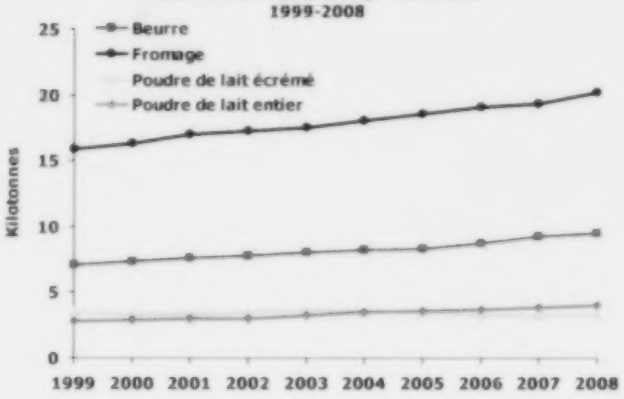
Source : OCDE, FAO et calculs d'AAC.

La consommation de produits laitiers a connu un essor dans de nombreuses économies émergentes du monde, alors que celle des produits traditionnels, comme le blé, a progressé plus lentement

- **Au cours de la dernière décennie, la consommation mondiale de produits laitiers a bondi. Celle du beurre et de la poudre de lait entier a grimpé de plus de 30 % depuis 1999, mais celle de la poudre de lait écrémé a fléchi partout dans le monde.**

  Selon l'OCDE, les pays asiatiques devraient accroître leur consommation de fromages et de beurre. La consommation de poudre de lait écrémé et de lait entier devrait aussi progresser en Asie et au Chili.

Graphique C1.13
Consommation mondiale de produits laitiers
1999-2008



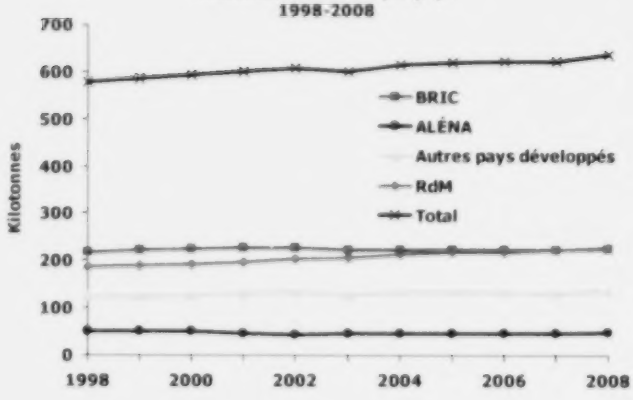
Source : OCDE, FAO et calculs d'AAC.

- **Au cours de la dernière décennie, la consommation de blé a avancé à un rythme lent, mais soutenu partout dans le monde, sauf dans les pays signataires de l'ALENA.**

  Les investissements passés du Canada en R-D et ses ressources naturelles ont placé le pays au huitième rang des plus gros producteurs de blé au monde. Le Canada figure aussi parmi les cinq principaux pays exportateurs.

  Le pays concurrence l'Australie, les États-Unis, la Russie et l'Argentine et écoule ses produits dans plus de 70 pays.

Graphique C1.14
Consommation de blé par pays
1998-2008



Source : OCDE, FAO et calculs d'AAC.

Au Canada, l'inflation des prix de détail des aliments en 2008 a eu peu d'impact à la consommation

- **L'inflation des prix des aliments a généralement suivi celle de l'ensemble des prix à la consommation au cours des dernières décennies.**

  Entre 1982 et 2008, les prix des aliments ont grimpé en moyenne de 2,7 % par année, comparativement à 2,9 % pour les prix globaux à la consommation.

Graphique C1.15
Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments et de l'ensemble des produits
1982-2008

Source : Statistique Canada.

- **En 2008, le taux d'inflation des prix des aliments au détail (3,5 %) dépassait celui de l'année précédente et le taux d'inflation général.**

  La hausse des prix des produits de base, les fluctuations du taux de change et des facteurs saisonniers ont fait bondir les prix de la viande rouge, des produits de boulangerie, des produits céréaliers et des fruits et légumes frais.

  Toutefois, comme les consommateurs canadiens consacrent généralement une partie faible et décroissante de leur revenu à l'alimentation, l'impact sur eux a été modéré.

Graphique C1.16
Inflation des prix des aliments au détail par catégorie, Canada
2007 et 2008

CATÉGORIE	INFLATION (%)	
	2007	2008
IPC global	**2,2**	**2,3**
Aliments	**2,7**	**3,5**
Aliments achetés dans un commerce de détail	**2,7**	**3,9**
Bœuf, frais ou congelé	2,7	2,0
Porc, frais ou congelé	0,6	1,4
Volaille, fraîche ou congelée	6,6	3,5
Produits laitiers	3,6	3,9
Œufs	5,8	4,1
Produits de boulangerie et produits céréaliers	4,0	12,1
Fruits frais	1,2	1,6
Légumes frais	0,1	1,4
Sucre et confiseries	0,7	2,4
Graisses et huiles	3,5	13,6
Repas au restaurant	**2,7**	**2,5**

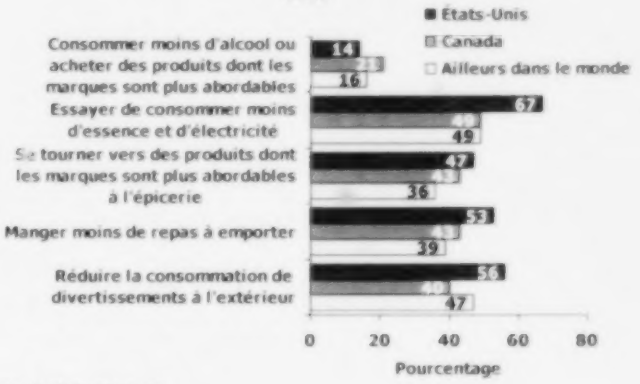
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les prix élevés du carburant et la récession économique ont influé davantage sur les profils d'achat des consommateurs canadiens en 2008

- **La récession économique et l'augmentation du coût de la vie en 2008, qui a découlé de l'escalade des prix du pétrole, ont forcé les consommateurs canadiens à adopter des habitudes plus économiques.**

  Les consommateurs canadiens, comme ceux des États-Unis et d'ailleurs dans le monde, ont réagi à la montée des prix en tentant d'épargner sur leurs coûts en essence et en électricité, notamment en prenant moins souvent leur voiture. Côté alimentation, ils ont surtout réduit leurs achats de repas pour emporter et ont adopté des marques d'épicerie moins chères.

Graphique C1.17
Pourcentage de répondants ayant déclaré avoir pris les mesures suivantes face à l'augmentation du coût de la vie
2008

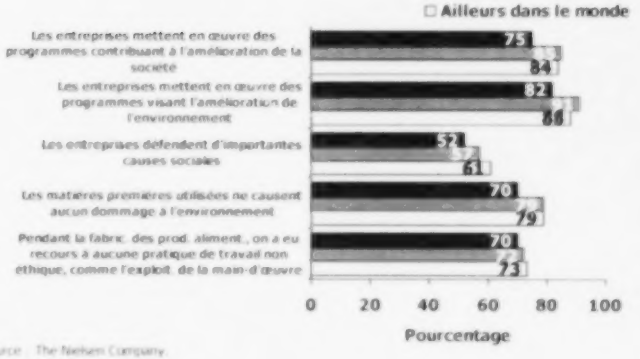


Source : The Nielsen Company

- **Malgré une confiance chancelante, les consommateurs canadiens demeurent préoccupés par la façon dont les fabricants de produits d'épicerie tiennent compte des problèmes sociétaux.**

  Les consommateurs canadiens veulent surtout que les entreprises adoptent des pratiques plus respectueuses de l'environnement, tiennent plus compte des réalités sociales et soient plus équitables dans leurs pratiques de travail. Toutefois, le soutien des grandes causes sociales les intéressent moins.

Graphique C1.18
Pourcentage de gens répondants ayant déclaré « très ou assez important » aux questions suivantes sur les produits d'épicerie
2008



Source : The Nielsen Company

Les prix élevés du carburant et la récession économique ont influé davantage sur les profils d'achat des consommateurs canadiens en 2008

- **La récession économique et l'augmentation du coût de la vie en 2008, qui a découlé de l'escalade des prix du pétrole, ont forcé les consommateurs canadiens à adopter des habitudes plus économiques.**

  Les consommateurs canadiens, comme ceux des États-Unis et d'ailleurs dans le monde, ont réagi à la montée des prix en tentant d'épargner sur leurs coûts en essence et en électricité, notamment en prenant moins souvent leur voiture. Côté alimentation, ils ont surtout réduit leurs achats de repas pour emporter et ont adopté des marques d'épicerie moins chères.

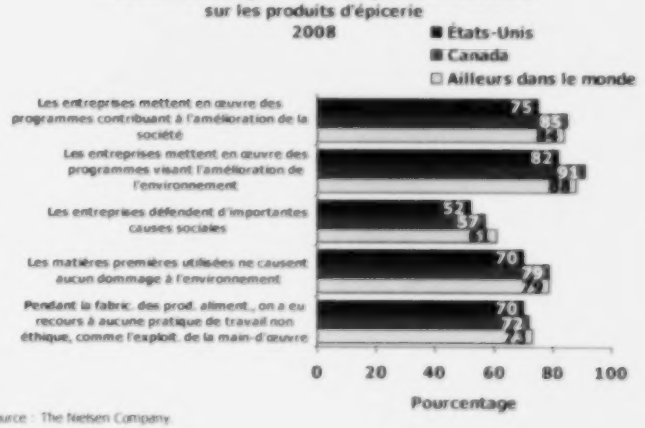
Graphique C1.17
Pourcentage de répondants ayant déclaré avoir pris les mesures suivantes face à l'augmentation du coût de la vie
2008

Source : The Nielsen Company.

- **Malgré une confiance chancelante, les consommateurs canadiens demeurent préoccupés par la façon dont les fabricants de produits d'épicerie tiennent compte des problèmes sociétaux.**

  Les consommateurs canadiens veulent surtout que les entreprises adoptent des pratiques plus respectueuses de l'environnement, tiennent plus compte des réalités sociales et soient plus équitables dans leurs pratiques de travail. Toutefois, le soutien des grandes causes sociales les intéressent moins.

Graphique C1.18
Pourcentage de gens répondants ayant déclaré « très ou assez important » aux questions suivantes sur les produits d'épicerie
2008



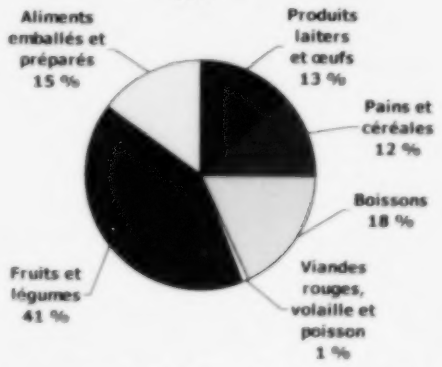
Source : The Nielsen Company.

Les consommateurs veulent de plus en plus des produits alimentaires qui possèdent les attributs qu'ils recherchent, comme les produits biologiques

- **En 2006, les ventes de produits certifiés biologiques comptaient pour 0,9 % des ventes totales (46,5 milliards de dollars) des supermarchés, ce qui représente une hausse de 0,2 % par rapport à 2005.**

Les supermarchés canadiens ont vendu pour 412 millions de dollars de produits alimentaires certifiés biologiques en 2006, dont 157 millions en produits frais. Les légumes frais représentaient 102 millions de dollars et étaient suivis des boissons, des fruits, des produits laitiers et des viandes crues avec 74 millions, 52 millions, 45 millions et 3 millions de dollars respectivement.

Graphique C1.19
Aliments biologiques vendus dans les supermarchés au Canada
2006

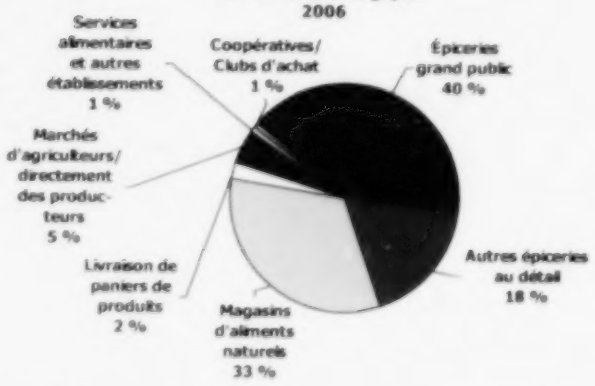


Source : The Nielsen Company, spécialement pour le Centre d'agriculture biologique du Canada (CABC).

- **En 2006, les ventes au détail totales de produits certifiés biologiques au Canada étaient estimées à un peu plus de 1 milliard de dollars.**

Aux 412 millions de dollars de produits certifiés biologiques vendus par les principaux magasins d'alimentation s'ajoutent les 330 millions écoulés dans les magasins d'aliments naturels. D'autres détaillants traditionnels, comme les pharmacies et autres magasins spécialisés, ont commercialisé pour 175 millions de dollars de produits biologiques. Les ventes directes réalisées dans les marchés publics et à la ferme étaient estimées pour leur part à 50 millions de dollars. De leur côté, les ventes des entreprises de livraison de paniers de produits biologiques et des coopératives et/ou clubs d'achat ont totalisé 20 millions de dollars. Les ventes restantes (10 millions) ont été effectuées dans les institutions et les restaurants.

Graphique C1.20
Ventes estimatives des réseaux de vente au détail des aliments biologiques
2006



Source : The Nielsen Company, spécialement pour le Centre d'agriculture biologique du Canada (CABC).

SECTION C2

Distribution alimentaire

(vente au détail ou en gros et services alimentaires)

Le secteur de la vente au détail et en gros des aliments et celui de la distribution des aliments sont des composantes de premier plan du système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation, qui se trouvent en première ligne, réagissent à l'évolution des besoins des consommateurs et de la société, à celle des exigences du marché et à l'arrivée de nouveaux joueurs (p. ex., Wal-Mart), en se restructurant pour préserver, voire accroître, leur part du marché, en formant des alliances et en créant des réseaux avec des fournisseurs en amont des chaînes d'approvisionnement. Les établissements de restauration continuent aussi d'adapter leurs produits et services afin d'augmenter leur chiffre d'affaires en réaction à la concurrence féroce que leur livrent les restaurants rivaux et les détaillants en alimentation, qui offrent aux consommateurs la commodité qu'ils souhaitent en leur proposant une variété croissante d'aliments préparés et de repas à emporter.

On observe une consolidation de plus en plus poussée dans le commerce alimentaire de détail

- **Au cours de la dernière décennie, on a assisté à une rationalisation accrue des points de vente au détail et on a vu apparaître des magasins de plus en plus gros.**

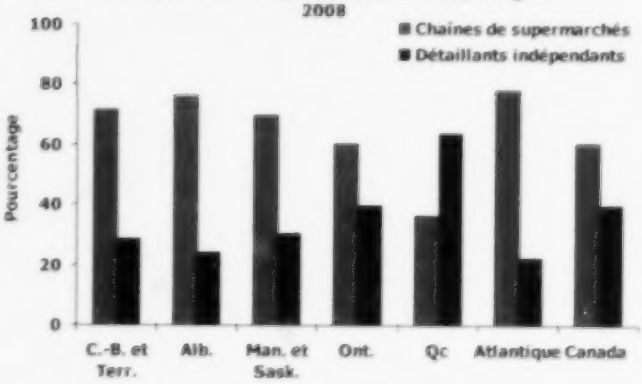
  Les chaines de supermarchés traditionnelles se sont regroupées face à une concurrence plus vive. Le nombre de marchés d'alimentation a continué de diminuer, passant de 22 870 en 2007 à 21 810 en 2008. Les trois plus gros détaillants en alimentation au Canada sont Les Compagnies Loblaw Limitée (31,7 milliards de dollars de ventes estimatives[1] et 1 036 magasins), Sobeys Inc. (15,6 milliards de dollars et 1 332 magasins) et Métro Inc. (11,9 milliards de dollars et 558 magasins en Ontario et au Québec).

Graphique C2.1
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen
1990-2008

Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **On observe une concentration croissante des détaillants en alimentation.** Il existe seulement deux chaines pancanadiennes, soit Les Compagnies Loblaw Limitée et Sobeys Inc. Dans l'ensemble, 60,3 % des ventes d'aliments au détail sont effectuées par les chaines d'épicerie. Toutefois, la prépondérance des chaines en pourcentage des ventes varie considérablement selon la province. Les chaines dominent dans les provinces de l'Atlantique (77,8 %), mais elles sont moins importantes au Québec (36,4 %).

Graphique C2.2
Part du chiffre d'affaires des chaines de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens, par région
2008



Source : Canadian Grocer Magazine, février 2009.

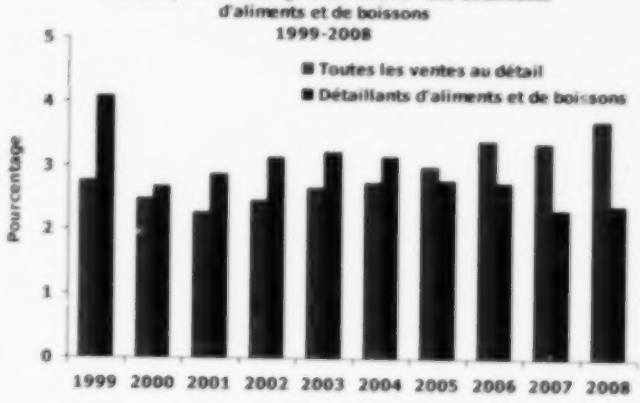
1. *Les données sur les ventes estimatives sont tirées de Canadian Grocer, 2009, Who's Who (CIBC World Market).*

Depuis 2003, les détaillants canadiens d'aliments et de boissons subissent une baisse de leurs marges bénéficiaires, mais celles-ci se sont stabilisées en 2008

- **Les marges bénéficiaires des détaillants canadiens du secteur des aliments et des boissons demeurent inférieures à celles des autres types de détaillants.**

Jusqu'en 2005, les marges bénéficiaires des autres détaillants étaient inférieures à celles des détaillants d'aliments et de boissons, mais elles les ont surpassées depuis. Ces résultats découlent de la concurrence accrue livrée par les détaillants non spécialisés en alimentation, comme Wal-Mart, les pharmacies et d'autres. Depuis 2000, les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons se situent en moyenne à moins de 3 % par année.

Graphique C2.3
Ratio moyen de la marge bénéficiaire* des détaillants d'aliments et de boissons
1999-2008



Source : Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles des entreprises.

Nota : * Voir les définitions du ratio de marge bénéficiaire et des industries non financières dans le glossaire.
Ne comprend pas les coopératives contrôlées par l'État, notamment la LCBO et la SAQ.

La part des ventes d'aliments détenue par les détaillants d'aliments et de boissons continue de baisser, alors que celle des magasins de marchandises diverses ne fait qu'augmenter

- **Les stations-services et les grands magasins sont de plus en plus nombreux à vendre des produits alimentaires. De leur côté, les détaillants et les grossistes traditionnels du secteur alimentaire ont élargi leur sélection de produits non alimentaires.**

  En 2007, pour la première fois, la catégorie de ventes d'aliments et de boissons était la plus importante dans les magasins de marchandises diverses, qui s'accaparent désormais 10,9 % du marché, par rapport à 7,4 % en 1998.

  Les ventes d'aliments et de boissons dans les magasins de marchandises diverses ont grimpé de 14 % en 2008 comparativement à 2007, alors que celles des détaillants d'aliments et de boissons ont augmenté de 4 %.

Graphique C2.4
Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente
1998 vs 2008

GENRE DE POINT DE VENTE	1998	2008
	POURCENTAGE	
Magasins d'aliments et boissons	87,7	84,6
Magasins de marchandises diverses	7,4	10,9
Stations-service et concessionnaires automobiles	2,6	2,6
Pharmacies	1,8	1,6
Autres	0,5	0,3

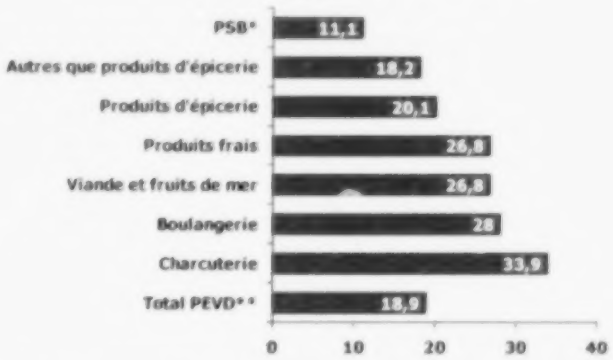
Source : Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail.

- **En 2008, les produits de marque maison représentaient une part significative (19 %) des ventes totales de produits d'épicerie. Cette tendance devrait s'accentuer durant la récession en 2009.**

  Pour Les Compagnies Loblaw Limitée seules, cette part s'établissait à 24 % en 2007. La création de produits de marque maison demeure une stratégie concurrentielle importante pour les grands détaillants qui veulent attirer et fidéliser les clients. La principale marque maison des Compagnies Loblaw Limitée est *Choix du Président* et celle de Sobeys Inc., *Compliments*. Ces deux marques maison détiennent maintenant une plus grande part des ventes totales des deux détaillants.

  Ce sont les rayons de charcuterie, des produits de boulangerie, ainsi que des viandes et fruits de mer qui ont enregistré les plus forts pourcentages des ventes de marque maison (33,9 %, 28 % et 26,8 % respectivement). La croissance des ventes de produits de marque maison a aussi été beaucoup plus importante que celle de certains produits alimentaires des marques courantes. Ainsi, les ventes sous la marque maison des rayons de charcuterie et des fruits et légumes frais ont bondi de 13 % et de 32 % respectivement. De leur côté, les ventes de charcuterie des marques courantes ont chuté de 2 % et celles des fruits et légumes frais ont augmenté de 5 %.

Graphique C2.5
Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires total des produits alimentaires, par rayon
2008



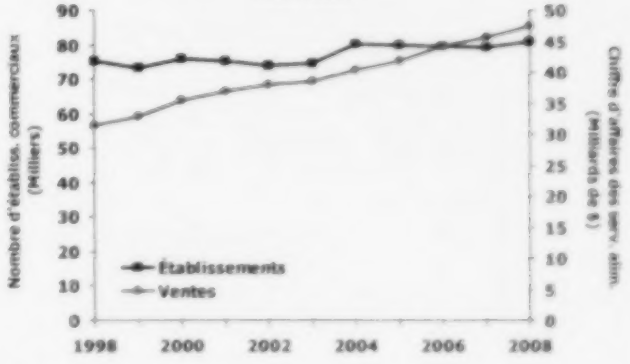
Source : The Nielsen Company.
Nota : * Produits de santé et de beauté.
** Produits emballés pour la vente au détail.

Les ventes dans le domaine des services alimentaires continuent de croître, et les faillites demeurent peu nombreuses

- **Les ventes des services alimentaires commerciaux ont augmenté de 34 % au cours de la dernière décennie, tandis que le nombre d'établissements s'est stabilisé, s'accroissant de 7 % seulement.**

Le chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux était évalué à 47,4 milliards de dollars en 2008; cela représentait une hausse de 4 % par rapport à 2007. En 2008, on dénombrait 80 900 établissements de services alimentaires commerciaux au Canada, dont 6 % dans les provinces de l'Atlantique, 23 % au Québec, 40 % en Ontario, 16 % dans les Prairies et 15 % en Colombie-Britannique.

Graphique C2.6
Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements
1998-2008

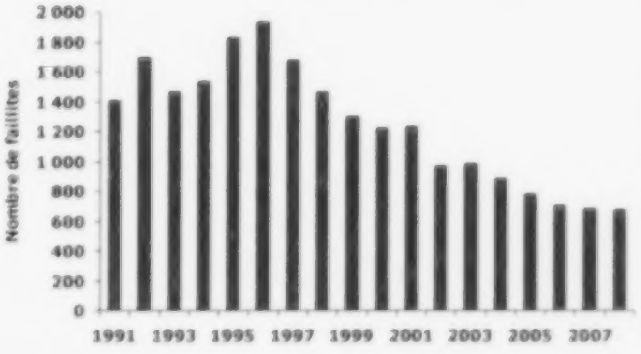


Source : Statistique Canada

- **Le nombre de faillites des restaurants commerciaux a chuté de 2 % en 2008 par rapport à 2007.**

Le nombre de faillites a diminué sensiblement et systématiquement depuis une dizaine d'années, passant d'un sommet de 1 933 en 1996 à 671 en 2008. Ce chiffre pourrait toutefois augmenter en 2009 à cause de la récession.

Graphique C2.7
Nombre de faillites de restaurants commerciaux
1991-2008



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Infofax trimestriel

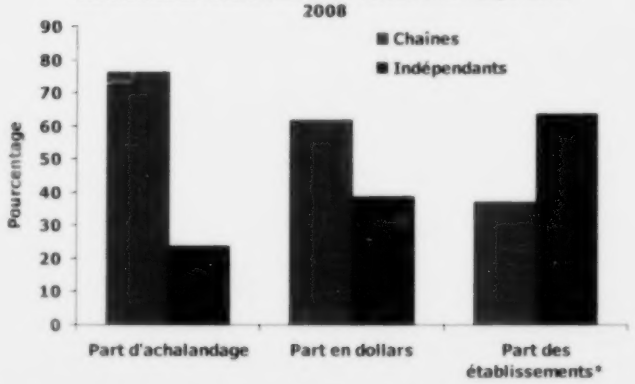
Selon Statistique Canada, les services alimentaires et les débits de boisson comprennent les établissements qui offrent principalement des repas, des casse-croûte et des boissons à leur clientèle pour consommation immédiate ou pour emporter. Ce sous-secteur n'englobe pas les services alimentaires offerts dans des établissements comme les hôtels, les associations civiques et sociales, les parcs d'amusement et récréatifs ainsi que les cinémas. Toutefois, les services alimentaires occupant des espaces loués dans des hôtels, des centres commerciaux, des aéroports et des grands magasins sont inclus. Les groupes constituant ce sous-secteur témoignent du niveau et du type de services offerts.

Les Canadiens et les Canadiennes peuvent choisir parmi une grande variété d'établissements de services alimentaires

- **Il y a presque deux fois plus de restaurants indépendants que de chaînes de restaurants au Canada. Toutefois, les restaurants indépendants ne comptent que pour 38,5 % des ventes totales et pour moins de 25 % de la clientèle.**

  En 2008, les ventes des chaînes de restauration ont augmenté plus rapidement que celles des restaurants indépendants, soit de 6,5 % comparativement à 3,4 % respectivement. Les 50 principales entreprises de restauration ont enregistré 48 % des ventes dans cette industrie et regroupaient environ 27 % des établissements.

Graphique C2.8
Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants
2008



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.
Nota : Les données se rapportent aux services alimentaires des chaînes et des restaurants indépendants dans les restaurants et les magasins de détail.
*La part des établissements est basé sur les données de 2007.

- **Lorsque les Canadiens et les Canadiennes mangent au restaurant, ils ont tendance à privilégier les établissements qui offrent davantage de services.** Plus du tiers (36 %) du chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux est réalisé dans des restaurants offrant un service complet.

  Les ventes des services alimentaires commerciaux se sont accrues de 4,2 % en 2008, soit une proportion plus élevée que les services alimentaires non commerciaux, dont la croissance a été de 2,5 %. Le chiffre d'affaires de l'ensemble des services alimentaires (commerciaux et non commerciaux) était estimé à 59,7 milliards de dollars en 2008.

Graphique C2.9
Part de marché des services alimentaires selon la catégorie
2008

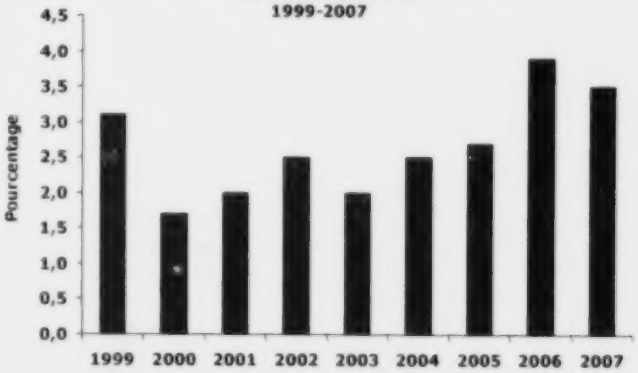
DONNÉES PRÉLIMINAIRES DE 2008	(MILLIONS DE $)	POURCENTAGE
Services alimentaires commerciaux	**47 458**	**80**
Restaurants à service complet	21 632	36
Restaurants à service restreint	19 604	33
Traiteurs et traiteurs à contrat	3 839	6
Pubs, tavernes et boîtes de nuit	2 383	4
Services alimentaires non commerciaux	**12 222**	**20**
Restauration hôtelière	5 597	9
Restauration collective	3 243	5
Services d'alimentation de détail	1 164	2
Autres services alimentaires	2 218	4
Total des services alimentaires	**59 680**	**100**

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et calculs d'AAC.
Nota : Les chiffres de 2008 sont préliminaires.

Même si les Canadiens et les Canadiennes consacrent plus d'argent aux repas dans les restaurants, les marges bénéficiaires ont diminué en 2007

- **Les services alimentaires et les débits de boissons ont subi une baisse de leurs marges bénéficiaires moyennes, passant de 3,9 % en 2006 à 3,5 % en 2007.** C'est la première fois depuis 2003 que les marges bénéficiaires des restaurants diminuent. Avant 2007, les marges bénéficiaires pour les repas consommés au restaurant avaient augmenté de manière constante pendant presque toute la décennie, passant d'un creux de 1,7 % en 2000 à un sommet de 3,9 % en 2006.

Graphique C2.10
Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boisson
1999-2007



Source : Statistique Canada, Statistiques financières et fiscales des entreprises, Annuel.

SECTION C3

Transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT)

Le secteur canadien de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) est le lien entre les agriculteurs, les détaillants, les services alimentaires et les consommateurs (au Canada et à l'étranger). Ce lien est de plus en plus intégré alors que les entreprises de transformation des ABT s'associent à des agriculteurs et à des détaillants (au Canada et à l'étranger) pour offrir aux consommateurs les produits qu'ils recherchent. Le secteur canadien de la transformation des ABT a eu d'importants obstacles à surmonter ces dernières années par suite de la hausse de la valeur du dollar, du resserrement du marché du travail et de la montée des prix des produits de base, dont ceux de l'énergie. Cela a eu pour effet d'entraîner une hausse des coûts de la main-d'œuvre, d'augmenter le prix des intrants pour les matières brutes et d'accroître la compétitivité du secteur.

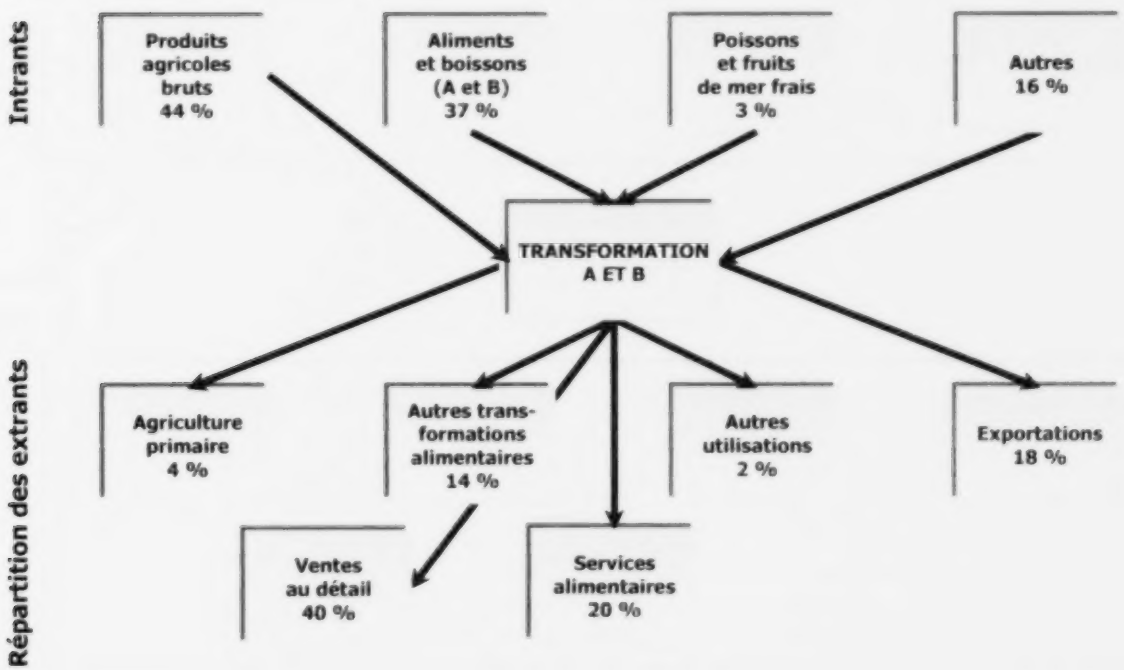
Le secteur de la transformation des ABT est un grand groupe d'entreprises variées qui joue un rôle clé dans le secteur agricole et agroalimentaire

- **Le secteur de la transformation des aliments et des boissons est formé d'une série d'industries allant des entreprises de transformation primaire, telles que les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation secondaire, comme les boulangeries et les usines de transformation de la viande.**

Les produits agricoles et les poissons et les fruits de mer frais, représentent 47 % de la valeur totale des intrants utilisés pour la transformation des aliments et des boissons. Les aliments et les boissons correspondent de leur côté à 37 % de la valeur totale. Le reste des intrants (16 %) correspond principalement aux matériaux d'emballage, à l'énergie, aux additifs chimiques et à l'équipement.

Les extrants de la transformation des aliments et des boissons sont vendus principalement à des détaillants en alimentation (40 %), aux fournisseurs de services alimentaires (20 %), aux exportateurs (18 %) ou utilisés par d'autres entreprises pour la transformation secondaire (14 %).

Graphique C3.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants
2005



Source : Statistique Canada, Modèle intrants/extrants et calculs d'AAC.

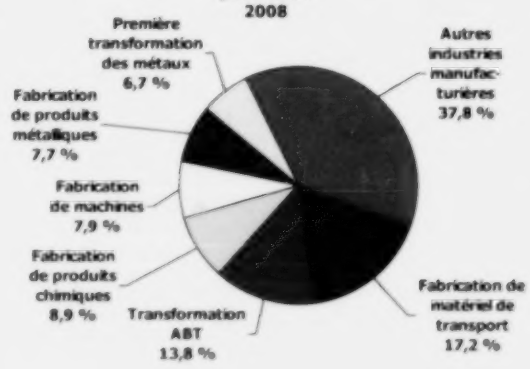
Nota : Les données ne totalisent pas 100 % en raison de la présence de données confidentielles.

La transformation des ABT est l'un des principaux secteurs manufacturiers du Canada

- **La transformation des aliments et des boissons vient au deuxième rang pour ce qui est de la contribution au PIB total du secteur manufacturier au Canada; elle n'est précédée que par le secteur de la fabrication de matériel de transport.**

  En 2008, la part du PIB du secteur manufacturier générée par la transformation des ABT a été d'environ 14 %, dont près de 10 % sont attribuables à la transformation des aliments.

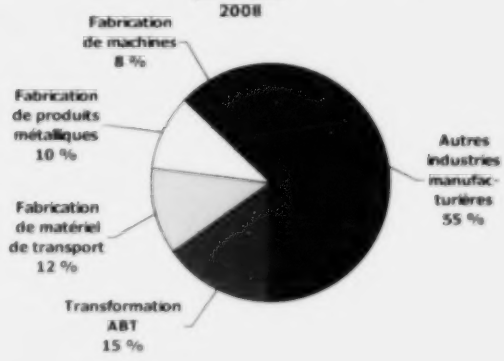
Graphique C3.2
Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière par secteur
2008



Source : Statistique Canada

- **Le secteur de la transformation des aliments et des boissons est le principal employeur du secteur manufacturier, avec près de 15 % du total des emplois manufacturiers en 2008.**

Graphique C3.3
Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière par secteur
2008



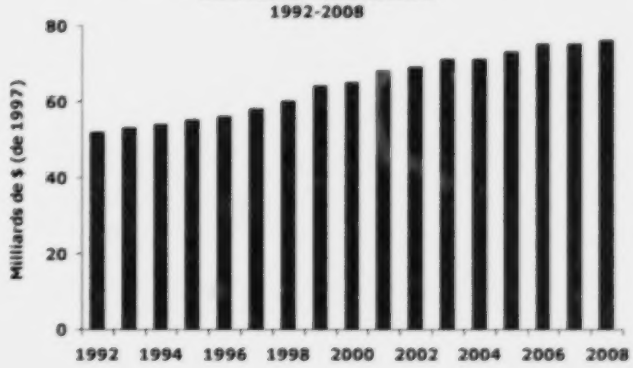
Source : Statistique Canada

Le secteur de la transformation des aliments et des boissons continue de croître, mais plus lentement qu'auparavant

- **Depuis le début des années 1990, la valeur des exportations d'aliments et de boissons a grimpé de 23 milliards de dollars, pour atteindre 76 milliards en 2008.**

  Le plus important segment de ce secteur est celui de la transformation des produits de la viande, suivi de la transformation des produits laitiers et des boissons. La transformation des produits de la viande et des produits laitiers représente environ 46 % de la valeur réelle des expéditions d'aliments et de boissons en 2008.

Graphique C3.4
Valeur des expéditions du secteur de la transformation des aliments et des boissons
1992-2008

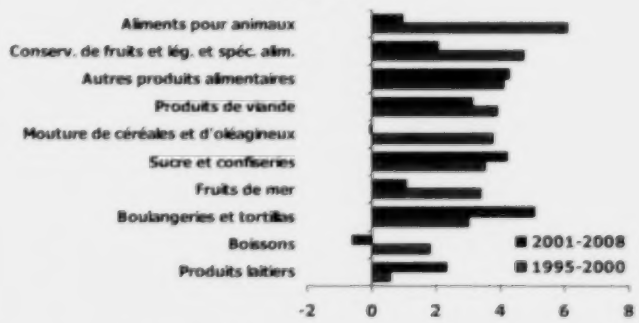


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Dans la plupart des sous-secteurs de la transformation des aliments, la croissance a ralenti par rapport à celle de la fin des années 1990, sauf dans le cas des industries de boulangerie, des confiseries et de la transformation des produits laitiers et du sucre.**

  Certaines industries, notamment celle de la fabrication des boissons et mouture de céréales et d'oléagineux, ont enregistré une croissance légèrement négative au cours des dernières années.

Graphique C3.5
Croissance de la valeur des expéditions réalisées par le secteur de la transformation des aliments et des boissons, en dollars réels
1995-2008



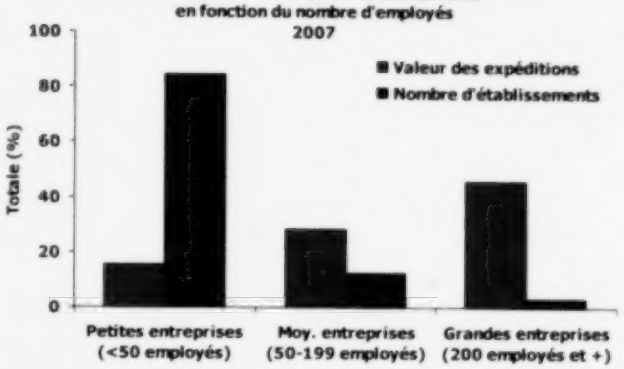
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les grandes entreprises de transformation des aliments représentent 3 % du nombre total d'établissements de ce secteur, mais en revendiquent la moitié de la production

- **En 2007, on dénombrait au Canada 8 208 établissements de transformation des aliments.**

Les grandes entreprises de transformation des aliments (200 employés ou plus) génèrent la majeure partie de la production. En 2007, elles ne représentaient que 3 % du nombre total d'entreprises, mais elles généraient 46 % de la valeur des expéditions. En revanche, les petites entreprises (moins de 50 employés) représentaient 84 % des établissements, mais seulement 15 % de la valeur totale des expéditions.

Graphique C3.6
Répartition des expéditions du secteur de la transformation des aliments et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés
2007

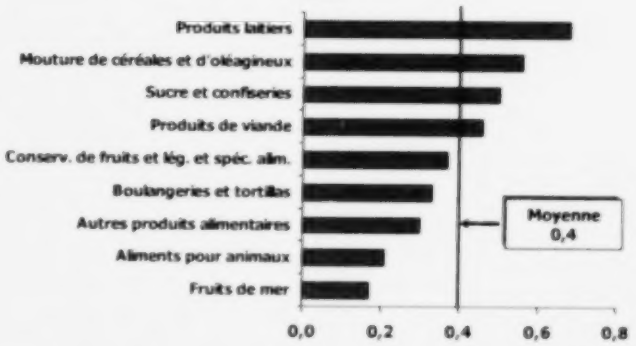


Source : Statistique Canada, tabulation spéciale.
Nota : Ces données ne sont pas comparables aux données antérieures en raison de la modification apportée aux définitions.

- **Les ratios de concentration (RC4) dans le secteur de la transformation des aliments varient entre le secteur le plus concentré (produits laitiers) et le secteur le moins concentré (transformation des fruits de mer).**

Le secteur canadien de la transformation des aliments a subi d'importants changements structuraux depuis le début des années 1990, et est de plus en plus consolidé. Les joueurs les plus importants dans ces secteurs consolidés se sont regroupés par le biais de fusions et d'acquisitions pour réaliser des économies d'échelle dans le but de demeurer concurrentiel dans le marché mondial.

Graphique C3.7
Ratio de concentration (RC4) dans le secteur de la transformation des aliments
2006



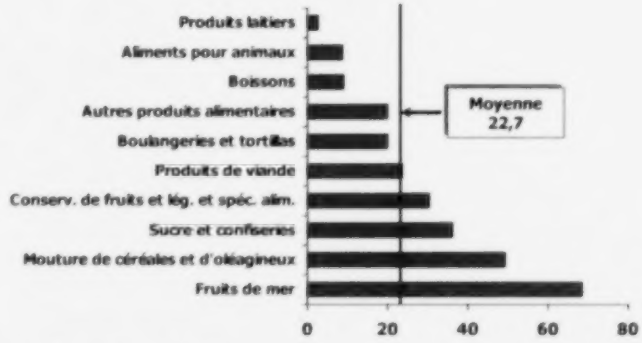
Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, tabulation spéciale.

Certaines industries du secteur de la transformation des aliments et des boissons dépendent plus du commerce que d'autres

- **Environ les trois quarts des expéditions du secteur de la transformation des aliments et des boissons au Canada visent le marché canadien; l'autre quart vise le marché d'exportation.**

  Cependant, certains sous-secteurs sont davantage tournées vers les exportations. Par exemple, 68,5 % des expéditions du secteur de la transformation de fruits de mer et la moitié du secteur de la mouture des céréales et d'oléagineux sont exportées.

Graphique C3.8
Taux d'exportation dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, par sous-secteur
2008

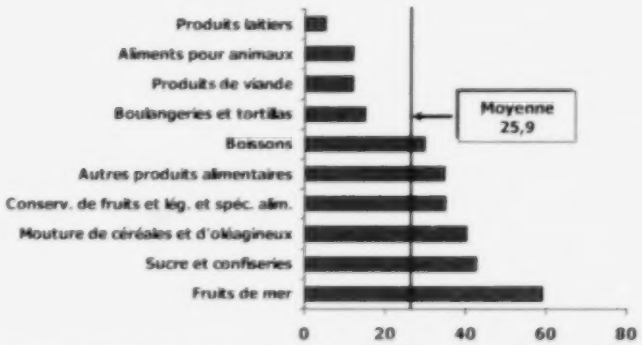


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les entreprises de transformation des aliments et des boissons concurrencent les importations pour ce qui est des expéditions nationales. En moyenne, les importations d'aliments et de boissons représentaient 25,9 % du marché intérieur en 2008.**

  En général, les sous-secteurs affichant les taux d'exportation les plus élevés et les plus bas affichent également les taux d'importation les plus élevés et les plus bas, respectivement.

Graphique C3.9
Taux d'importation dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, par sous-secteur,
2008



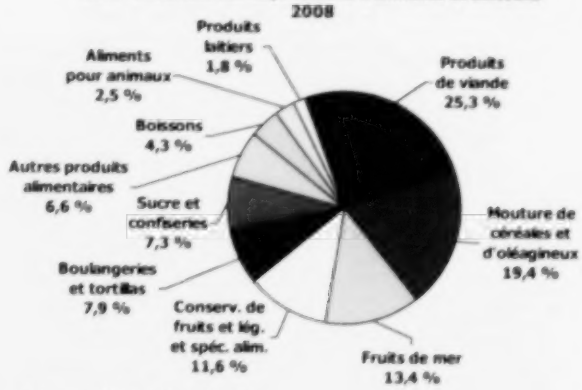
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La transformation de la viande, qui arrive bonne première dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons au Canada au chapitre de la valeur des exportations, est fortement tributaire du marché américain

- **En 2008, plus de la moitié des exportations totales d'aliments et de boissons se composaient de viandes et de fruits de mer transformés, ainsi que de mouture de céréales et d'oléagineux.**

  Le secteur de la transformation de la viande comptait à elle seule pour un quart des exportations d'aliments et de boissons.

Graphique C3.10
Part des exportations sous-sectorielles dans l'ensemble des exportations d'aliments et boissons
2008

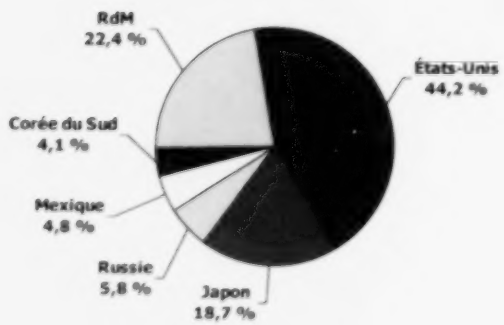


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Sur les 5 milliards de dollars de produits de viande exportés en 2008, 44 % étaient destinés aux États-Unis.**

  Le Canada a exporté 18,7 % de ses produits de viande au Japon, seconde plus importante destination de la viande transformée du Canada.

Graphique C3.11
Destinations des exportations du secteur de la transformation de la viande
2008

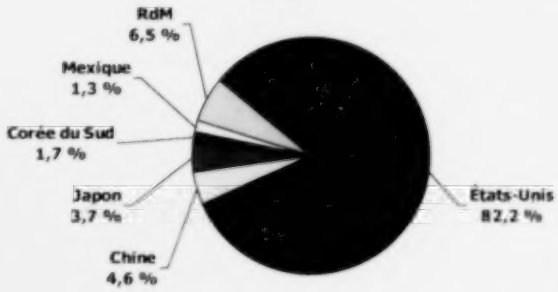


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

D'autres secteurs importants de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons exportent beaucoup aux États-Unis

- **En 2008, le Canada a exporté de la mouture de céréales et d'oléagineux pour une valeur de 3,9 milliards de dollars. Ces exportations étaient en majorité destinées aux États-Unis.**

Graphique C3.12
Destinations des exportations du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux
2008

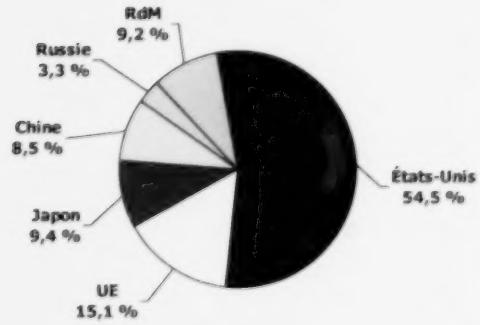


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **En 2008, plus de la moitié de la valeur des exportations canadiennes de fruits de mer, soit 2,7 milliards de dollars, a aussi été expédiée aux États-Unis.**

  Parmi les autres principaux marchés du Canada, citons l'Union européenne, le Japon et la Chine.

Graphique C3.13
Destinations des exportations du secteur des fruits de mer
2008

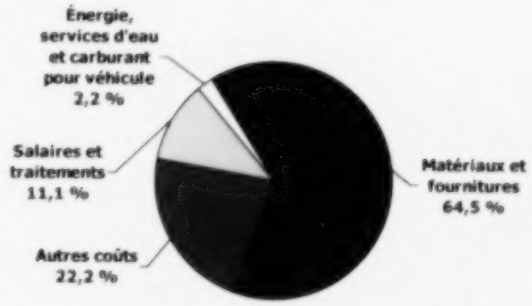


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La hausse de coûts des intrants resserre les marges bénéficiaires dans de nombreux secteurs de l'industrie des aliments et des boissons

- **Les coûts variables comptent pour environ 90 % des dépenses d'exploitation totales dans le secteur de la transformation des aliments.** Du côté des intrants, les principaux postes de coût sont les matériaux, les approvisionnements et la main-d'œuvre. Les coûts des deux premiers postes représentent à 65 % des coûts variables totaux des établissements de transformation des aliments et des boissons. Tandis que, les coûts reliés à la main-d'œuvre correspondent à 11 % des dépenses totales.

Graphique C3.14
Coûts des intrants variables dans le secteur de la transformation des aliments
2007

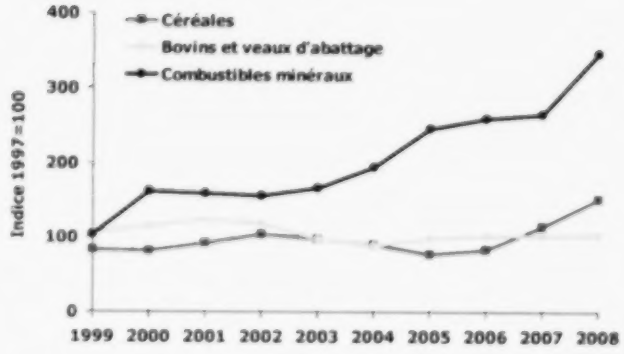


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **L'indice des prix des matières brutes (IPMB) mesure l'évolution des prix des matières brutes achetées par les industries au Canada en tant qu'intrants pour une transformation ultérieure.**

  Au cours de la dernière décennie, l'IPMB pour les combustibles minéraux a augmenté plus rapidement que celui des autres matières brutes. L'IPMB pour les bovins s'est maintenu au fil des années, alors que l'indice des céréales augmente régulièrement depuis 2006.

Graphique C3.15
Indice des prix des matières brutes
1999-2008



Source : Statistique Canada.

Même si les coûts des matériaux et des approvisionnements constituent le poste de dépense le plus important, les coûts de la main-d'œuvre ne sont pas négligeables

- **Les salaires hebdomadaires moyens dans le secteur de la transformation des aliments ont toujours été inférieurs à ceux offerts dans l'ensemble du secteur manufacturier. Les coûts de la main-d'œuvre dans l'industrie des boissons accusent un retard sur ceux de l'ensemble du secteur depuis 2004.**

  Le salaire hebdomadaire moyen dans l'industrie de la transformation des aliments a grimpé de 539 $ à 764 $ entre 1991 et 2008. Il a affiché une tendance comparable à celle constatée dans l'ensemble du secteur manufacturier.

Graphique C3.16
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie des aliments et des boissons et dans le secteur manufacturier en général
1991-2008

Source : Statistique Canada, tabulation spéciale.

- **Le degré de scolarisation des travailleurs du secteur de la transformation des aliments et des boissons a évolué avec le temps.**

  Au début des années 1990, la majorité de ces travailleurs avaient suivi des études postsecondaires ou de niveau inférieur. Cependant, de 1991 à 2008, les travailleurs détenant un diplôme d'études postsecondaires ou supérieures en sont venus à représenter presque la moitié des employés de cette industrie en 2008.

  De plus, les caractéristiques liées au sexe diffèrent de celles observées dans l'ensemble du secteur manufacturier. Au fil des ans, le secteur de la transformation des aliments et des boissons a employé autant d'hommes que de femmes, alors que les hommes composent le gros de la main-d'œuvre dans l'ensemble du secteur manufacturier.

  Les personnes âgées entre 25 et 54 ans constituent le groupe d'âge le plus nombreux dans le secteur des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier.

Graphique C3.17
Composition de la main-d'œuvre dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par niveau de scolarité
1991-2008

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tabulation spéciale.

Les dépenses en immobilisations s'avèrent importantes et aident le secteur de la transformation des aliments et des boissons à améliorer son efficacité, sa productivité et à abaisser ses coûts

- **Les dépenses en immobilisations dans le secteur de la transformation des aliments ont augmenté en moyenne de 0,3 % par année entre 1988 et 2008.**

  L'investissement dans la construction de nouveaux bâtiments et dans l'acquisition de machines et d'équipement représente environ les trois quarts des investissements totaux, l'autre quart étant consacré à la réparation des machines et des bâtiments existants.

  Dans l'ensemble, de 1988 à 2008, la part des investissements destinés à la construction de nouvelles installations, aux machineries et à l'équipement neuf a diminué, mais les dépenses en réparations ont augmenté. Le ralentissement de la croissance du stock de capital dans les bâtiments, la machinerie et l'équipement témoigne de cette situation.

Graphique C3.18
Investissements en capital pour le secteur canadien de la transformation des aliments
1961-2008

Source : Statistique Canada

- **La croissance du stock total de capital productif dans le secteur de la transformation des aliments a ralenti au cours de la dernière décennie, atteignant seulement 0,2 % par année entre 1988 et 2008.**

  Durant cette période, le stock de machineries et d'équipement a augmenté de 2,2 % par année, mais le stock de bâtiments a diminué de 0,9 %.

  Ces données illustrent un changement important dans la composition du capital, avec une hausse des investissements dans la machinerie et l'équipement en raison d'une appréciation du taux de change depuis 2003, ce qui a entraîné la baisse du coût des biens importés.

Graphique C3.19
Stock de capital pour le secteur canadien de la transformation des aliments
1961-2008

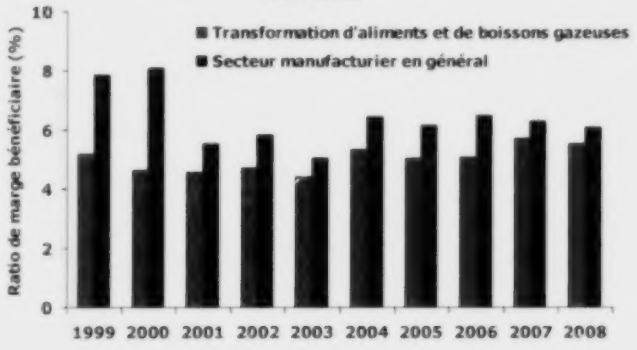
Source : Statistique Canada

Les marges bénéficiaires ont légèrement diminué dans le secteur de la transformation des aliments en 2008

- **Les marges bénéficiaires dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons gazeuses ont toujours été inférieures à celles observées dans l'ensemble du secteur manufacturier, mais l'écart s'est légèrement rétréci en 2008.**

  Ces marges bénéficiaires s'expliquent par la combinaison de deux facteurs : la hausse des prix des matières brutes et la baisse des revenus en 2008. Certaines entreprises ont procédé à une restructuration pour se concentrer sur les activités à valeur ajoutée, alors que d'autres se sont regroupées pour réduire leurs coûts et demeurer concurrentielles.

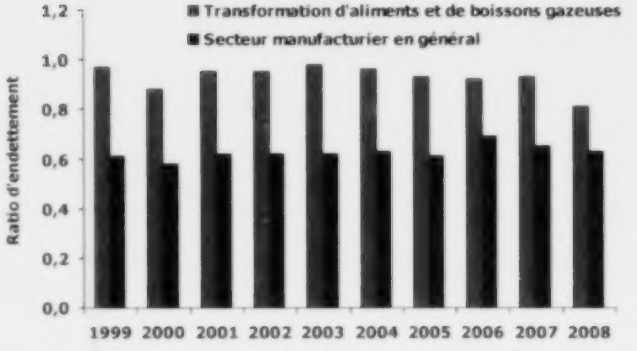
Graphique C3.20
Ratio de marge bénéficiaire* dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général
1999-2008



Source : Statistique Canada
Nota : *Voir le glossaire pour obtenir une définition du ratio de la marge bénéficiaire.

- **Le ratio d'endettement des sociétés de l'industrie alimentaire et du secteur des boissons gazeuses a diminué en 2008, mais il demeure plus élevé que pour l'ensemble du secteur manufacturier en général.** La baisse des ratios témoigne d'une réduction du coût des emprunts contractés pour financer les immobilisations.

Graphique C3.21
Ratio d'endettement* dans l'industrie alimentaire et le secteur manufacturier en général
1999-2008



Source : Statistique Canada
Nota : *Voir le glossaire pour obtenir une définition du ratio d'endettement.

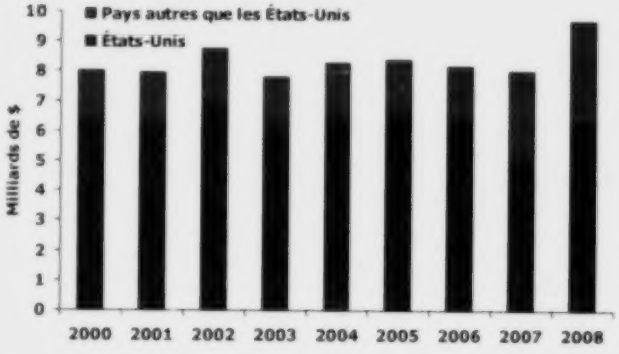
La source des investissements directs à l'étranger (IDE) diffère au sein du secteur de la transformation des aliments et des boissons

- **Le secteur canadien de la transformation des aliments est très lié à celui des États-Unis.**

  La plupart des IDE dans le secteur canadien de la transformation des aliments proviennent des États-Unis.

  Les États-Unis étaient à l'origine de 65 % de tous les IDE dans le secteur de la transformation des aliments au Canada en 2008.

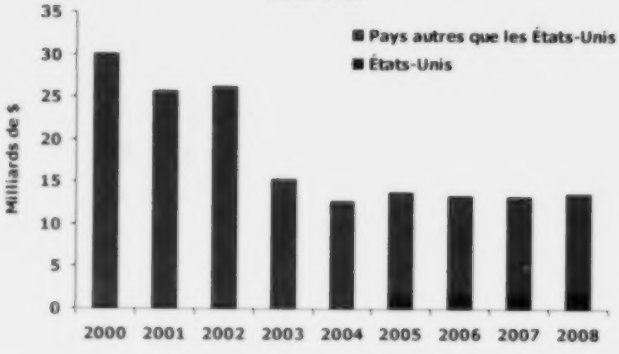
Graphique C3.22
Stock d'IDE dans le secteur de la transformation des aliments au Canada, par pays d'origine
2000-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Par ailleurs, les IDE dans le secteur canadien de la transformation des boissons proviennent principalement de l'extérieur de l'Amérique du Nord.**

Graphique C3.23
Stock d'IDE dans le secteur de la transformation des boissons au Canada, par pays d'origine
2000-2008



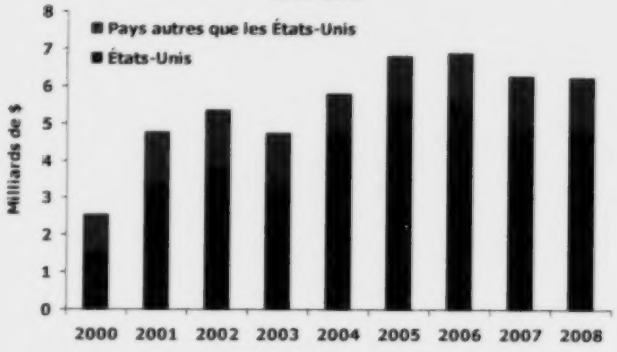
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Les données pour la dernière année sont des estimations et sont susceptibles d'être révisées par Statistique Canada.

Les entreprises canadiennes de transformation des aliments et des boissons investissent également à l'étranger

- **Les entreprises canadiennes investissent également dans les entreprises de transformation des aliments d'autres pays.**

  Plus de 77 % des IDE des entreprises canadiennes dans le secteur de la transformation des aliments visaient les États-Unis en 2008.

Graphique C3.24
Investissements à l'étranger accumulés dans le secteur de la transformation des aliments, par pays de destination 2000-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Les données pour la dernière année sont des estimations et sont susceptibles d'être révisées par Statistique Canada.

SECTION C4

Agriculture primaire

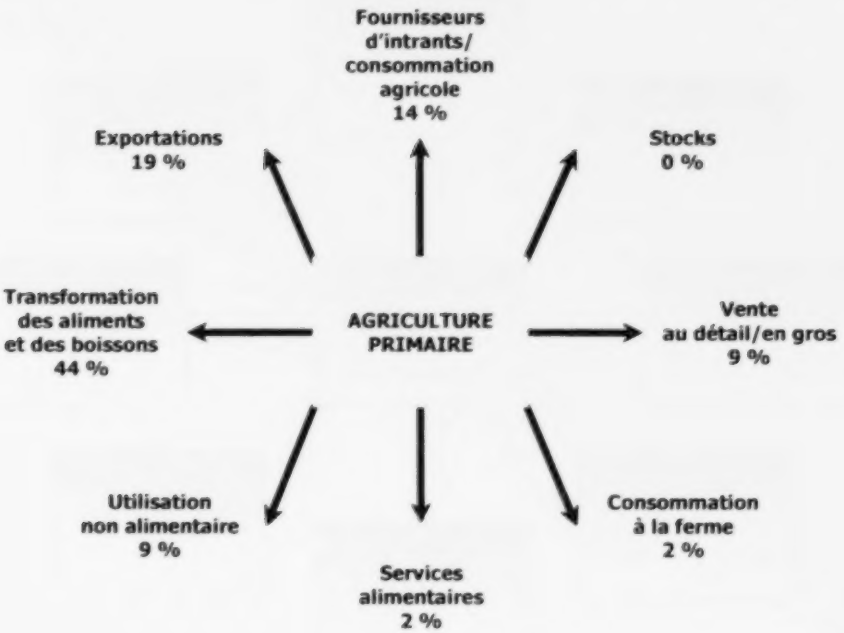
Les agriculteurs constituent le fondement même du secteur agricole et agroalimentaire et ont des liens directs avec d'autres intervenants de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, le développement sur le plan du marché des produits de base et d'autres maillons de la chaîne, notamment les tendances en matière de production et de prix, ont une incidence sur le rendement de l'agriculture primaire. À un niveau désagrégé, les exploitants agricoles sont diversifiés; ils ont différentes stratégies commerciales et des compétences en gestion différentes. Les exploitations agricoles varient également selon la typologie, la taille et le type. Cette diversité explique les différences de rendement entre les exploitations agricoles.

Les agriculteurs ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire

- **Le secteur canadien de la transformation des aliments et des boissons est le plus important marché unique pour les produits agricoles.** Il utilise près de la moitié (44 %) de la valeur des produits agricoles disponibles au Canada.

Les agriculteurs ont de nombreux choix pour la commercialisation de leurs produits. En 2005, 19 % de la production agricole était exportée directement (une portion de cette production est dirigée vers le secteur de la transformation des aliments et des boissons et, par la suite, exportée sous forme de produits alimentaires), 14 % était utilisée comme intrants en agriculture primaire (sous forme d'aliments pour animaux, de semences, etc.), 11 % était destinée à la distribution des aliments (principalement des fruits et légumes frais) et 9 % était destinée à une utilisation non alimentaire (bioproduits).

Graphique C4.1
Répartition de la valeur de la production agricole
2005



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

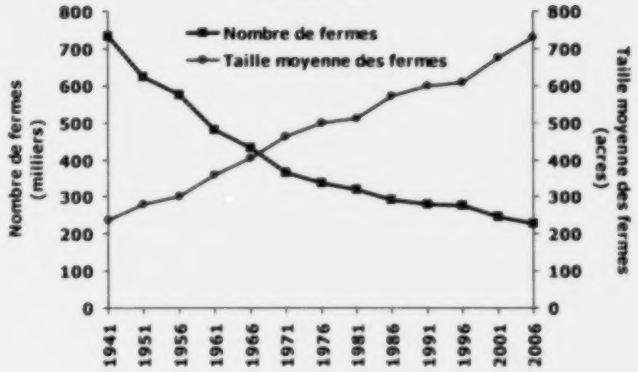
La consolidation se poursuit pour l'agriculture primaire

- **Au Canada, ces 50 dernières années, la taille moyenne de l'exploitation agricole a triplé, mais le nombre d'exploitations agricoles a chuté.**

  En 2006, on dénombrait 229 373 exploitations, soit 7 % de moins qu'en 2001 : entre 1996 et 2001, il y a eu un recul de 11 %.

  Même si le nombre d'exploitations est en baisse, la taille moyenne des exploitations agricoles augmente. Les progrès technologiques et une productivité croissante ont permis d'élargir l'échelle des opérations et consolidation.

Graphique C4.2
Nombre et taille des fermes au Canada
1941-2006

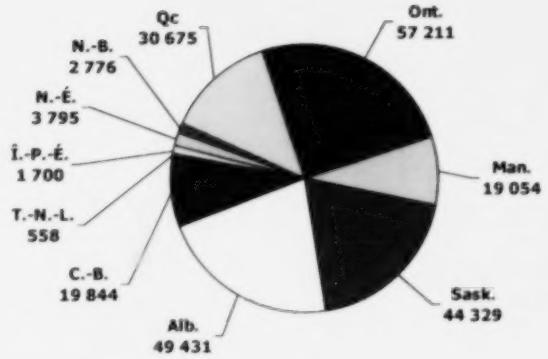


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.

- **Le nombre d'exploitations agricoles a diminué dans toutes les provinces en 2006.**

  L'Ontario et l'Alberta comptaient le plus grand nombre d'exploitations agricoles en 2006, soit 57 211 et 49 431, respectivement. La Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré la plus forte baisse du nombre d'exploitations entre 2001 et 2006 (12 % et 13 %, respectivement). De son côté, la Colombie-Britannique a enregistré le recul le plus faible (2 %).

Graphique C4.3
Répartition des fermes par province
2006



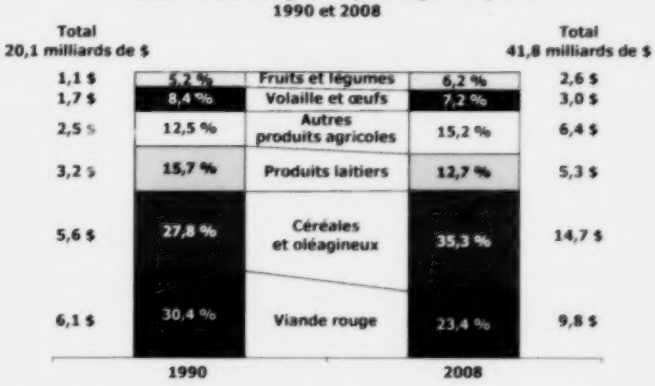
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006.

Le Canada produit un ensemble diversifié de produits de base qui évolue et varie selon la province

- **L'éventail des produits agricoles varie à mesure que les agriculteurs diversifient leur production.**

  En 2008, les recettes monétaires agricoles s'élevaient à 41,8 milliards de dollars, en hausse par rapport aux 20,1 milliards enregistrés en 1990. Depuis 1990, l'apport des fruits et légumes, des céréales et oléagineux et des autres produits agricoles a augmenté comparativement à celui d'une combinaison traditionnelle de produits, tels que les produits laitiers et la viande rouge.

Graphique C4.4
Recettes monétaires agricoles par catégorie de produit
1990 et 2008



Source : Statistique Canada.

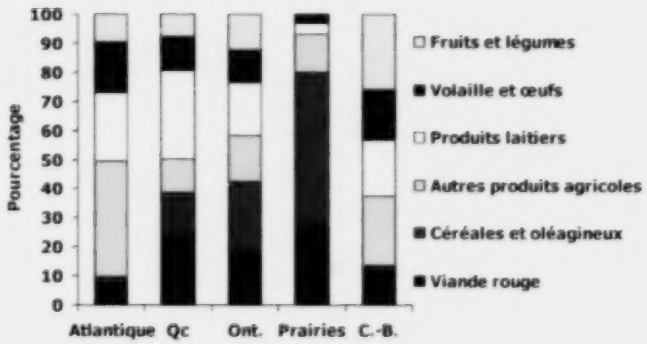
- **La combinaison de produits varie selon la province.**

  Dans les Prairies, la viande rouge et les céréales et oléagineux ont généré la plus importante part des recettes monétaires agricoles. En Colombie-Britannique, la plus forte contribution était attribuable aux fruits et légumes et aux autres produits agricoles.

  Au Québec et en Ontario, les produits laitiers, la viande rouge, ainsi que les céréales et oléagineux ont généré la majorité des recettes monétaires agricoles.

  Dans les provinces de l'Atlantique, les autres produits agricoles, notamment les pommes de terre et les cultures spéciales, ont généré 40 % des recettes monétaires agricoles en 2008.

Graphique C4.5
Recettes monétaires agricoles régionaux
par catégorie de produit
2008



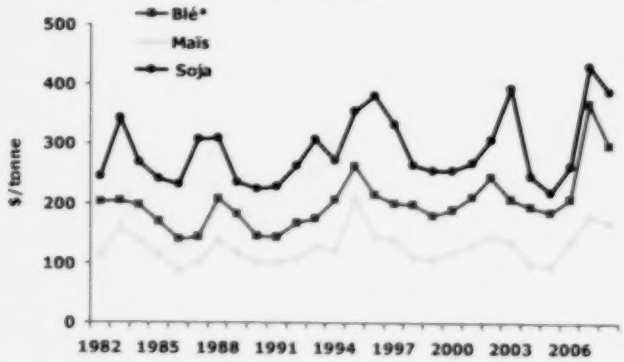
Source : Statistique Canada.

En 2008, les prix des produits de base ont atteint un nouveau plateau, ce qui a influencé les secteurs des cultures et du bétail

- **Au Canada, durant la campagne agricole 2007-2008, les prix du blé, du maïs et du soja ont augmenté de 77 %, de 30 % et de 43 %, respectivement, par rapport à ceux de l'année précédente. Ces hausses découlent du raffermissement de la demande, de la diminution des stocks et d'un ralentissement de production sur la scène internationale. En 2008-2009, les prix des céréales et des oléagineux devraient baisser, mais ils demeureront supérieurs aux moyennes historiques.**

La récente récession économique mondiale et la forte hausse des productions végétales mondiales due aux prix sans précédent de l'année dernière et à des conditions météorologiques favorables ont fait dégringoler les prix mondiaux en 2008-2009. La dépréciation du dollar canadien n'a pas entièrement compensé ce recul, de sorte que les prix de la plupart des produits de base au Canada devraient aussi chuter fortement en 2008-2009.

Graphique C4.6
Prix du maïs, du blé et du soja au Canada
1982-2008

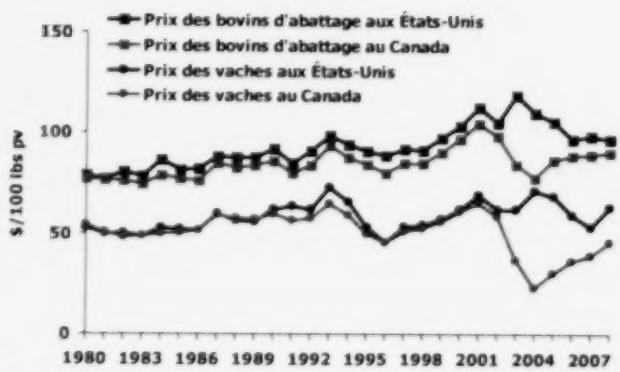


Source : Commission canadienne du blé et University of Guelph, Ridgetown College.
Nota : *Blé roux de printemps de l'Ouest canadien.

- **Les prix des bovins suivent des cycles de huit à dix ans. Entre 1980 et 2002, les écarts entre les prix au Canada et aux États-Unis étaient minimes. L'interdiction de vendre des animaux sur le marché américain à la suite du crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en 2003 a exercé une forte pression à la baisse sur les prix au Canada.**

La reprise des échanges en 2005 pour les bovins âgés de moins de 30 mois, puis en 2008, pour les animaux âgés de plus de 30 mois, devrait ramener le rapport historique entre les prix. Toutefois, l'application des exigences concernant la mention du pays d'origine sur l'étiquette des produits en 2008 pourrait entraîner de nouveaux écarts de prix entre les deux pays à l'avenir.

Graphique C4.7
Cycle des prix des bovins
1980-2008



Source : USDA ERS, Canfax et calculs d'AAC.

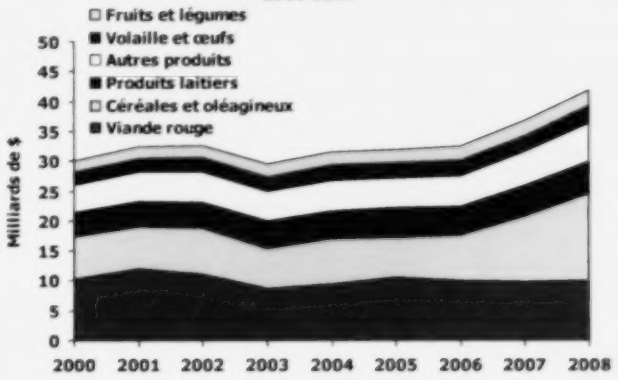
En 2008, les recettes monétaires agricoles ont augmenté en raison de la hausse des prix et de l'évolution des marchés des produits de base

- **En 2008, les recettes monétaires agricoles qui s'élevaient à presque 42 milliards de dollars dépassaient de 29 % la moyenne des cinq années précédentes.**

  Les recettes tirées des ventes de céréales et oléagineux ont augmenté considérablement en 2008, à la faveur d'une forte demande qui a fait bondir les prix. En raison d'une récolte sans précédent et de bonne qualité, on se rappellera 2008 comme étant une année de ventes records de céréales.

  Le secteur du bétail et du veau s'est graduellement remis des conséquences de la crise de l'ESB en 2003. Les recettes monétaires sont soutenues depuis 2005 et ont grimpé de 2 % en 2008. Ce progrès est en partie attribuable à l'essor des ventes qui a suivi l'ouverture complète des marchés américains. Les recettes provenant des ventes des porcs ont chuté en 2008 pour une quatrième année consécutive. Elles se situaient à 12 % sous la moyenne quinquennale, en raison des faibles prix du porc.

Graphique C4.8
Recettes monétaires agricoles par produit
2000-2008

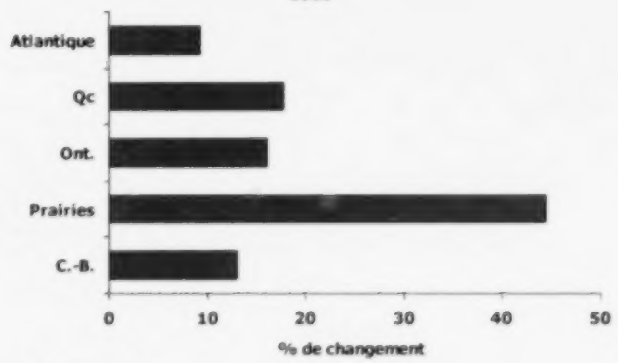


Source : Statistique Canada

- **À l'échelle régionale, les Prairies ont connu une hausse rapide des recettes monétaires agricoles en raison de la montée des prix des céréales et oléagineux.**

  En 2008, on a observé dans la plupart des autres provinces une croissance modérée des recettes monétaires agricoles par rapport à la moyenne quinquennale.

Graphique C4.9
Recettes monétaires agricoles par région par rapport à la moyenne quinquennale
2008



Source : Statistique Canada

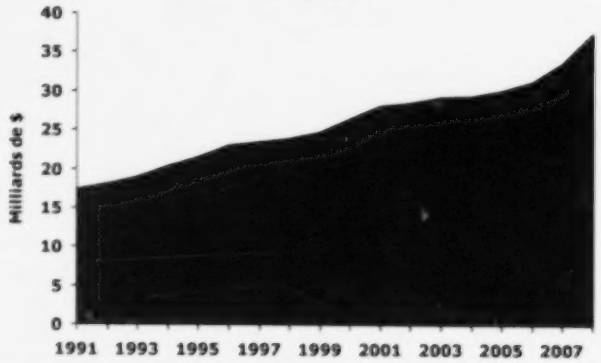
Durant la même période, les dépenses d'exploitation des fermes ont aussi augmenté, bien que moins rapidement que les recettes

- **En 2008, les producteurs ont vu leurs coûts d'exploitation, avant amortissement, gonfler de 11 % pour s'établir à 37,5 milliards de dollars, soit le taux de croissance annuel le plus élevé depuis 1981. Plus de la moitié de cette hausse est due à l'escalade des prix des engrais et du carburant en 2008.**

  De plus, la montée des prix des céréales a fait grimper de 15 % les coûts en aliments pour animaux pour les éleveurs.

  Les dépenses ont grimpé dans toutes les provinces, mais ce sont les Prairies qui ont été les plus touchées par cette hausse.

Graphique C4.10
Dépenses d'exploitation agricole
1991-2008

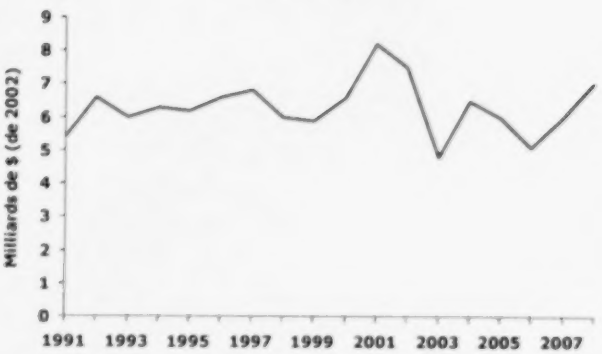


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Par conséquent, en 2008, le revenu monétaire net agrégé en agriculture au Canada s'est hissé au-dessus de la moyenne quinquennale précédente de 6 milliards de dollars. À plus long terme, la tendance à la baisse du revenu monétaire net réel découle du recul des coûts de production dans un secteur agricole de plus en plus efficace.**

  Le revenu monétaire net agrégé camoufle les écarts de rendement entre les exploitations de divers secteurs et de différentes tailles. La hausse du revenu monétaire net en 2007 et en 2008 est due à la vigueur du secteur des céréales et des oléagineux, qui masque les difficultés des éleveurs de bovins et de porcs. De même, la montée du revenu agrégé cache le fait que les grosses exploitations agricoles tendent à être plus rentables que les petites dans le même secteur d'activité.

Graphique C4.11
Revenu monétaire net agrégé réel
1991-2008



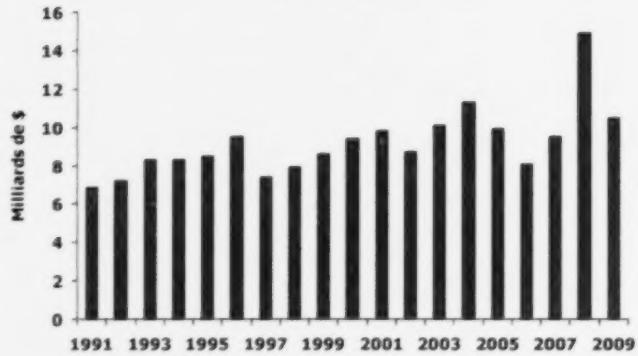
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur ajoutée en agriculture a augmenté en 2008 en raison de la hausse des revenus des producteurs

- **La valeur ajoutée nette permet de mesurer la valeur de la production économique dans le secteur agricole canadien.**

La valeur ajoutée nette à l'agriculture a atteint le niveau sans précédent de 14,9 milliards de dollars en 2008, car la montée des prix dans le secteur des cultures a fait contrepoids à la hausse des coûts de production et à la baisse des recettes des producteurs de viande rouge.

Graphique C4.12
Valeur ajoutée nette à l'agriculture
1991-2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les chiffres de 2009 sont des prévisions.

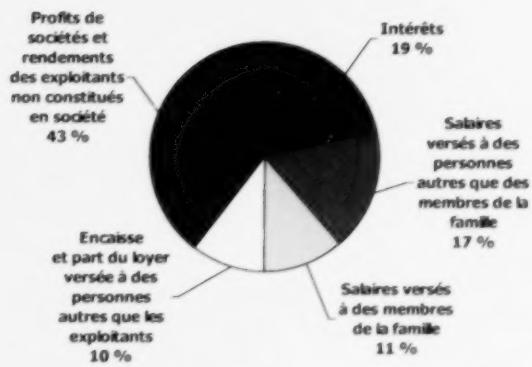
- **La valeur ajoutée nette permet de mesurer le rendement de différents facteurs de production, notamment le loyer versé à des propriétaires non-exploitants, les intérêts versés aux prêteurs et les salaires versés à des personnes autres que des membres de la famille.**

Les intérêts et les salaires ont représenté presque 50 % de la valeur ajoutée nette en 2008.

Les profits des sociétés et le taux de rendement des exploitants agricoles non constitués en sociétés représentaient plus de 40 % de la valeur ajoutée nette en 2008.

Une proportion importante (10 %) de la valeur ajoutée est attribuable aux propriétaires non-exploitants.

Graphique C4.13
Répartition de la valeur ajoutée nette
2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

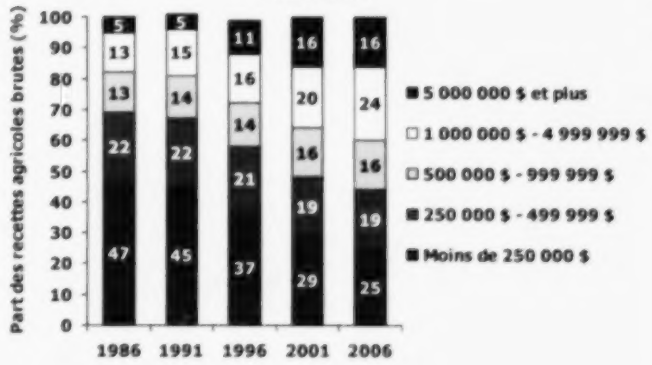
Les grosses exploitations agricoles augmentent en nombre et en importance

- **Les exploitations agricoles dont le chiffre d'affaires est d'au moins 1 million de dollars génèrent maintenant 40 % des recettes agricoles brutes. Elles ont doublé leur part des recettes brutes, de 18 % en 1986 à 40 % en 2006.**

  La plupart de ces exploitations agricoles ont des recettes entre 1 million de dollars et 1,5 million de dollars, et cette catégorie connaît une croissance constante.

  Les exploitations agricoles ayant des recettes de 5 millions de dollars ou plus sont celles qui ont augmenté leur part de recettes brutes le plus rapidement.

Graphique C4.14
Répartition des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes
1986-2006

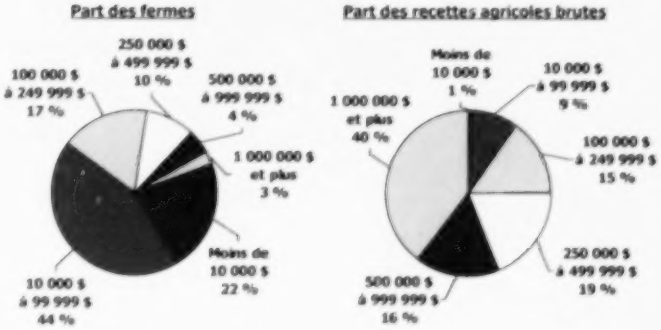


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006.

- **Alors que seulement 17 % des exploitations agricoles recensées sont de grosses fermes (recettes brutes de 250 000 $ et plus), elles encaissent 75 % des recettes agricoles brutes et touchent 59 % des paiements de programmes agricoles.**

  Les petites et moyennes exploitations agricoles (recettes brutes de 10 000 $ à 249 999 $) constituent 61 % de l'ensemble des fermes au Canada, mais n'encaissent que 24 % des recettes agricoles brutes et reçoivent la presque totalité des 41 % restants des paiements de programme.

Graphique C4.15
Part des fermes et des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes
2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006.

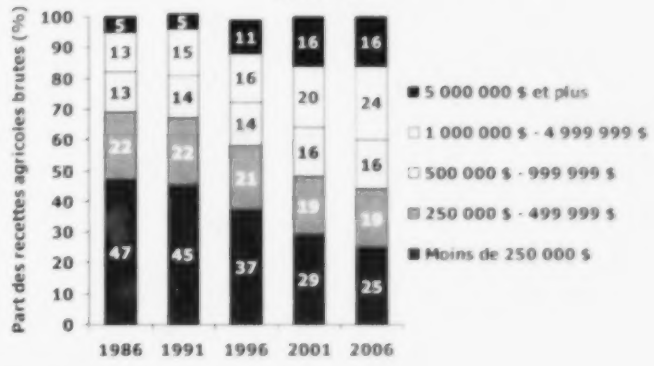
Les grosses exploitations agricoles augmentent en nombre et en importance

- **Les exploitations agricoles dont le chiffre d'affaires est d'au moins 1 million de dollars génèrent maintenant 40 % des recettes agricoles brutes. Elles ont doublé leur part des recettes brutes, de 18 % en 1986 à 40 % en 2006.**

  La plupart de ces exploitations agricoles ont des recettes entre 1 million de dollars et 1,5 million de dollars, et cette catégorie connaît une croissance constante.

  Les exploitations agricoles ayant des recettes de 5 millions de dollars ou plus sont celles qui ont augmenté leur part de recettes brutes le plus rapidement.

Graphique C4.14
Répartition des recettes agricoles brutes
par catégorie de recettes
1986-2006

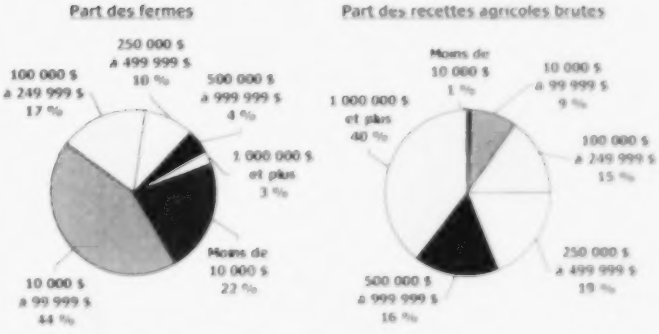


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

- **Alors que seulement 17 % des exploitations agricoles recensées sont de grosses fermes (recettes brutes de 250 000 $ et plus), elles encaissent 75 % des recettes agricoles brutes et touchent 59 % des paiements de programmes agricoles.**

  Les petites et moyennes exploitations agricoles (recettes brutes de 10 000 $ à 249 999 $) constituent 61 % de l'ensemble des fermes au Canada, mais n'encaissent que 24 % des recettes agricoles brutes et reçoivent la presque totalité des 41 % restants des paiements de programme.

Graphique C4.15
Part des fermes et des recettes agricoles brutes
par catégorie de recettes
2006



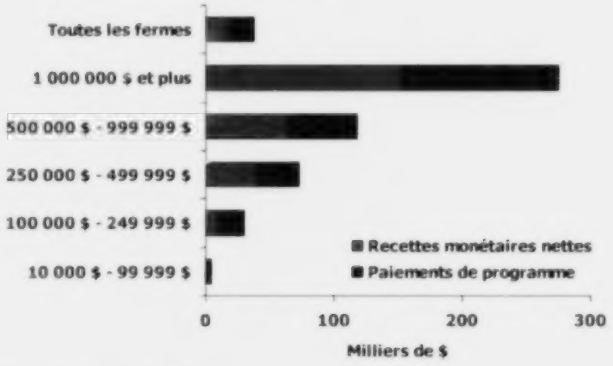
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

Le revenu d'exploitation net moyen varie selon la taille de l'exploitation agricole

- **Le revenu d'exploitation net moyen devrait être de 37 863 $ en 2009.**

  Le revenu d'exploitation net moyen varie de 1 383 $ pour les exploitations ayant un revenu brut de 10 000 $ à 99 999 $ à 274 868 $ pour les exploitations dont le revenu brut s'élève à 1 million de dollars ou plus.

Graphique C4.16
Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes 2009*



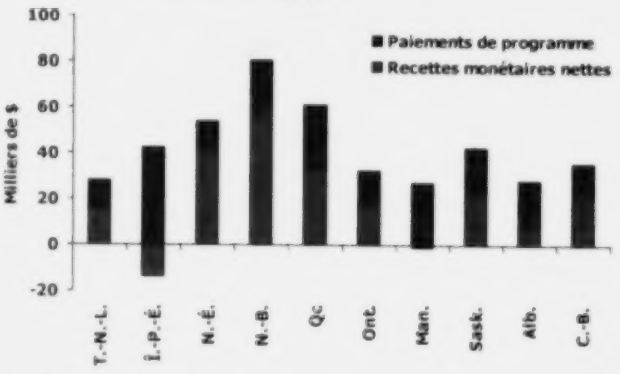
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les chiffres de 2009 sont des prévisions.

Le revenu d'exploitation net moyen fluctue considérablement selon la province et le type d'exploitation agricole

- **Le revenu d'exploitation net moyen varie considérablement selon la province; il débute à 26 259 $ au Manitoba et atteint 80 616 $ au Nouveau-Brunswick.**

  Le Nouveau-Brunswick et le Québec devraient enregistrer le revenu d'exploitation net moyen le plus élevé en raison surtout du raffermissement de l'industrie horticole et des secteurs assujettis à la gestion de l'offre.

Graphique C4.17
Revenu d'exploitation net moyen par province
2009*

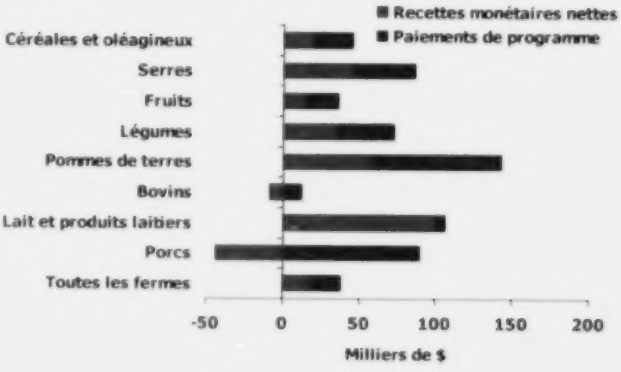


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Nota : *Les chiffres de 2009 sont des prévisions.

- **En moyenne, les producteurs de pommes de terre et les exploitations laitières devraient avoir le revenu d'exploitation net moyen le plus élevé parmi toutes les exploitations agricoles en 2009.**

  En 2009, les prix des céréales et des oléagineux ont chuté par rapport aux niveaux sans précédent qu'ils ont atteints en 2008. Les résultat sont que les producteurs de ces produits de base verront leurs revenus diminuer, mais les éleveurs de bovins et de porcs bénéficieront d'une réduction des coûts des aliments pour animaux.

Graphique C4.18
Revenu d'exploitation net moyen par type de ferme
2009*

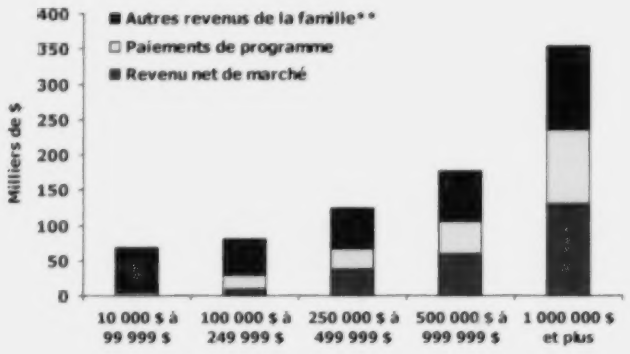


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Nota : *Les chiffres de 2009 sont des prévisions.

Les autres revenus familiaux constituent une part importante du revenu familial agricole, en particulier pour les petites exploitations

- **Dans les petites exploitations, le revenu d'autres sources et les paiements de programme suffisent à compenser les résultats négatifs et la faiblesse des recettes nettes tirées du marché.**

Graphique C4.19
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu 2009*

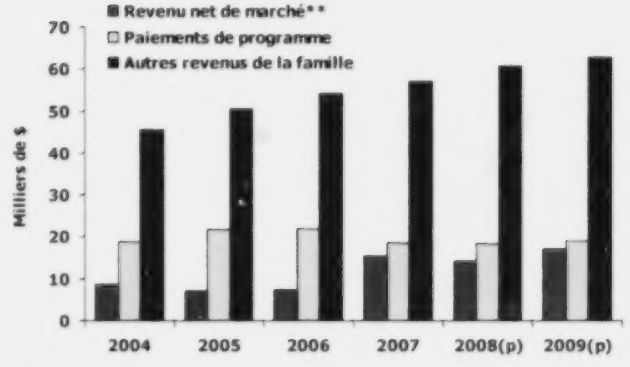


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : * Les chiffres de 2009 sont des prévisions.
Le revenu net tiré du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA).
Les salaires agricoles payés aux membres de la famille sont considérés comme des dépenses d'exploitation de la ferme. Ils peuvent être aussi comptabilisés comme un revenu pour la famille en les incluant dans le revenu tiré des salaires sous « Autres revenus de la famille ».
Les primes de programme sont considérées comme des dépenses d'exploitation de la ferme et ne sont pas déduites des paiements de programme.
** Les autres revenus familiaux sont fondés sur les données de l'Enquête financière sur les fermes et sont des moyennes obtenues pour l'ensemble des fermes.

- **Bien que le pourcentage du revenu familial tiré de l'exploitation ait été relativement constant au fil du temps, la composition de ce revenu a évolué.** De 2004 à 2009, le revenu familial provenait davantage du marché et moins des paiements de programme.

Graphique C4.20
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu 2004-2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

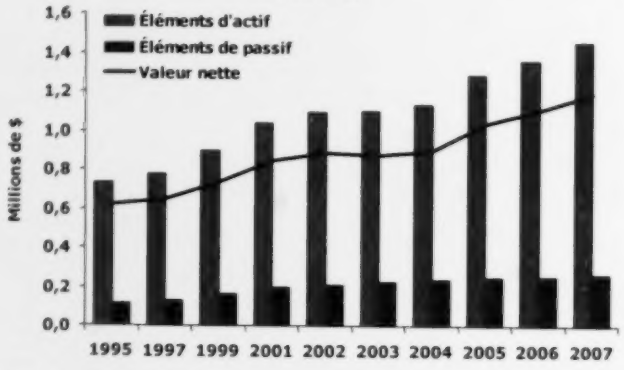
Nota : * Les chiffres de 2008 et 2009 sont des prévisions.
Le revenu net tiré du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA).
Les salaires agricoles payés aux membres de la famille sont considérés comme des dépenses d'exploitation de la ferme. Ils peuvent être aussi comptabilisés comme un revenu pour la famille en les incluant dans le revenu tiré des salaires sous « Autres revenus de la famille ».
Les primes de programme sont considérées comme des dépenses d'exploitation de la ferme et ne sont pas déduites des paiements de programme.
** Les autres revenus familiaux sont fondés sur les données de l'Enquête financière sur les fermes et sont des moyennes obtenues pour l'ensemble des fermes.

La situation financière des exploitations agricoles tient compte des revenus et des mesures de la valeur nette, qui ont augmenté au fil des ans et varient d'une province à l'autre

- **La valeur nette moyenne peut servir à mesurer la situation financière nette des exploitations agricoles.**

  Au Canada, la valeur nette moyenne des exploitations agricoles a continué d'augmenter au cours des dernières années après une légère baisse en 2003. En 2007, la valeur nette moyenne était de 1 189 893 $, soit une hausse de 8 % par rapport à 2006.

Graphique C4.21
Valeur nette moyenne totale par type de ferme
1995-2007

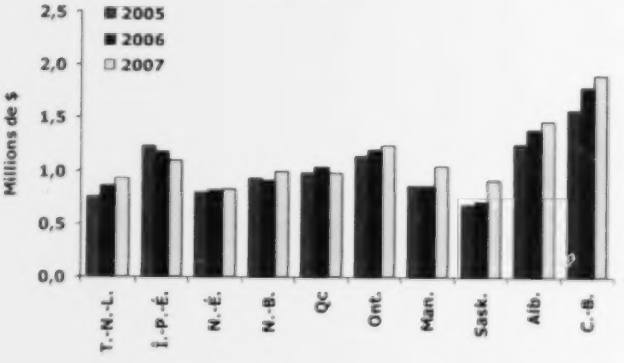


Source : Enquête financière sur les fermes de Statistique Canada, années diverses, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes déclarant un revenu brut de 10 000 $ et plus.

- **La valeur nette moyenne des fermes a augmenté dans presque toutes les provinces en 2007 comparativement à 2006, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec, où elle a légèrement diminué.**

  La valeur nette moyenne des fermes a augmenté plus rapidement en Saskatchewan et au Manitoba que dans les autres provinces, notamment en raison de la hausse de la valeur des terres dans l'Ouest canadien à la suite de la montée des prix des céréales et oléagineux.

Graphique C4.22
Valeur nette moyenne totale des fermes par province
2005-2007



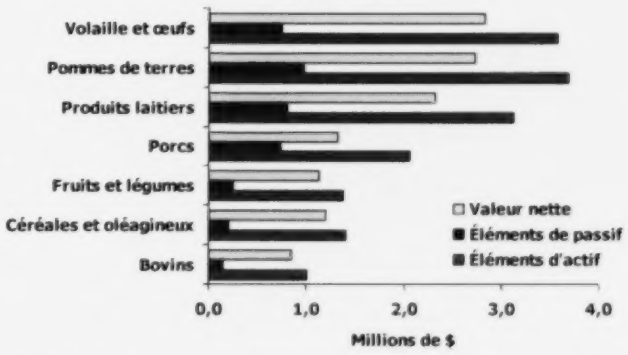
Source : Enquête financière sur les fermes de Statistique Canada, années diverses, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes déclarant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

La valeur nette d'une exploitation agricole varie aussi selon le type de ferme

- **Les aviculteurs et les producteurs d'œufs, les producteurs de pommes de terre, les producteurs laitiers et les éleveurs de porcs ont déclaré la valeur nette la plus élevée en 2007, à savoir de 1,3 million de dollars à 2,8 millions de dollars.**

  La moyenne canadienne pour l'ensemble des exploitations agricoles était de 1,2 million de dollars en 2007. En moyenne, les élevages de bovins avaient le moins d'éléments d'actif, de passif, et de la valeur nette la moins élevée.

Graphique C4.23
Éléments d'actif et de passif et valeur nette en moyenne par type de ferme
2007

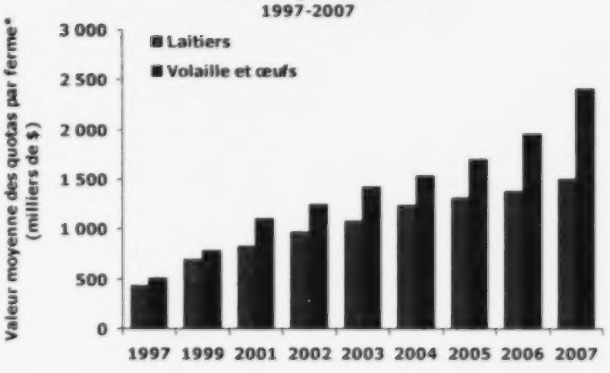


Source : Enquête financière sur les fermes de Statistique Canada, années diverses, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes déclarant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur des quotas dans le cas des industries soumises à la gestion de l'offre a augmenté considérablement ces dernières années.**

  En 2007, une ferme laitière moyenne détenait un quota valant 1,5 million de dollars, et un aviculteur moyen, un quota d'environ 1,9 million de dollars, soit 47 % et 52 % de l'actif agricole total, respectivement. Cette tendance est attribuable à l'augmentation de la valeur des quotas par animal et de l'augmentation du nombre d'animaux par exploitation.

Graphique C4.24
Valeur moyenne des quotas des fermes soumises à la gestion de l'offre
1997-2007



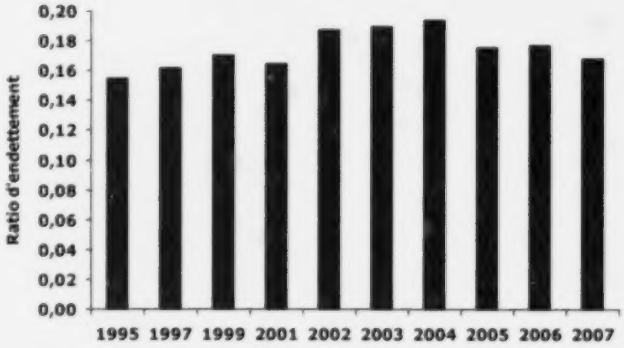
Source : Enquête financière sur les fermes de Statistique Canada, années diverses, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes déclarant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

La situation financière d'une exploitation agricole est déterminée par les niveaux de liquidités et le ratio d'endettement

- **Le ratio d'endettement permet de mesurer le risque financier auquel sont exposées les exploitations agricoles en déterminant dans quelle mesure les éléments d'actif de l'exploitation agricole ont été financés par emprunts.**

  En général, le ratio d'endettement moyen de l'ensemble des exploitations agricoles diminue depuis 2005, ce qui révèle une amélioration de la situation financière des agriculteurs.

Graphique C4.25
Ratios d'endettement* de l'ensemble des fermes
1995-2007



Source : Enquête financière sur les fermes de Statistique Canada, années diverses, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes déclarant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.
*Moyenne par ferme.

- **La situation financière des exploitations agricoles est déterminée par les niveaux de liquidités et de capitaux propres.**

  La vaste majorité des exploitations agricoles qui enregistrent des revenus de 250 000 $ et plus étaient dans une bonne situation financière à la fin de 2007.

  Toutefois, presque 11 % des exploitations agricoles subissaient une situation financière importante, alors que 9 % subissaient une situation financière moyenne.

Graphique C4.26
Situation financière de l'ensemble des fermes déclarant des revenus de 250 000 $ et plus
2007

CATÉGORIE DE LIQUIDITÉS	CATÉGORIES DE CAPITAUX PROPRE EN POURCENTAGE			
	Moins de 50 %	50 % à 75 %	Plus de 75 %	Toutes les catégories
Moins de 0 $	4,7 %	6,1 %	6,0 %	16,8 %
0 $ à 20 000 $	1,0 %	1,9 %	3,5 %	6,4 %
20 000 $ et plus	7,8 %	19,9 %	49,2 %	76,9 %
Toutes les catégories	13,5 %	27,9 %	58,6 %	100,0 %

Situation financière serrée.
Situation financière moyenne.
Situation financière solide.

Source : Enquête financière sur les fermes de Statistique Canada 2008 et calculs d'AAC.

Les taux de rendement en agriculture varient également selon le type d'exploitation agricole

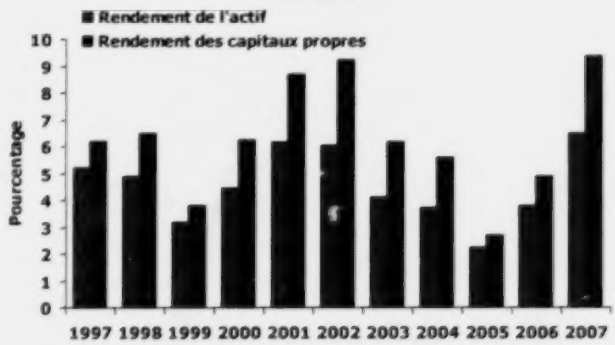
- **Au Canada, le secteur des céréales et oléagineux a connu de grandes fluctuations du rendement des capitaux propres et de l'actif entre 1997 et 2007.**

  Le rendement des capitaux propres était en moyenne de 6,3 % sur une période de 11 ans, comparativement à 6,7 % pour l'ensemble des exploitations agricoles au Canada.

  Le rendement de l'actif était en moyenne de 4,6 % sur une période de 11 ans, comparativement à 4,9 % pour l'ensemble des exploitations agricoles au Canada.

  Les producteurs de céréales et d'oléagineux ont affiché les taux de rendement les plus élevés en 2007.

Graphique C4.27
Taux de rendement des exploitations de céréales et d'oléagineux
1997-2007



Source : Statistique Canada, Base de données administratives sur les déclarants, années diverses.

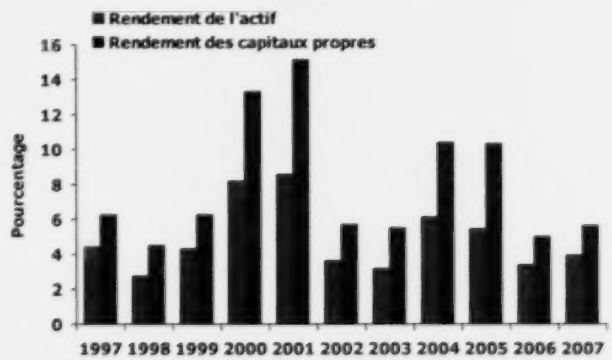
- **Les élevages de porcs ont également connu d'importantes fluctuations de leur rendement.**

  En 2007, le taux de rendement des exploitations porcines constituées en sociétés a légèrement augmenté par rapport à 2006.

  Le rendement des capitaux propres dans cette industrie était en moyenne de 8,0 % sur une période de 11 ans comparativement à 6,7 % pour l'ensemble des exploitations agricoles au Canada.

  Le rendement de l'actif dans le secteur porcin était en moyenne de 4,9 % sur une période de 11 ans, soit un taux comparable à celui de l'ensemble des exploitations agricoles canadiennes.

Graphique C4.28
Taux de rendement des fermes porcines
1997-2007



Source : Statistique Canada, Base de données administratives sur les déclarants, années diverses.

SECTION C5

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

Les fournisseurs d'intrants et de services, qu'il s'agisse d'entreprises multinationales, de courtiers ou de petites entreprises locales, jouent un rôle majeur dans le système agricole et agroalimentaire canadien. Les prix du carburant plus élevés et la demande accrue ont contribué à la hausse des prix des intrants à l'échelle mondiale et ont eu des répercussions majeures sur les dépenses d'exploitation. Pour réduire ces dépenses, bon nombre de producteurs achètent leurs intrants par l'intermédiaire de coopératives, achètent leurs intrants pendant les périodes d'inactivité ou adoptent des pratiques écoénergétiques.

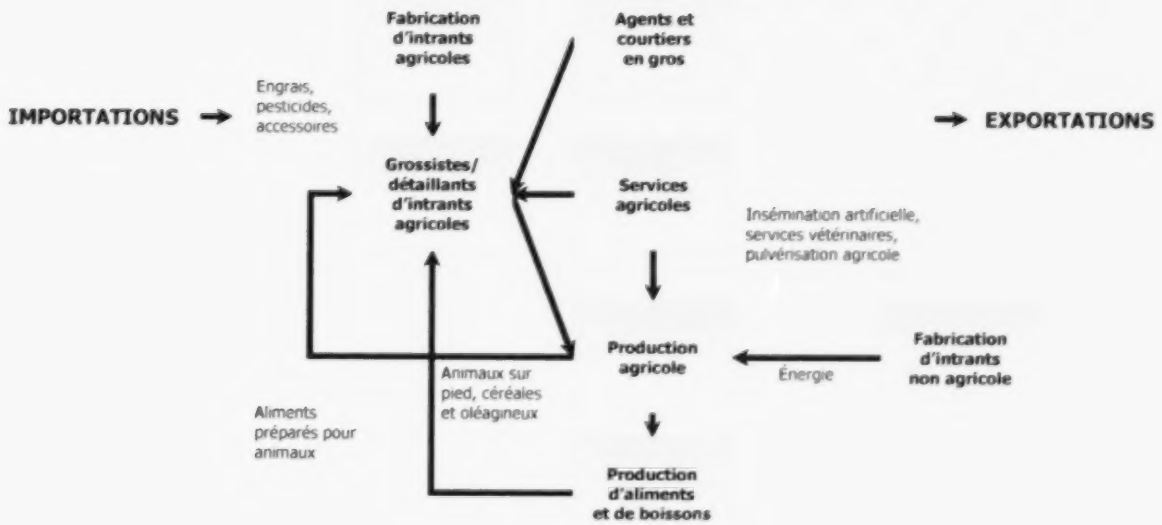
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète dans le système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services et les détaillants et grossistes.**

Ils approvisionnent et soutiennent le secteur de l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments pour animaux achetés auprès de minoteries de céréales et d'oléagineux ou veaux d'engraissement achetés auprès d'exploitations de vache-veau).

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles constituent un groupe hétérogène formé notamment d'entreprises multinationales qui fabriquent des machineries et des instruments agricoles, de petites entreprises locales qui vendent des aliments pour animaux et des pesticides, de courtiers internationaux en marchandises et de petits fournisseurs locaux qui effectuent des travaux sur commande.

Graphique C5.1
Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



Source : AAC.

À l'échelle mondiale, les prix des intrants ont augmenté régulièrement, ce qui a exercé des pressions à la hausse sur les dépenses d'exploitation

- **En 2008, les dépenses nettes d'exploitation et les frais d'amortissement s'élevaient à 42,7 milliards de dollars.**

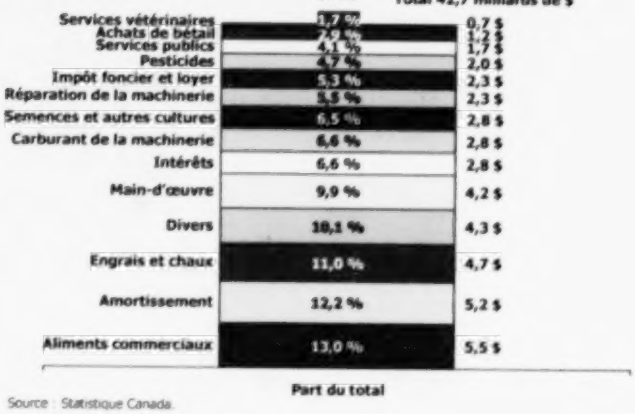
Les agriculteurs ont consacré 37,5 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remboursements.

Ils ont également engagé des frais d'amortissement de 5,2 milliards de dollars.

Les aliments commerciaux pour animaux sont la principale dépense des agriculteurs (5,5 milliards de dollars en 2008), suivie des frais d'amortissement (5,2 milliards), suivie des engrais et des frais divers (4,7 milliards et 4,3 milliards respectivement).

Les coûts plus élevés des aliments pour animaux ont eu un impact négatif sur des revenus des éleveurs de bétail en 2008.

Graphique C5.2
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement
2008



Source : Statistique Canada.

- **Au Canada, les prix des intrants utilisés en agriculture primaire ont grimpé beaucoup plus rapidement que ceux des extrants depuis le début des années 80.**

Les prix des intrants agricoles, comme les engrais et le carburant, ont suivi l'augmentation des prix du pétrole brut et des produits de base. De leur côté, les prix des produits agricoles n'ont que modérément augmenté depuis 1981.

Graphique C5.3
Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles
1971-2007

Source : Statistique Canada.

En 2008, la hausse des prix de l'énergie a fait grimper les coûts des engrais et du carburant pour les machineries

- **Le prix du carburant contribue de façon particulièrement importante à la hausse des coûts de production.**

  Les dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie ont augmenté considérablement depuis 2004 à cause de la hausse des prix de l'énergie à l'échelle mondiale. Elles correspondaient à 7 % des dépenses d'exploitation en 2008.

Graphique C5.4
Dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie
1990-2008

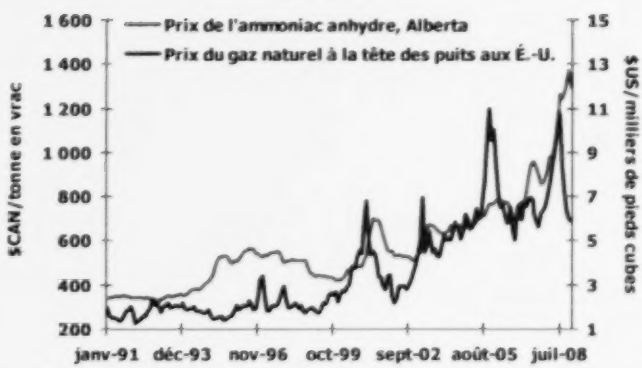
Source : Statistique Canada.

- **Même si d'autres facteurs ont grandement influé sur les prix des engrais ces dernières années, ce poste de dépenses est en grande partie déterminé par la demande, l'offre et les coûts de production.**

  Les prix des engrais azotés suivent en général ceux du gaz naturel, de sorte que toute hausse de ces derniers fait directement monter les premiers.

  Toutefois, en 2008, les prix des engrais ont considérablement progressé suite à une demande accrue des producteurs encouragés par la montée des prix de leurs cultures et des contraintes d'approvisionnement.

Graphique C5.5
Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel
1991-2008



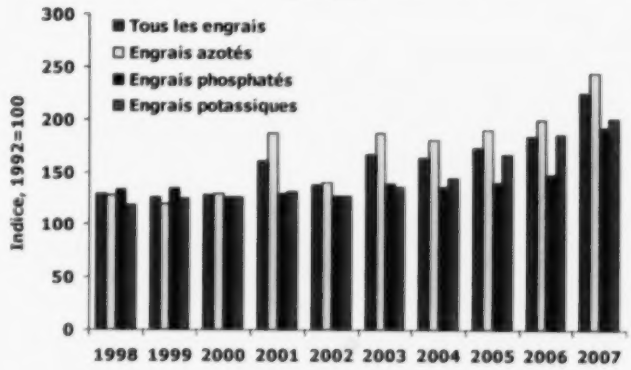
Source : Agricultural Input Monitoring System (AIMS) de l'Alberta et Energy Information Administration des États-Unis.

Au cours de la dernière décennie, les prix des engrais ont constamment grimpé

- **De 1998 à 2007, l'indice des prix des intrants agricoles pour l'ensemble des engrais a bondi de 75 %.**

Les prix des engrais azotés ont affiché la hausse la plus forte (90 %) tandis que les prix des engrais à base de potassium et de phosphate sont montés de 70 % et de 44 %, respectivement.

Graphique C5.6
Indice des prix des intrants agricoles (IPIA) pour les engrais
1998-2007



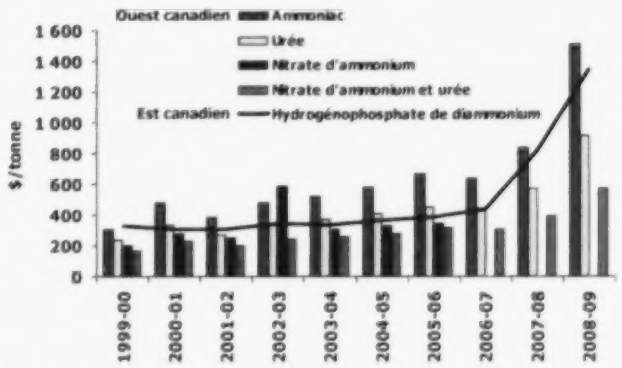
Source : Statistique Canada.

L'Ouest canadien domine au chapitre de la production des engrais et de la formation des prix sur le marché

- **Depuis 2006, les prix des engrais à base d'ammoniac, d'urée et de nitrate d'ammonium et d'urée ont bondi, tout particulièrement dans l'Ouest canadien, entre la fin des campagnes agricoles 2006-2007 et 2008-2009.**

  Au fil du temps, les prix de l'ammoniac et de l'urée ont doublé et ceux du nitrate d'ammonium ont augmenté de presque 90 %. Dans l'Est canadien, les prix de l'hydrogénophosphate de diammonium ont triplé pendant la même période.

Graphique C5.7
Prix des engrais par région
1999-2009

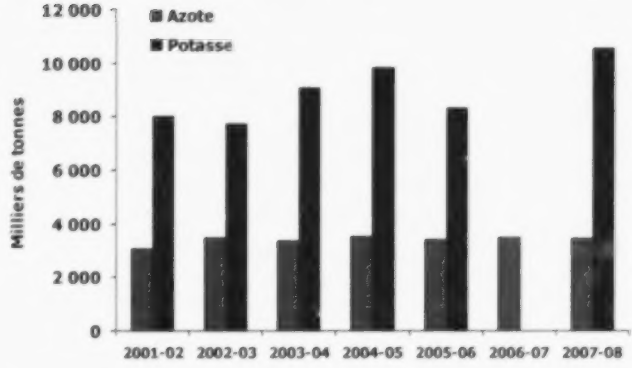


Source : The Thomsen Corporation, Statistique Canada, l'Institut canadien des engrais et le Centre international de développement des engrais.

- **L'Ouest canadien produit la plus grande partie des engrais. La potasse et l'azote constituent les deux principaux fertilisants produits dans cette région.**

  De 2001 à 2008, la production de potasse a grimpé de 32 % et celle d'azote, de 13 %. Dans l'Est canadien, on produit aussi de l'azote et de la potasse. Cependant, les quantités produites actuellement, soit 346 000 tonnes d'azote et 267 000 tonnes de potasse, sont inférieures de 10 et de 39 fois, respectivement, aux volumes fabriqués dans l'Ouest.

Graphique C5.8
Production d'engrais dans l'Ouest canadien
2001-2009



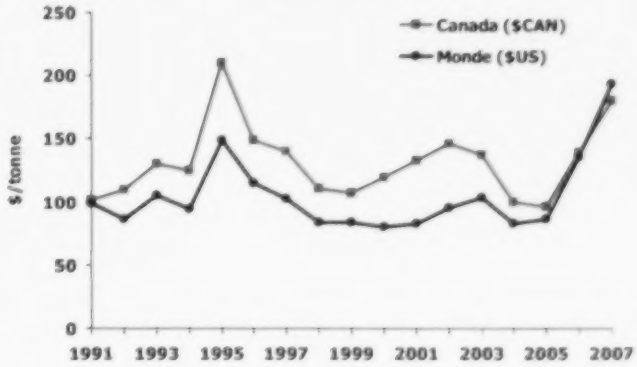
Source : The Thomsen Corporation, Statistique Canada, l'Institut canadien des engrais et le Centre international de développement des engrais.

En 2008, les éleveurs de bétail ont vu leurs coûts en aliments pour animaux augmenter à la suite de l'augmentation des prix des productions de culture

- **En 2008, les prix mondiaux des céréales fourragères ont bondi pour une deuxième année consécutive, surtout en raison de la baisse des stocks, de la hausse de la demande et de la faiblesse du dollar américain. Au Canada, les prix des céréales fourragères ont aussi fortement grimpé, mais moins que sur le marché mondial, en raison de la force de la devise canadienne.**

  Malgré le recul des prix du bétail, les prix des céréales fourragères sont demeurés élevés en 2008.

Graphique C5.9
Prix canadiens et internationaux des céréales fourragères
1991-2008

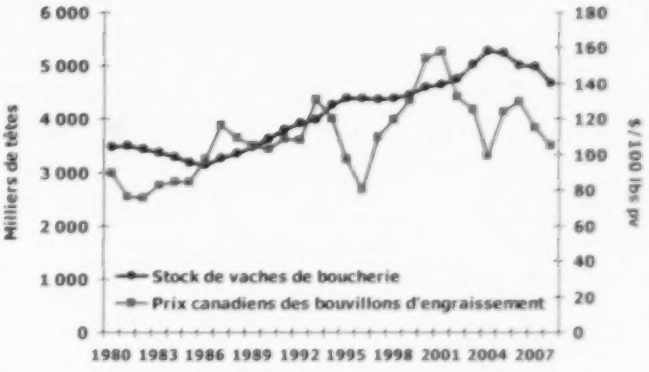


Source : University of Guelph, Ridgetown College et Chicago Board of Trade

- **Les effectifs de vaches de boucherie dépendent du prix des bovins d'engraissement. Comme il a été difficile de vendre les vaches à des prix raisonnables entre 2003 et 2005, les producteurs ont préféré garder un plus grand nombre de leurs bêtes.**

  En 2005, la reprise du commerce des jeunes bovins, notamment des génisses de boucherie, a permis de réduire les effectifs accumulés. La faiblesse des prix des bovins d'engraissement a aussi ralenti la forte croissance des troupeaux observée ces 18 dernières années. La sécheresse et la récession économique mondiale en 2009 prolongeront la période de liquidation des troupeaux.

Graphique C5.10
Prix canadiens des veaux d'engraissement
1991-2008



Source : Statistique Canada, Canfax et calculs d'AAC

SECTION C6

Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales

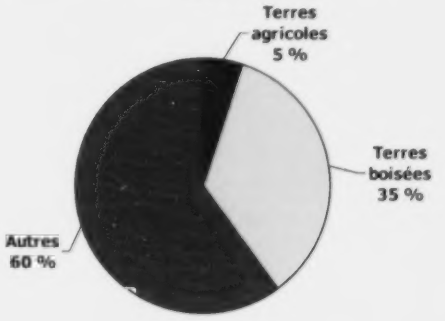
La production agricole dépend de l'accessibilité et de la qualité des terres et de l'eau. Le choix des cultures, les pratiques agricoles et les modes d'utilisation des intrants varieront en fonction des conditions du marché et de divers facteurs environnementaux. L'impact de l'agriculture sur l'environnement variera de façon similaire, notamment en raison des différences dans les choix de cultures et les pratiques culturales, ainsi que des conditions de croissance propres à chaque région (à savoir les sols, le climat, etc.).

Au Canada, les terres propices à la production agricole sont relativement peu étendues comparativement à l'ensemble du territoire et les terres agricoles subissent de plus en plus pressions de l'urbanisation

- **En 2001, seulement 5 % de la superficie totale du Canada était utilisé à des fins agricoles.**

  Ceci représente une superficie totale de terres arables et de terres cultivées en permanence d'environ 52 millions d'hectares, ce qui place le Canada au second rang mondial au niveau de la disponibilité de terres arables par personne. Cette situation favorable permet au secteur de devenir un important exportateur net de produits agricoles.

Graphique C6.1
Proportion des terres totales correspondant à des terres agricoles et à des terres forestières
2001



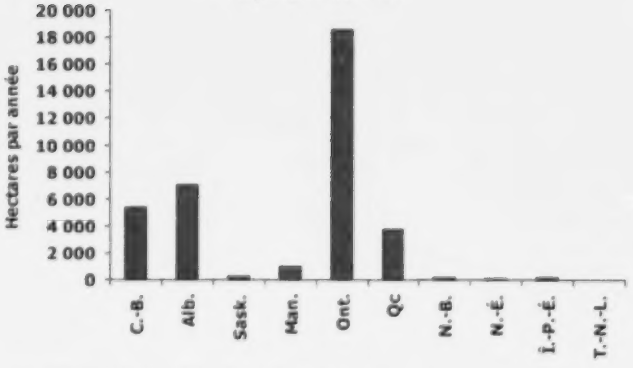
Source : Ressources naturelles Canada, Inventaire forestier national du Canada.

- **Les provinces où il y a de grandes villes affichent les taux les plus élevés d'urbanisation des terres agricoles.**

  En Ontario, le développement urbain est responsable d'une perte moyenne de 18 000 hectares de terres agricoles chaque année; il s'agit de la province où l'urbanisation rétrécit le plus le territoire agricole.

  La Colombie-Britannique et le Québec affichent aussi des pertes nettes de terres agricoles, alors qu'en Alberta, les gains réalisés dans les zones agricoles font contrepoids à l'urbanisation du territoire agricole.

Graphique C6.2
Taux annuel moyen d'urbanisation des terres agricoles par province
Moyenne 1966-2001



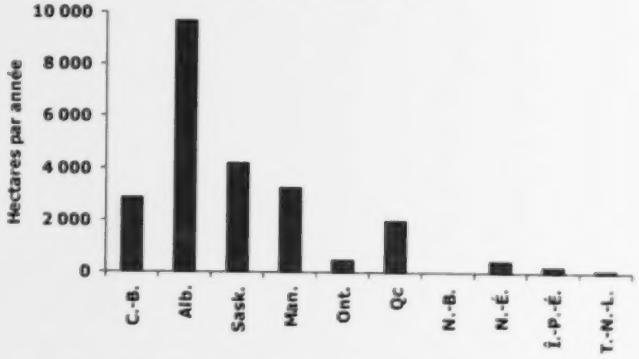
Source : Statistique Canada, Environnement Canada et calculs d'AAC.

Les pertes de terres agricoles au profit de l'urbanisation sont compensées par la déforestation, qui à son tour influe sur l'habitat faunique

- **Dans toutes les provinces, sauf au Nouveau-Brunswick, on défriche des forêts pour l'agriculture et d'autres utilisations.**

  Les conversions les plus intensives des forêts en terres agricoles se produisent dans les Prairies, en Colombie-Britannique et au Québec. Dans toutes les autres provinces, cette conversion est plus modeste.

Graphique C6.3
Taux annuel moyen de conversion des forêts en terres agricoles par province
Moyenne 1966-2001

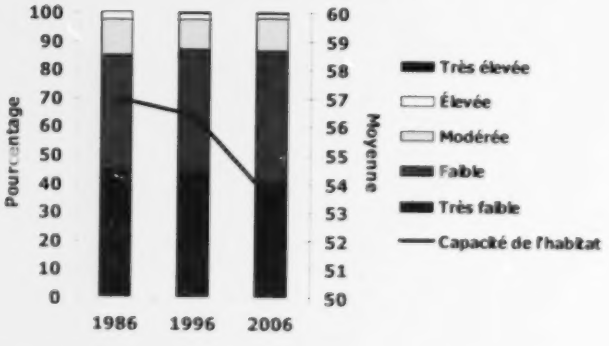


Source : Statistique Canada, Environnement Canada et calculs d'AAC.

- **À l'échelle nationale, la capacité d'habitat faunique sur les terres agricoles a diminué de 1986 à 2006.**

  La perte de milieux naturels et semi-naturels et l'intensification de l'agriculture ont réduit l'habitat faunique d'environ 3 %, la superficie des terres de faible capacité d'habitat faunique ayant faiblement augmenté.

Graphique C6.4
Part des terres agricoles par catégorie de capacité de l'habitat
1986, 1996 et 2006



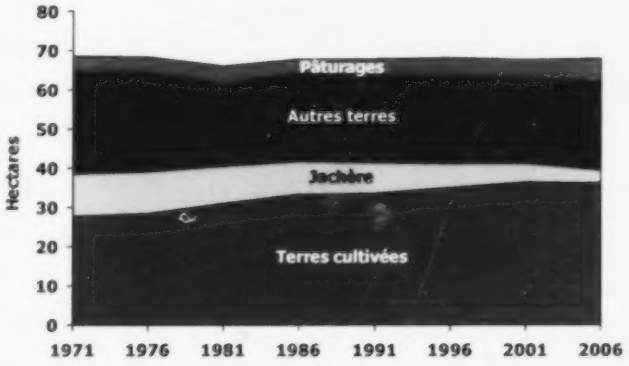
Source : Javorek, S.K., et M.C. Grant, (à venir) 2010.

En même temps, les progrès technologiques et une meilleure gestion des terres ont favorisé la mise en culture des terres et une diminution de la superficie en jachère

- **Les superficies en jachères ont diminué suite à une utilisation plus intensive des terres en effectuant de plus longues rotations des cultures ensemencées et en adoptant des pratiques de gestion plus respectueuses de l'environnement, comme l'absence de travail du sol (semis directs) et les pratiques de conservation du sol.**

  Les superficies en jachère ont diminué de 25 % entre 2001 et 2006. Ainsi, en Saskatchewan, elles sont passées de 12 % à 9 % des terres agricoles totales au cours de cette période. On a recours à la jachère surtout dans les Prairies pour restaurer la productivité des sols en leur permettant d'accumuler de l'humidité et des éléments nutritifs.

Graphique C6.5
Utilisation des terres agricoles au Canada
1971-2006

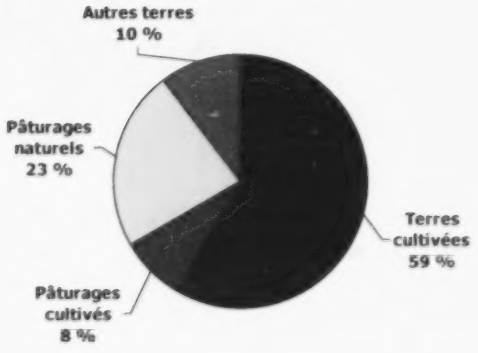


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2006.

- **En 2006, environ 60 % des terres agricoles au Canada servaient à la production de cultures hautement diversifiées.**

  Les pâturages naturels et cultivés représentaient 30 % des terres agricoles totales, alors que les boisés, les terres humides et les plantations d'arbres de Noël se rangeaient dans la catégorie « autres utilisations des terres ».

Graphique C6.6
Utilisation des terres agricoles au Canada
2006



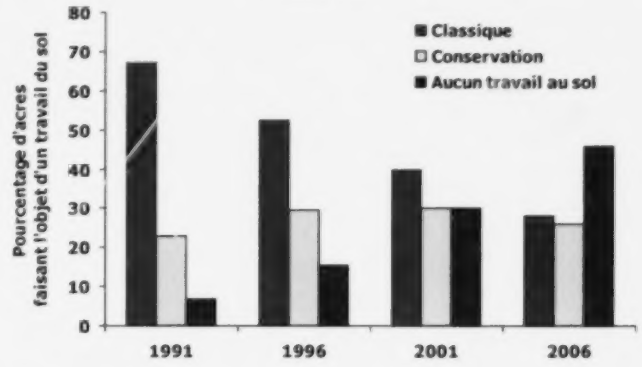
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2006.

Plus d'agriculteurs adoptent des pratiques de gestion respectueuses de l'environnement qui sont à la fois économiques et valables du point de vue agronomique

- **Les pratiques sans travail du sol (semis directs) deviennent très populaires, car elles réduisent les coûts des intrants et protègent le sol de l'érosion éolienne et hydrique.**

  L'adoption de ces pratiques a progressé de 52 % entre 2001 et 2006, et les méthodes de travail du sol classiques ont reculé de 32 %. En 2006, environ 70 % des terres arables au Canada étaient cultivées sans travail du sol ou grâce à des méthodes de conservation du sol, principalement dans les Prairies.

Graphique C6.7
Pratiques de travail du sol
1991-2006

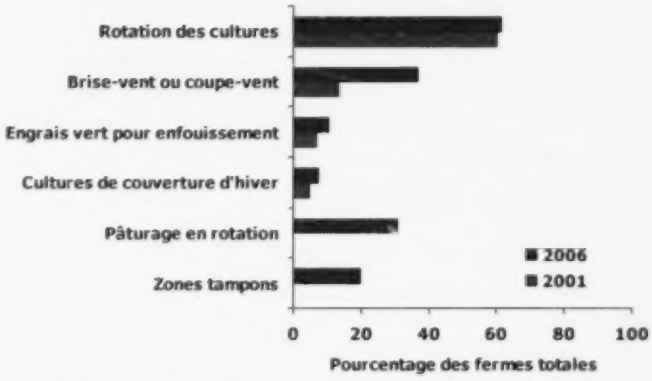


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, années diverses.

- **Comparativement à 2001, un plus grand nombre d'agriculteurs ont déclaré appliquer des pratiques de conservation du sol en 2006.**

  En plus des méthodes sans travail du sol et des pratiques de conservation du sol, la rotation des cultures demeure la mesure la plus courante de conservation des sols, suivie de l'installation de brise-vent et de pâturage en rotation.

Graphique C6.8
Pratiques de conservation du sol
2001-2006

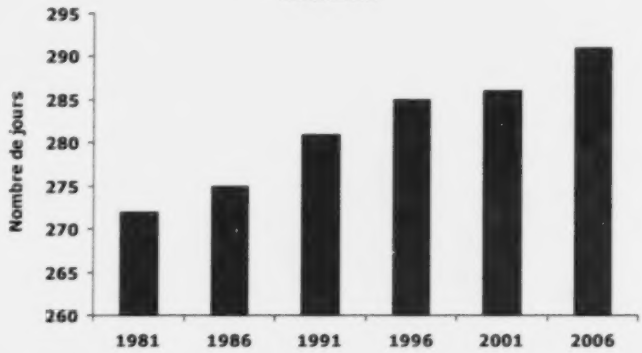


Source : Statistique Canada, Recensements de l'agriculture 2001 et 2006.

L'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement, comme les semis directs, protège le couvert végétal et aide à réduire les risques d'érosion, en plus d'améliorer l'infiltration de l'eau et d'accroître la teneur en matière organique du sol

- **Le résultat net de l'adoption de pratiques de travail réduit du sol, de la diminution de la jachère et de la rotation des cultures ensemencées représente une augmentation de 7 % des niveaux moyens du couvert végétal au Canada entre 1981 et 2006.**

Graphique C6.9
Jours de couverture du sol par année - moyenne pondérée en fonction de la superficie
1981-2006

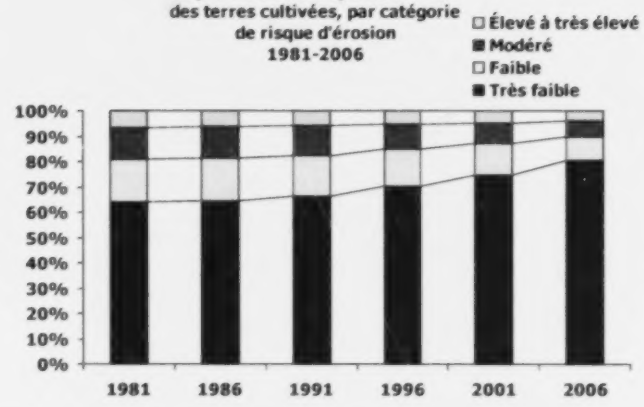


Source : Huffman, T. et D. Coote, (à venir) 2010.

- **L'adoption de pratiques de gestion plus respectueuses de l'environnement a considérablement réduit le risque d'érosion due au vent, à l'eau et au travail du sol, en particulier ces 15 dernières années.**

  Actuellement, environ 10 % de la superficie totale des terres cultivées sont soumis à un risque modéré à très élevé d'érosion. L'atténuation des risques d'érosion découle d'une diminution générale : de l'intensité du travail du sol; de la mise en jachère; des superficies consacrées aux cultures annuelles sur des terres sensibles à l'érosion.

Graphique C6.10
Répartition de la superficie totale des terres cultivées, par catégorie de risque d'érosion
1981-2006



Source : McConkey, B.G., D.A. Lobb, S. Li et J.M.W. Black, (à venir) 2010.

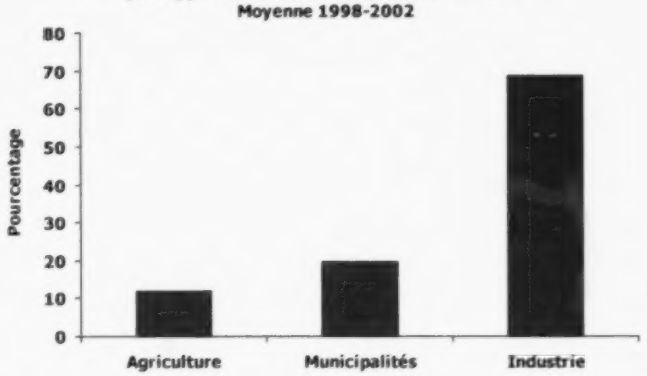
Par couvert végétal, on entend la végétation, y compris les cultures et les résidus de culture à la surface du sol.

Au Canada, l'agriculture utilise une part relativement faible des abondantes ressources en eau renouvelables du pays, et ce, surtout pour l'irrigation et l'élevage

- **Comparativement à d'autres secteurs, l'agriculture n'emploie qu'une faible part de l'eau totale utilisée au Canada. C'est l'hydro-électricité qui en est la principale consommatrice.**

  Cependant, une très grande partie de l'eau utilisée en agriculture sert en fait à l'irrigation et, par conséquent, ne retourne pas à un plan d'eau naturel et n'est plus disponible pour d'autres utilisations.

Graphique C6.11
Consommation d'eau en agriculture par rapport à celle d'autres secteurs au Canada
Moyenne 1998-2002



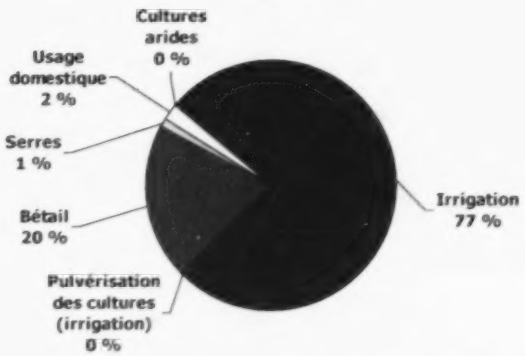
Source : Calculs faits à partir de la base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

- **En 2006, l'utilisation totale d'eau par le secteur agricole canadien se chiffrait à environ 4,6 milliards de mètres cubiques, soit une hausse de 25 % par rapport à 2001.**

  L'irrigation des cultures constitue de loin l'emploi le plus important de l'eau; l'élevage vient au deuxième rang. Ces deux activités accaparent presque toute l'eau consommée dans le secteur agricole.

  Même s'il est faible, le volume d'eau utilisé dans les serres a augmenté de plus de 21 % entre 2001 et 2006 à cause d'un accroissement des superficies abritées qui sont passées d'environ 18 millions à plus de 22 millions de mètres carrés.

Graphique C6.12
Répartition de l'utilisation totale de l'eau à des fins agricoles par type
2006



Source : Calculs d'AAC en utilisant le Modèle canadien d'utilisation régionale de l'eau en agriculture (MCUREA).

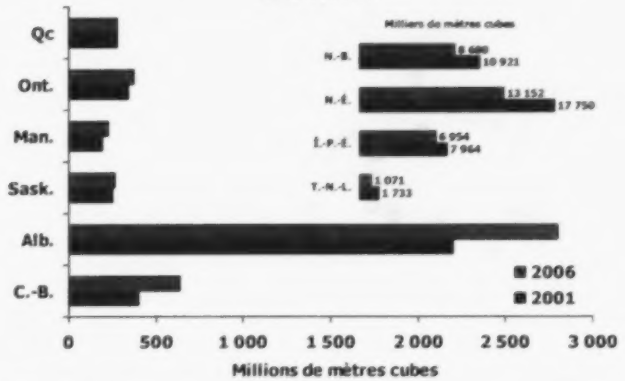
L'utilisation de l'eau en agriculture est plus importante dans les régions semi-arides, où l'on produit des fruits et des légumes et où l'élevage est concentré

- **En 2006, le sud de l'Alberta, avec son important secteur de l'élevage, utilisait 60 % du volume d'eau total consommé en agriculture au Canada. L'industrie horticole de la Colombie-Britannique est arrivée au deuxième rang à ce chapitre.**

L'utilisation totale de l'eau en agriculture a chuté dans les provinces de l'Atlantique et au Québec, surtout en raison d'un léger recul de la production animale.

Entre 2001 et 2006, l'expansion des serres, des zones irriguées et de l'élevage de bétail a accentué l'utilisation de l'eau en agriculture dans les provinces de l'Ouest et en Ontario.

Graphique C6.13
Volume total d'eau utilisé à des fins agricoles par province
2001 et 2006



Source : Calculs d'AAC en utilisant le Modèle canadien d'utilisation régionale de l'eau en agriculture (MCUREA).

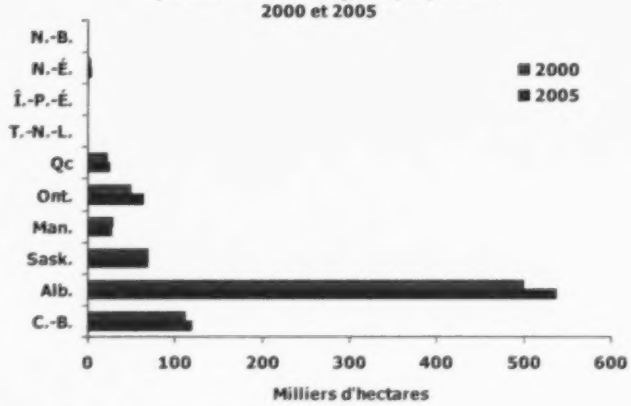
- **En 2005, le Canada comptait environ 845 000 hectares de terres cultivées irriguées, ce qui représente une légère hausse par rapport à 2000.**

Dans de nombreuses régions, l'irrigation n'est pas utilisée sur une base fréquente, les agriculteurs y ont recours seulement en l'absence de pluies suffisantes.

L'Alberta est la province où l'on trouve la plus grande superficie de terres irriguées, soit 63 % de la superficie nationale totale. La Colombie-Britannique suit avec 14 %.

De 2000 à 2005, on a observé un élargissement notable des zones irriguées à l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario et en Alberta.

Graphique C6.14
Superficie des zones irriguées par province
2000 et 2005



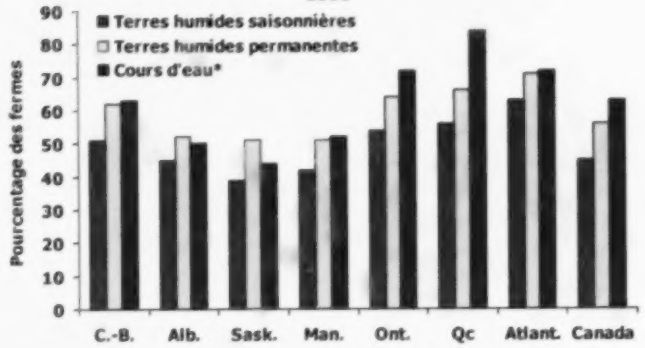
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2006.

Plus d'agriculteurs prennent des mesures importantes pour protéger la qualité de l'eau

- **Une majorité d'agriculteurs déclarent entretenir une zone tampon riveraine autour des terres humides permanentes et des cours d'eau sur leurs terres.**

  Cette mesure de protection de l'eau est de plus en plus populaire au pays. En 2006, le maintien de zones tampons riveraines était légèrement plus répandu dans l'est du Canada.

Graphique C6.15
Pourcentage de fermes qui maintiennent une zone tampon riveraine pour protéger les terres humides et les cours d'eau, par province
2006

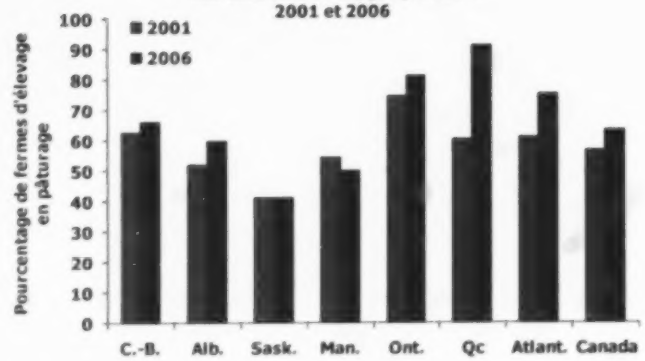


Source : Statistique Canada, Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2006, et calculs d'AAC.
Nota : *Ruisseaux, fossés, voies d'eau gazonnées, etc.

- **Dans l'ensemble, un plus grand nombre d'agriculteurs contrôlent l'accès de leur bétail aux eaux de surface.**

  Entre 2001 et 2006, l'adoption par les agriculteurs de mesures de restriction de l'accès à l'eau de surface a gagné du terrain dans toutes les provinces, à l'exception de la Saskatchewan et du Manitoba. Le Québec, les provinces de l'Atlantique et l'Alberta viennent en tête à cet égard.

Graphique C6.16
Pourcentage des fermes d'élevage en pâturage offrant au bétail un accès contrôlé aux eaux de surface, par province
2001 et 2006



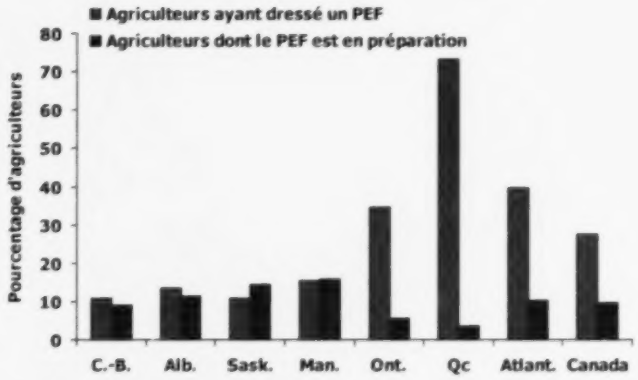
Source : Statistique Canada, Enquêtes sur la gestion agroenvironnementale, 2001 et 2006, et calculs d'AAC.

Les agriculteurs continuent d'améliorer la gestion de leurs exploitations pour protéger l'environnement

- **En 2006, plus de 27 % des exploitants agricoles canadiens ont indiqué avoir dressé par écrit un plan environnemental de la ferme (PEF) formel pour leur exploitation et 10 % ont déclaré être en préparation.**

  En 2006, les différences régionales entre l'ouest et l'est du Canada découlaient de la mise en œuvre plus rapide du programme dans l'Est. Partout au Canada, les agriculteurs ont bien accueilli les programmes des PEF.

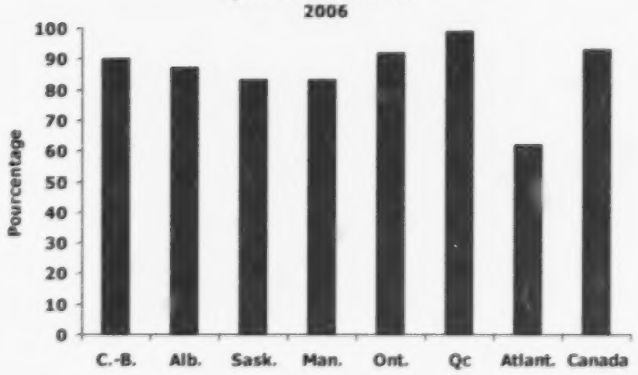
Graphique C6.17
Pourcentage d'agriculteurs ayant dressé un PEF
2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2006, et calculs d'AAC.

- **Plus de 90 % des exploitants agricoles s'étant dotés d'un PEF en 2006 ont indiqué avoir adopté au moins une pratique de gestion bénéfique prévue dans leur plan.**

Graphique C6.18
Pourcentage de fermes ayant adopté l'une des PGB prévues dans leur PEF
2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2006 et calculs d'AAC.

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire

SECTION D1

Dépenses publiques

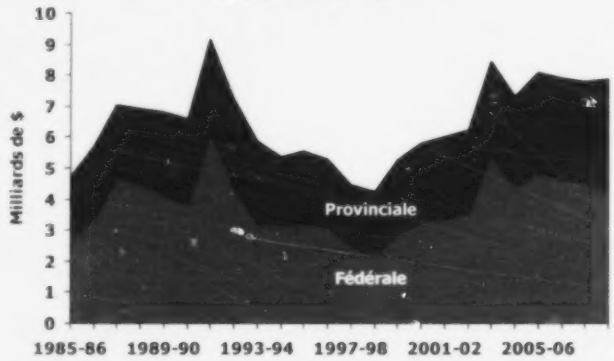
Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté en 2008-2009. En pourcentage du PIB sectoriel, elles dépassaient légèrement les 30 %, soit un recul par rapport à 2007-2008. Les paiements de programme constituaient la portion la plus importante des dépenses publiques dans le secteur.

Les dépenses publiques en faveur du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au fil du temps, mais elles ont diminué en pourcentage du PIB total

- **Le gouvernement fédéral et les provinces aident énormément le secteur agricole et agroalimentaire. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs contribué à 59 % des dépenses totales pendant toute la période.**

  Les dépenses totales consacrées par l'État au secteur agricole et agroalimentaire devraient s'établir à 7,9 milliards de dollars pour l'exercice 2008-2009. Il s'agit d'une légère hausse par rapport à l'exercice précédent; le soutien provincial a augmenté, alors que l'aide fédérale a baissé.

Graphique D1.1
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
1985-1986 à 2008-2009

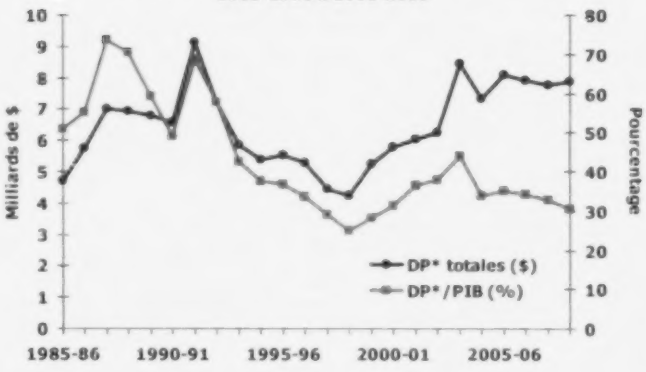


Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.

- **Parallèlement, les dépenses publiques dans ce secteur devraient diminuer en pourcentage du PIB en 2008-2009.**

  Durant les années 1990, les dépenses publiques ont fléchi autant en valeur qu'en pourcentage du PIB sectoriel. Depuis 1999-2000, ces deux indicateurs ont progressé, bien qu'à des taux différents. Depuis 2003-2004, les dépenses publiques en valeur ont été passablement stables, mais elles ont chuté en pourcentage du PIB de l'agriculture.

Graphique D1.2
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB
1985-1986 à 2008-2009



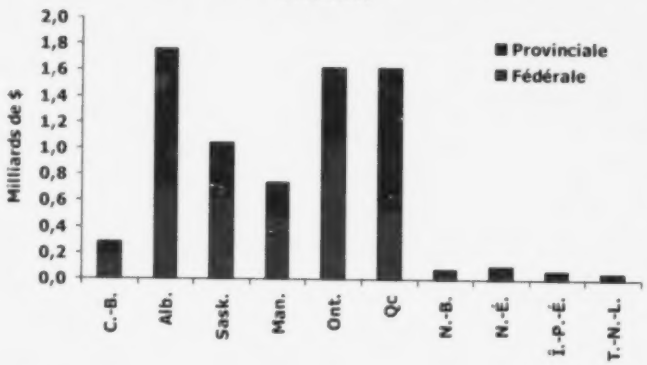
Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.
*DP : Dépenses publiques.

Les dépenses de l'État accordé au secteur agricole et agroalimentaire varient selon la province

- **Le gouvernement fédéral contribue à plus de la moitié du soutien total dans de nombreuses provinces.**

  Toutefois, les gouvernements provinciaux de l'Alberta, du Québec, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador ont consenti une part plus élevée du soutien total durant l'exercice 2008-2009.

Graphique D1.3
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire par province
2008-2009

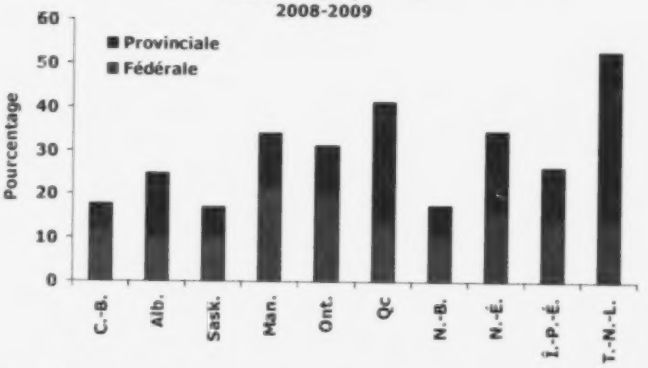


Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.

- **Au cours de l'exercice 2008-2009, les dépenses publiques en faveur du secteur agricole et agroalimentaire au Canada étaient évaluées à 30,6 % du PIB sectoriel, mais elles ont fluctué d'une province à l'autre.**

  En pourcentage du PIB, le secteur agricole et agroalimentaire de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba a reçu le plus du soutien de l'État, alors que celui de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique en ont reçu le moins.

Graphique D1.4
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB du secteur, par province
2008-2009



Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.

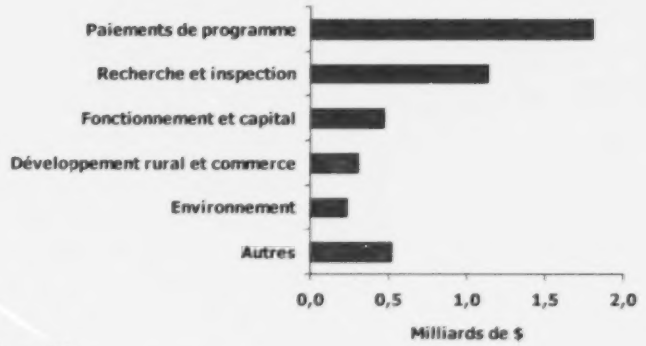
Les paiements de programme composent la plus grande partie de l'aide fédérale et provinciale

- **En 2008-2009, on évalue que les paiements de programme constituaient la principale dépense du gouvernement fédéral à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire au Canada.**

  Les paiements de programme représentaient 40 % des dépenses fédérales dans le secteur en 2008-2009.

  Les sommes consacrées à la recherche et à l'inspection représentaient le deuxième poste le plus important de dépenses de l'État, avec 25 % du total; elles étaient suivies du poste « autres » avec 12 %.

Graphique D1.5
Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale
2008-2009

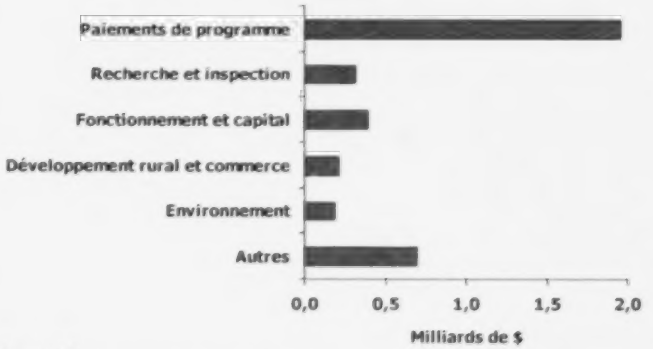


Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.

- **À l'échelle provinciale, les paiements de programme constituent également les dépenses gouvernementales les plus importantes dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.**

  Les paiements de programme représentaient 52 % des dépenses provinciales totales dans le secteur en 2008-2009. Cependant, seulement 8 % du soutien ont été consacrés à la recherche et aux inspections, comparativement à 25 % à l'échelle fédérale.

Graphique D1.6
Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale
2008-2009



Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.

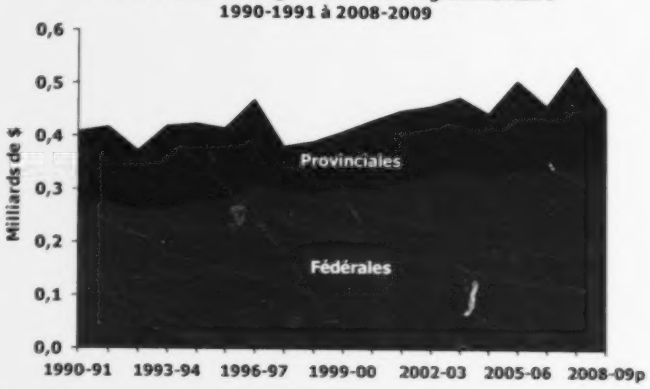
Les dépenses gouvernementales sous forme de paiements de programme comprennent les transferts aux agriculteurs et au secteur et peuvent inclure les programmes législatifs fédéraux, comme Agri-protection, Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-relance et les Paiements anticipés, ainsi que les programmes de stabilisation provinciaux.

Les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire constituent des investissements importants pour assurer la croissance future du secteur

- **On observe une tendance à la hausse des dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire au cours de la dernière décennie. Ces dépenses ont culminé à 533 millions de dollars au cours de l'exercice 2007-2008.**

Au Canada, les dépenses publiques consacrées à la recherche dans ce secteur proviennent du gouvernement fédéral. En moyenne, les dépenses fédérales représentaient 71 % des dépenses publiques en recherche au cours des dix derniers exercices (de 1999-2000 à 2008-2009).

Graphique D1.7
Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire 1990-1991 à 2008-2009



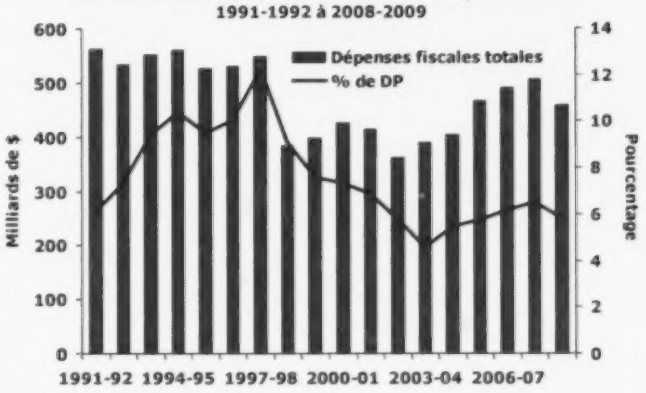
Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.

Les gouvernements utilisent également des mesures fiscales favorables pour soutenir le secteur agricole et agroalimentaire

- **En plus d'offrir des exemptions fiscales et des remboursements de taxes, les gouvernements apportent leur soutien au secteur en accusant un manque à gagner en recettes fiscales (dépenses fiscales). De 1991-1992 à 2008-2009, les dépenses fiscales ont correspondu en moyenne à 7,2 % du soutien gouvernemental total.**

  Au cours de l'exercice 2008-2009, les exemptions fiscales et les remboursements de taxes provinciales en agriculture primaire étaient estimées à 458 millions de dollars. Les dépenses fiscales augmentent depuis 2003-2004, mais elles devraient diminuer en 2008-2009.

Graphique D1.8
Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions fiscales
1991-1992 à 2008-2009



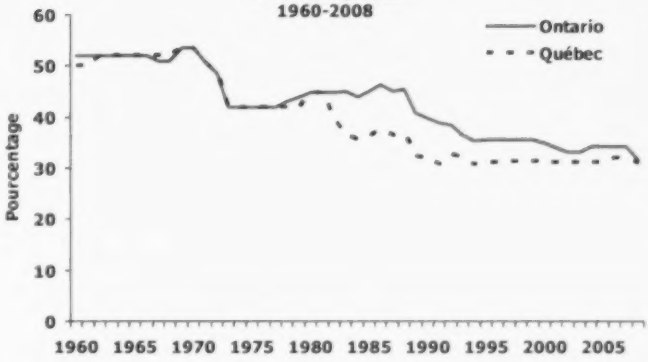
Source : AAC.
Nota : Les chiffres de 2008-2009 sont des prévisions.

- **Les taux d'imposition du revenu des sociétés qui œuvrent principalement dans le secteur de la fabrication et de la transformation fléchissent dans toutes les provinces depuis le milieu des années 1980.**

  En Ontario et au Québec, les taux fédéraux et provinciaux combinés d'imposition du revenu des sociétés ont baissé d'environ 45 % et 36 %, respectivement, au milieu des années 1980, à 32 % et à 31 %, respectivement, en 2008.

  La réduction constatée entre 2007 et 2008 est due aux changements apportés par le gouvernement fédéral au régime d'imposition des sociétés; le gouvernement a éliminé la surtaxe de 4 % et majoré la réduction du taux général d'imposition de 7 % à 8,5 %.

Graphique D1.9
Taux combinés fédéraux-provinciaux d'imposition du revenu des sociétés de fabrication et de transformation
Ontario et Québec
1960-2008



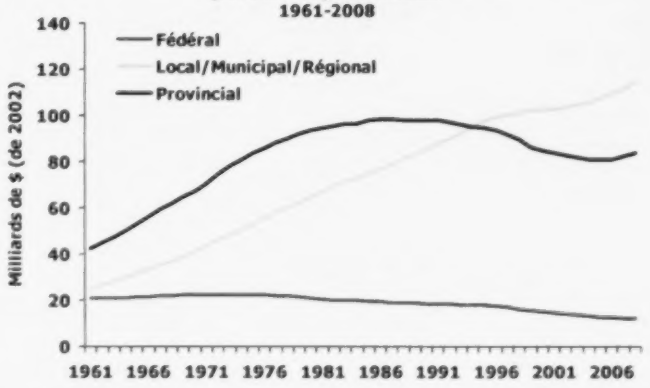
Source : AAC, « Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : le Canada et les provinces, de 1960 à 2005 » (données révisées en août 2009).

L'investissement public dans l'infrastructure est important pour l'essor économique et la croissance de la productivité dans le secteur agricole et agroalimentaire

- **Les taux de croissance des stocks de l'infrastructure de génie publique diffèrent considérablement entre les divers ordres de gouvernement.**

  L'infrastructure de génie détenue par les gouvernements provinciaux a augmenté constamment jusqu'en 1987, puis a régressé chaque année jusqu'en 2006, année où cette tendance s'est inversée. Les infrastructures publiques locales, municipales et régionales ont progressé pendant toute la période, mais les stocks de l'infrastructure de génie appartenant à l'État fédéral ont diminué chaque année entre 1975 et 2008.

Graphique D1.10
Stock de l'infrastructure de génie publique par ordre de gouvernement 1961-2008



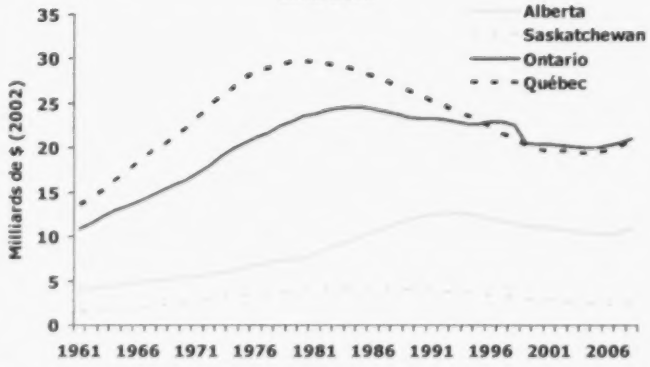
Source : Statistique Canada.

Nota : L'infrastructure de génie comprend l'infrastructure des transports (routes, autoroutes, rues, ponts, voies ferrées, installations portuaires, etc.) ainsi que d'autres types d'infrastructure tels que réseaux d'aqueduc, conduites d'égout, etc.

- **Les taux de croissance des stocks de l'infrastructure de génie provinciaux ont beaucoup fluctué d'une province à l'autre.** En Ontario, ils ont généralement fléchi de 1990 à 2005, puis ont grimpé chaque année de 2006 à 2008.

  Les stocks de l'infrastructure de génie du gouvernement du Québec, bien que beaucoup plus élevés au départ qu'en Ontario, ont régressé de presque 35 % de 1980 à 2004, puis ont affiché une tendance à la hausse entre 2005 et 2008. En Alberta, ils ont connu une évolution semblable à celle observée en Ontario, culminant en 1993 pour ensuite reculer jusqu'en 2006. L'infrastructure de génie publique de la Saskatchewan s'est repliée chaque année de 1990 à 2008.

Graphique D1.11
Stock de l'infrastructure de génie des gouvernements provinciaux, par province 1961-2008



Source : Statistique Canada.

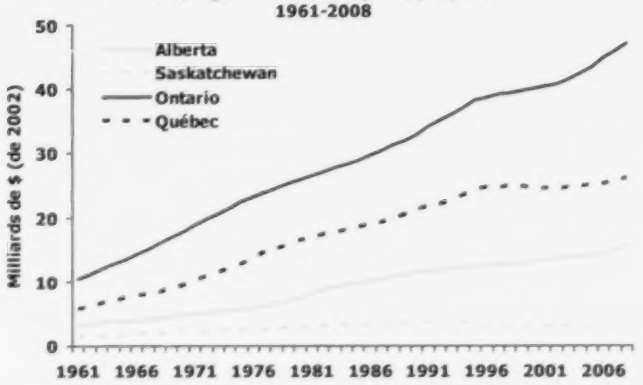
Nota : (1) L'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario et le Québec comptaient pour environ 80 % du PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en 2005.
(2) On ne peut déterminer avec ces données d'ensemble à quel point les stocks sont utilisés par le secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments.

La croissance de l'infrastructure de génie publique provinciale a été stimulée par des investissements des administrations publiques locales, municipales et régionales

- **Les taux de croissance des stocks de l'infrastructure locaux, municipaux et régionaux varient d'une province à l'autre.**

  En Ontario, ce type d'infrastructure publique a constamment progressé entre 1961 et 2008, mais à un rythme plus lent entre 1997 et 2008. Au Québec, il s'est étendu moins rapidement qu'en Ontario et a affiché un ralentissement plus prononcé entre 1997 et 2008. En Alberta, on observe une évolution semblable à celle qui a eu cours en Ontario, alors qu'en Saskatchewan, le niveau de ces stocks a chuté de 1994 à 2005, pour remonter ensuite légèrement entre 2006 et 2008.

Graphique D1.12
Stock de l'infrastructure de génie des administrations locales, régionales et municipales, par province
1961-2008



Source : Statistique Canada.

Nota : (1) L'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario et le Québec comptaient pour environ 80 % du PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en 2005.
(2) On ne peut déterminer avec ces données d'ensemble à quel point les stocks sont utilisés par le secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments.

SECTION D2

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays

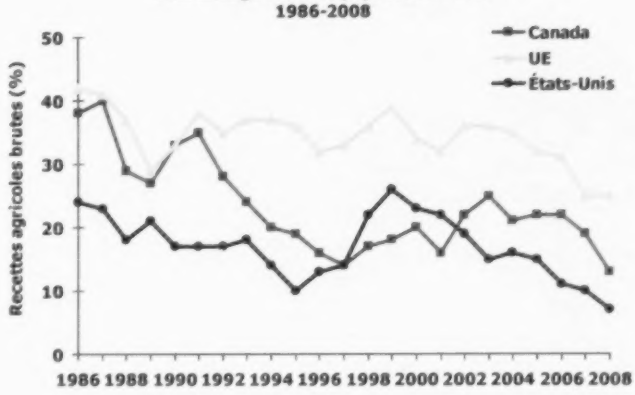
Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil du temps. Les changements apportés ne consistaient pas seulement à diminuer le niveau de soutien, mais aussi à en modifier le type. Certains pays ont procédé à d'importantes réformes de leurs politiques agricoles. Nous nous servons des indicateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour présenter ces changements stratégiques.

Au cours des dernières années, le soutien aux producteurs canadiens exprimé en pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) a surpassé celui offert aux États-Unis, mais demeure inférieur à celui consenti par l'Union européenne

- **En 2008, l'ESP au Canada correspondait à 13 % des recettes agricoles brutes comparativement à 25 % pour l'Union européenne et à 7 % pour les États-Unis.**

  En 2008, on a assisté à une diminution du soutien, calculé en pourcentage des recettes agricoles, que le Canada a offert à ses producteurs, ce qui fut aussi le cas dans tous les pays membres de l'OCDE. Ce recul tient principalement, d'une part, à la hausse de la valeur des recettes agricoles brutes qui a suivi la montée des prix mondiaux des produits agricoles et, d'autre part, à une baisse du soutien des prix du marché et des transferts budgétaires aux producteurs. Le Canada soutient davantage ses producteurs que les États-Unis, mais moins que l'Union européenne.

Graphique D2.1
Pourcentage de l'ESP, pays sélectionnés
1986-2008



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE.

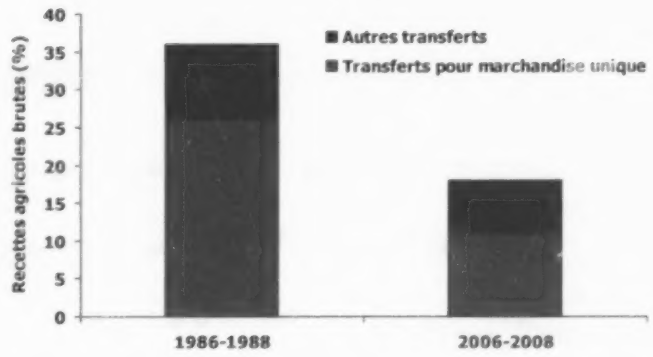
- **Au fil du temps, le Canada a adopté des formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effet de distorsion sur le commerce.**

  Le soutien offert aux agriculteurs canadiens a chuté de 36 % des recettes agricoles brutes durant la période de 1986 à 1988 à 18 % de 2006 à 2008.

  La part des transferts pour marchandise unique a diminué considérablement au profit de formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effet de distorsion. Durant la période de 2006 à 2008, ces transferts représentaient 61 % de l'ESP, comparativement à 71 % pour la période 1986-1988.

  Néanmoins, ce type de transfert compte toujours pour plus de la moitié du soutien offert aux producteurs au Canada, et il avoisine la moyenne des pays membres de l'OCDE, soit 55 %.

Graphique D2.2
Composition du soutien aux producteurs, Canada
1986-1988 et 2005-2008



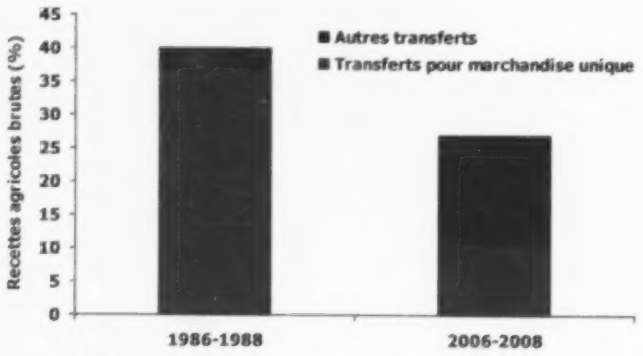
Source : OCDE, Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE : Surveillance et évaluation 2009.

Les orientations stratégiques des autres pays dénotent une réduction de l'aide directe au profit d'une forme de soutien plus général

- **Entre 1986-1988 et 2006-2008, l'Union européenne a réduit son soutien aux agriculteurs de 40 % à 27 % des recettes agricoles brutes.**

  De plus, les transferts pour marchandise unique ont considérablement diminué au profit de formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effets de distorsion. Ils représentaient 42 % de l'ESP total de 2006 à 2008, comparativement à 93 % de 1986 à 1988. Ils constituaient moins de la moitié du soutien offert aux agriculteurs de l'Union européenne, et ils continueront probablement de diminuer en raison de la réforme du « Bilan de santé »[2].

Graphique D2.3
Composition du soutien aux producteurs, UE
1986-1988 et 2006-2008

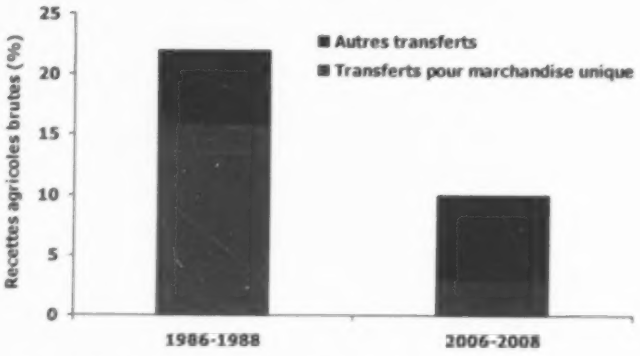


Source : OCDE, Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE : Surveillance et évaluation 2009.

- **Entre 1986-1988 et 2006-2008, le soutien accordé par les États-Unis à leurs agriculteurs a régressé de 22 % à 10 % des recettes agricoles brutes.**

  De plus, les transferts pour marchandise unique ont perdu beaucoup de terrain en faveur de formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effets de distorsion. Ils constituaient 29 % de l'ESP total de 2006 à 2008, comparativement à 71 % de 1986 à 1988. Ils ont reculé de 40 % en 2007 à 18 % en 2008 à cause de l'effondrement du soutien des prix du marché du lait.

Graphique D2.4
Composition du soutien aux producteurs, États-Unis
1986-1988 et 2006-2008



Source : OCDE, Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE : Surveillance et évaluation 2009.

2. *Le projet Bilan de santé de la Politique agricole commune (PAC) a été lancé en 2007, et l'Union européenne s'est entendue à son sujet en novembre 2008. Le Bilan de santé a servi à évaluer les réformes de la PAC de 2003, à déterminer si ces instruments stratégiques fonctionnaient bien et à cerner les changements nécessaires à une adaptation aux nouveaux enjeux.*

Glossaire

Acronymes

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ABT	Aliments, boissons et tabac
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
AF	Aliments fonctionnels
AFPSN	Aliments fonctionnels et produits de santé naturels
AIMS	Alberta Agriculture Input Monitoring System (Système de contrôle des intrants agricoles de l'Alberta)
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ASB	Aides santé-beauté
BCE	Biens de consommation emballés
BICO	*Bulk, Intermediate, and Consumer-Oriented* (Classification de produits en vrac, intermédiaires et de consommation)
BRIC	Brésil, Russie, Inde et Chine
CABC	Centre d'agriculture biologique du Canada
CANSIM	*Canadian Socioeconomic Information Management System* (Système canadien d'information socioéconomique)
DP	Dépenses publiques
EAU	Émirats arabes unis
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDE	Investissement direct à l'étranger
IPC	Indice des prix à la consommation
MCUREA	Modèle canadien d'utilisation régionale de l'eau en agriculture
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAC	Politique agricole commune
PEF	Plan environnemental de la ferme
PGB	Pratique de gestion bénéfique
PIB	Produit intérieur brut
PSN	Produits de santé naturels
PTF	Productivité totale des facteurs
R-D	Recherche et développement
RC4	Ratio de concentration
RdM	Reste du monde
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SPM	Soutien des prix du marché
UE	Union européenne
USDA	*United States Department of Agriculture* (département de l'Agriculture des États-Unis)
USDA ERS	*United States Department of Agriculture, Economic Research Service*

Composantes du système

Secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant chaque segment du système figure ci-après.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Au niveau des quatre chiffres
- 1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
- 1152 Activités de soutien à l'élevage
- 3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
- 4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
- 4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres
- 33311 Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des cinq chiffres
- 1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
- 1112 Culture de légumes et de melons
- 1113 Culture de fruits et de noix
- 1114 Culture en serre et en pépinière et floriculture
- 1119 Autres cultures agricoles
- 1121 Élevage de bovins
- 1122 Élevage de porcs
- 1123 Élevage de volailles et production d'œufs
- 1124 Élevage de moutons et de chèvres
- 1125 Aquaculture
- 1129 Autres types d'élevage

Entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac
Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac comprennent les industries suivantes, telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Composantes du système (suite)

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
- 411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
- 413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 445 Magasins d'alimentation

Au niveau des cinq chiffres
- 41911 Agents et courtiers de produits agricoles
- 41913 Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 44422 Pépinières et centres de jardinage
- 49312 Entreposage frigorifique
- 49313 Entreposage de produits agricoles

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
- 722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres
- 4542 Exploitants de distributeurs automatiques

Secteur de la distribution alimentaire
Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement des produits agricoles et alimentaires au consommateur final, ainsi qu'à assurer les services connexes. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Services alimentaires commerciaux
Les services alimentaires commerciaux comprennent les restaurants à service complet, les restaurants à service restreint, les traiteurs et les traiteurs à contrat, ainsi que les tavernes.

Les **restaurants à service complet** comprennent les restaurants chic détenant ou non un permis d'alcool, les restaurants de type familial et les restaurants-bars.

Les **restaurants à service restreint** comprennent les cafétérias, les restaurants-minute, les espaces-restauration, les établissements de mets à emporter et les établissements qui font la livraison.

Les **traiteurs** fournissent des services d'alimentation lors d'événements spéciaux.

Les **traiteurs à contrat** fournissent des services d'alimentation aux compagnies aériennes, aux compagnies de chemin de fer, aux organismes et dans les installations récréatives.

Les **tavernes** sont des établissements dont la principale activité consiste à servir des boissons alcoolisées pour consommation immédiate, notamment les brasseries, les bars-salons et les boîtes de nuit.

Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement
Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont des fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. que les boissons et les produits du tabac sont exclus).

Composantes du système (suite)

Entreprises de transformation non alimentaire
La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que les aliments pour la consommation humaine et les aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de bioproduits, ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles, comme les tanneries et les usines de textile.

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers
Les autres services d'alimentation comprennent la restauration hôtelière, la restauration collective, les services d'alimentation de détail et les autres services d'alimentation.

La **restauration hôtelière** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôtels, les motels et les centres de villégiature.

La **restauration collective** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôpitaux, les établissements de soins, les écoles, les prisons, les usines et les bureaux.

Les **services d'alimentation de détail** sont offerts dans les grands magasins et les dépanneurs.

Les **autres services d'alimentation** comprennent les distributeurs automatiques, ainsi que les services offerts dans les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Types de fermes

Coopérative agricole
Entité commerciale juridique appartenant à ses membres et contrôlée démocratiquement et équitablement par ceux-ci. Ses membres sont étroitement associés à l'entreprise en tant que producteurs ou consommateurs de ses produits ou services. Les coopératives agricoles se divisent en deux grandes catégories : les coopératives de services agricoles, qui fournissent des services et intrants aux agriculteurs membres, et les coopératives de production agricole, qui mettent en commun les ressources requises pour la production (terres, bâtiments et machines) et exploitent les ressources conjointement.

Ferme à un seul propriétaire
Type d'entreprise commerciale qui appartient à une seule personne et est dirigée par celle-ci et pour laquelle il n'y a pas de distinction juridique entre le propriétaire et l'entreprise. Il s'agit d'un propriétaire unique puisque celui-ci n'a pas de partenaire.

Ferme communautaire
Type d'exploitation qui englobe les coopératives et autres exploitations communautaires, comme celles des colonies huttériennes.

Ferme constituée en société
Entité juridique commerciale distincte des personnes qui la possèdent, la gèrent ou l'exploitent. Les propriétaires ou les actionnaires ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'entreprise, autres que la valeur de leurs investissements dans celle-ci, car l'entreprise est une entité juridiquement indépendante.

Ferme de recensement
Exploitation agricole qui s'adonne à au moins l'une des productions suivantes : cultures (grandes cultures, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, semences); bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.); produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de l'érable).

Ferme non constituée en société
Exploitation agricole sans distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Cette désignation englobe les fermes à un seul propriétaire et les sociétés de personnes.

Ferme non familiale
Ferme organisée comme une société de capitaux non familiale, une coopérative ou une autre exploitation communautaire. Cette désignation englobe les fermes faisant partie d'une fiducie ou d'une succession.

Société de personnes
Exploitation commerciale dont les partenaires (associés) partagent les profits ou les pertes de l'entreprise et où il n'y a pas de distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Tous les partenaires gèrent l'exploitation et sont personnellement responsables de ses dettes, sauf dans le cas d'une société en commandite où certains partenaires peuvent renoncer à leur capacité de gérer l'entreprise en échange d'une responsabilité limitée dans l'endettement de la société.

Catégories commerciales

Classification commerciale
Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO, qui sépare les produits en trois différents groupes : produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

- **Produits en vrac (B)**
  Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minime ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.

- **Produits intermédiaires (I)**
  Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.

- **Produits de consommation (CO)**
  Les produits de consommation nécessitent peu de transformation supplémentaire ou n'en nécessitent pas et ils sont généralement prêts pour la consommation humaine. Il s'agit notamment des produits laitiers, des œufs, du bœuf, des fruits frais, des produits de la floriculture, des soupes en conserve, des repas surgelés, des aliments pour bébé, etc.

Commerce à valeur ajoutée
Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées, des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Catégories d'aide gouvernementale

Dépenses publiques
Les dépenses publiques directes et indirectes (à tous les paliers de gouvernement) liées à l'agriculture et à la transformation des aliments engagées au cours d'une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Infrastructure de génie
Stocks de génie civil appartenant aux administrations municipales ou aux gouvernements provinciaux et fédéral. Il s'agit entre autres des autoroutes, des routes, des rues, des ponts, des chemins de fer, des installations portuaires, des réseaux d'aqueduc, des réseaux d'égout et des usines de traitement des eaux usées.

Infrastructure publique
L'infrastructure publique comprend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure publique inclut des édifices (écoles, hôpitaux, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des stocks de génie civil (voir ci-après) et des machineries (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, autobus, trains de banlieue rapides, etc.).

Principales catégories de dépenses

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme liés à l'entreposage et au fret.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion, ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions gouvernementales accordées pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes Agri-protection et des programmes d'aide financière.

Mesures d'aide gouvernementale

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

> **Recettes agricoles brutes**
> La valeur de la production des marchandises plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix de seuil de la frontière d'un produit agricole particulier.

Transferts pour marchandise unique
Transferts aux producteurs agricoles découlant de politiques associées à la production d'un produit de base unique. Ainsi le producteur doit produire le produit de base désigné pour avoir droit au transfert.

Terminologie économique et statistique

Amortissement géométrique (infini)
Valeur nette des stocks à la fin de l'exercice.

Bande tampon riveraine
Étroite bande de terre longeant un cours d'eau, destinée à réduire l'érosion, à intercepter les polluants, à assurer un habitat à la faune et à répondre à d'autres préoccupations environnementales.

Biomasse
Le terme biomasse fait référence aux matériaux provenant de la forêt, de l'agriculture (végétaux, produits animaux ou sous-produits), de la mer et de l'aquaculture, ainsi que des déchets industriels et municipaux.

Bioproduits
Les bioproduits sont des produits (autres que les aliments, les aliments pour animaux ou les médicaments) faits à partir d'intrants biologiques renouvelables (souvent appelés la biomasse). Le terme comprend les nouveaux bioproduits ainsi que les produits traditionnels qui ont été adaptés pour remplacer les intrants non renouvelables. Les produits industriels de fabrication traditionnelle (tels que le bois d'œuvre) sont exclus.

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un endroit donné, par exemple, le commerce entre provinces canadiennes.

Déduction pour amortissement
La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Dépenses agricoles
Les dépenses agricoles sont des estimations des dépenses de fonctionnement d'une exploitation agricole et représentent les coûts encourus par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits de base agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net, même si les dépenses brutes et nettes peuvent être affichées. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'une ferme à l'autre sont exclus des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Dette en pourcentage de l'actif
La dette en pourcentage de l'actif au niveau d'une ferme correspond à la dette totale divisée par l'actif total.

Dollars chaînés
Mesure qui exprime les volumes de production réels ou les dépenses réelles en éliminant les effets de distorsion des fluctuations des prix au fil du temps.

Investissement direct à l'étranger (IDE)
L'IDE est l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Terminologie économique et statistique (suite)

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité multifactorielle
La productivité multifactorielle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

Productivité totale des facteurs (PTF)
La PTF est calculée en divisant les extrants par tous les intrants (p. ex., le capital et la main-d'œuvre etc.).

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total et organisées en cinq groupes de nombre égal.

Ratio d'endettement
Le ratio d'endettement à l'échelle d'entreprise correspond aux emprunts auxquels s'ajoutent les prêts et les comptes auprès des affiliés divisés par l'actif total. Ce ratio permet d'examiner la relation entre la dette (prêts, obligations garanties, obligations non garanties) et l'actif des actionnaires. Il permet de comparer la taille relative de la dette et les ressources investies par les propriétaires. Il indique dans quelle mesure une société dépend des fonds empruntés pour financer ses activités.

Ratio de marge bénéficiaire
Le ratio de marge bénéficiaire au niveau de l'industrie est calculé en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation représente les résultats nets des principales activités commerciales d'une entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts. Ce ratio indique la capacité pour la direction de l'entreprise à réaliser un bénéfice à partir de ses activités principales.

Ratio de concentration (RC4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Ratio du rendement des capitaux propres
Le ratio du rendement des capitaux propres à l'échelle du secteur est calculé en divisant le bénéfice après impôt par l'avoir total x 100. Ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Recettes agricoles brutes/revenus agricoles bruts
Le revenu monétaire provenant de la vente de produits agricoles et des paiements de programmes directs. Les recettes sont compilées à partir des formulaires de recensement envoyés à tous les exploitants agricoles à tous les cinq ans.

Terminologie économique et statistique (suite)

Recettes monétaires agricoles
Les recettes monétaires agricoles désignent les recettes monétaires tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements de programme versés directement aux producteurs.

Rendement de l'actif
Le taux de rendement sur l'actif à l'échelle d'une exploitation agricole est calculé en additionnant le revenu d'exploitation net et les frais d'intérêt et en soustrayant la déduction pour amortissement. On divise ensuite le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Rendement des capitaux propres
Le taux du rendement des capitaux propres à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en soustrayant du revenu d'exploitation net la déduction pour amortissement et en divisant le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts et les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Revenu agricole net réalisé
Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé, plus les paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Revenu d'exploitation net
Le revenu d'exploitation net au niveau de la ferme, correspond à la différence entre le revenu agricole brut et les dépenses agricoles totales.

Revenu familial agricole
Le revenu familial agricole est la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille et inclut les revenus provenant d'activités agricoles et d'activités non agricoles.

Revenu monétaire net
Mesure du flux de trésorerie d'une entreprise agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) lié à la production de produits de base. Le revenu monétaire net représente le montant d'argent disponible pour le remboursement de la dette, l'investissement ou un retrait par le propriétaire.

Revenu net réalisé tiré du marché
Les recettes tirées du marché, plus le revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

Revenu non agricole
L'expression revenu non agricole peut induire en erreur étant donné qu'elle inclut les salaires et traitements versés à des membres de la famille pour des travaux exécutés à la ferme. Les salaires et traitements gagnés à la ferme représentent en moyenne 22 % de l'ensemble des salaires et traitements d'une famille qui exploite une ferme non constituée en société. Le pourcentage varie selon le type de ferme et selon la province.

Terre arable
Selon la FAO, une terre arable est une terre couverte de cultures temporaires, de prés ou de pâturages. La FAO définit les terres cultivées en permanence comme des terres couvertes de cultures qui occupent le sol pendant de longues périodes et qui n'ont pas besoin d'être replantées après chaque récolte (p. ex., cacao, café et caoutchouc). Au Canada, la superficie des terres cultivées en permanence est équivalente à la superficie des fermes qui est couverte de forêts et de terrains boisés.

Terminologie économique et statistique (suite)

Terres cultivées en permanence
La FAO définit les terres cultivées en permanence comme des terres couvertes de cultures qui occupent le sol pendant de longues périodes et qui n'ont pas besoin d'être replantées après chaque récolte (p. ex., cacao, café et caoutchouc). Au Canada, la superficie des terres cultivées en permanence est équivalente à la superficie des fermes qui est couverte de forêts et de terrains boisés.

Valeur ajoutée nette
La valeur ajoutée nette mesure la contribution de l'agriculture à la production de biens et services dans l'économie canadienne au cours d'une année particulière. Elle est calculée en soustrayant de la valeur totale de la production du secteur agricole (y compris les paiements de programme) les coûts de production connexes (les dépenses au chapitre des intrants, les taxes d'affaires et l'amortissement). La valeur ajoutée nette est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs, les salaires et les profits.

Valeur des contingents
Il s'agit de la valeur d'une quantité précise d'un produit agricole assujetti au régime de gestion de l'offre (p. ex., produits laitiers ou volaille) qu'un producteur doit fournir.

Valeur nette
La valeur nette correspond à l'actif total de la ferme moins le passif total.

Valeur nette de la ferme
L'actif total de la ferme calculé d'après sa valeur marchande, moins le passif total.

Unités de mesure

Q	Poids de 100 livres
QPV	Poids de 100 livres de poids vif
KT	Kilotonne
KTPC	Kilotonne de poids en carcasse
KTPV	Kilotonne de poids vif

Sources de données et références

Sources de données et références

Graphique	Source
Section A	**Section spéciale**
Section A1 :	**Analyse comparative de la compétitivité**
A1.1	Global Trade Atlas
A1.2	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.3	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0001 – *Recettes monétaires agricoles, annuel*
	Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0006 – *Principales statistiques pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.4	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.5-A1.6	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), base de données FAOStat
A1.7	OCDE, « Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation, 2009 »
A1.8	Statistique Canada, Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	United States Department of Agriculture (Economic Research Service), Table 1 Indices of farm output, input, and total factor productivity for the United States 1948-2004
A1.9	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.10	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC, United States International Trade Commission Interactive Tariff and Trade DataWeb et le United States Bureau of Economic Analysis
A1.11	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.12	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC, United States International Trade Commission Interactive Tariff and Trade DataWeb et le United States Bureau of Economic Analysis
A1.13	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.14	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC, United States International Trade Commission Interactive Tariff and Trade DataWeb et le United States Bureau of Economic Analysis
A1.15	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.16	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC, United States International Trade Commission Interactive Tariff and Trade DataWeb et le United States Bureau of Economic Analysis
A1.17	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
A1.18	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC, United States International Trade Commission Interactive Tariff and Trade DataWeb et le United States Bureau of Economic Analysis
A1.19	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
A1.20	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC, United States International Trade Commission Interactive Tariff and Trade DataWeb et le United States Bureau of Economic Analysis
A1.21-A1.22	Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0003 – *Enquête annuelle des manufactures (EAM), statistiques principales selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0006 – *Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	Statistique Canada, Tableau CANSIM 329-0038 – *Indice des prix de l'industrie, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel (indice, 1997=100)*
	United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Historical multifactor productivity measures (SIC 1948-87 linked to NAICS 1988-2008)*
	Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0003 – *Enquête annuelle des manufactures (EAM), statistiques principales selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0006 – *Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	Statistique Canada, Tableau CANSIM 329-0038 – *Indice des prix de l'industrie, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel (indice, 1997=100)*
	United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Historical multifactor productivity measures (SIC 1948-87 linked to NAICS 1988-2008)
A1.23-A1.24	Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, Tableaux CANSIM 301-0006 et 301-0003; U.S. Census Bureau, *U.S. Annual Survey of Manufactures, various years et U.S. Economic Survey, 2007*
	Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, Tableaux CANSIM 301-0006 et 301-0003; U.S. Census Bureau, *U.S. Annual Survey of Manufactures, various years et U.S. Economic Survey, 2007*
A1.25	Statistique Canada, Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *1987-2006 Aggregate Manufacturing and Manufacturing Industries (KLEMS)*
A1.26	Base de données sur les taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces, de 1960 à 2005, au moyen du site Web d'AAC et de la base de données fiscales de l'OCDE

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
Section B	**Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne**
Section B1 :	**PIB et emploi**
B1.1-B1.2	Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0017 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*; Tableau CANSIM 301-0003 – *Enquête annuelle des manufactures (EAM)*; Tableau CANSIM 301-0006, *Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
B1.3-B1.4	Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, calculs spéciaux effectués pour AAC
B1.5-B1.6	Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0027 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*; Tableau CANSIM 379-0025 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et les provinces, annuel* – PIB des provinces et calculs spéciaux effectués pour AAC
B1.7-B1.8	Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, calculs spéciaux effectués pour AAC
Section B2 :	**Commerce international**
B2.1-B2.4	Global Trade Atlas
B2.5-B2.8	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
B2.9-B2.10	Base de données du modèle FARM d'AAC
B2.11-B2.32	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
Section B3 :	**Productivité, R-D et innovation**
B3.1	Statistique Canada, Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)* United States Department of Agriculture Economic Research Service, *Indices of farm output, input, and total factor productivity for the United States, 1948-2006*
B3.2-B3.3	Statistique Canada, Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
B3.4	Technologies du développement durable Canada (TDDC)
B3.5-B3.6	Statistique Canada, *Enquête sur les technologies de pointe en 2007*
B3.7	Statistique Canada, n° de catalogue 88-001 – XIE, *Statistique des sciences*, vol. 32, n° 5, « Recherche et développement industriels, de 2004 à 2008 », septembre 2008
B3.8	Statistique Canada, bulletin de service, *Statistique des sciences*, « Recherche et développement industriels, de 2003 à 2007 », novembre 2007. N° de catalogue 88-001 – X Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0023 – *Produit intérieur brut (PIB) au prix de base en dollars courants, les valeurs repères du Système des comptes nationaux (SCN), selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
B3.9	Pardey (2009). « Putting U.S. Agricultural R&D and Productivity Developments in Perspective ». Farm Foundation Conference, *Agricultural Research and Productivity for the Future*. Avril 2009
B3.10	OCDE, *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation, 2009*
B3.11-B3.15	Statistique Canada, *Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006*
B3.16-B3.19	Statistique Canada, *Enquête sur les aliments fonctionnels et les produits de santé naturels, 2007*

Section C Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

Section C1 : Consommateurs

C1.1-C1.4	Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0024 – *Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel*
C1.5	Base de données de l'OCDE
C1.6	Statistique Canada, Tableau CANSIM 051-0001 – v466668 Canada; Les deux sexes; Tous âges (personnes) (annuel, de 1971 à 2008) [C892268]; Tableau CANSIM 380-0019 – v647037 Canada; Revenu disponible x 1 000 000 (annuel, de 1961 à 2008) [D22512]; Tableau CANSIM 380-0056 – Produit intérieur brut (PIB) v3860248 Canada; Indices implicites de prix enchaînés 2002=100; Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché (annuel, de 1961 à 2008) [D140971]
C1.7	Statistique Canada, Tableau CANSIM 202-0405 – *Limites supérieures de revenu et parts du revenu par les quintiles de revenu total, selon le type de famille économique, dollars constants de 2007, annuel*
C1.8	Statistique Canada, nº de catalogue 62-202-XIE. *Les habitudes de dépenses au Canada, 2007. Le Quotidien* (tableau 2), le lundi 22 décembre 2008
C1.9	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0019 – *Aliments disponibles selon les principaux groupes au Canada, annuel*
C1.10	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0019 – *Aliments disponibles selon les principaux groupes au Canada, annuel*
C1.11-C1.14	Base de données modèle AgLink d'AAC
C1.15-C1.16	Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0021 – *Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2005, annuel (2002=100)*
C1.17-C1.18	The Nielsen Company. *Corporate Social Responsibility: A Canadian Perspective*, 2008
C1.19-C1.20	Centre d'agriculture biologique du Canada (CABC). *Retail Sales of Certified Organic Products in Canada in 2006*. Compilé par Anne Macey, mai 2007

Section C2 : Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

C2.1	Canadian Grocer, janvier et février 2001, *National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000*, p. 22-31, Julia Drake
	Canadian Grocer. 2009. « Survey of Chains and Groups ». Février 2009
C2.2	Magazine *Canadian Grocer*, février 2009

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
C2.3	Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles des entreprises; Commerce de détail des aliments et des boissons – tableaux spéciaux; Tableau CANSIM 187-0002 sur l'ensemble du commerce de détail
C2.4	Statistique Canada, Tableau CANSIM 080-0019 – *Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail*
C2.5	La société Nielsen
C2.6	Statistique Canada, Tableau CANSIM 355-0006 – *Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (ACRSA), *InfoStats Quarterly*, « Quarterly Infostats for 2003 »
C2.7	ACRSA, *Foodservice Facts 2009*. « 2008 - based on 0.8% bankruptcy rate and number of establishments »
C2.8	ACRSA, *Foodservice Facts 2009*, de CREST/NPD Group and ReCount
C2.9	ACRSA, *Foodservice Facts 2009*
C2.10	Statistique Canada, Tableau CANSIM 180-0003 – *Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, annuel*
Section C3 :	**Transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT)**
C3.1	Statistique Canada, Modèle des entrées-sorties, 2004
C3.2	Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0017 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
C3.3	Statistique Canada, Tableau CANSIM 281-0024 – *Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
C3.4	Statistique Canada, Tableau CANSIM 304-0014 – *Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel*
	Statistique Canada, Tableau CANSIM 329-0038 – *Indices des prix de l'industrie, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
C3.5	Statistique Canada, Tableau CANSIM 304-0014 – *Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel*
C3.6-C3.7	Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, totalisations spéciales*
C3.8	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
	Statistique Canada, *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, au moyen du Conference Board du Canada
C3.9	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
	Statistique Canada, *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, au moyen du Conference Board du Canada
C3.10-C3.13	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC

Graphique	Source
C3.14	Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0006 – *Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
C3.15	Statistique Canada, Tableau CANSIM 330-0006 – *Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
C3.16	Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), tableaux spéciaux*
C3.17	Statistique Canada, *Enquête sur la population active, tableaux spéciaux*
C3.18	Statistique Canada, Tableau CANSIM 031-0002 – *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
C3.19	Statistique Canada, Tableau CANSIM 031-0002 – *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel* – Actif, Canada, provinces et territoires, annuel (dollars x 1 000 000)
C3.20-C3.21	Statistique Canada, *Statistiques financières trimestrielles des entreprises, tableaux spéciaux*
C3.22-C3.24	Statistique Canada, Tableau CANSIM 376-0052 – *Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)* et la région (dollars) au moyen du Conference Board du Canada
Section C4 :	**Agriculture primaire**
C4.1	Statistique Canada, Modèle des entrées-sorties
C4.2	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture, plusieurs années*
C4.3	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture 2006*
C4.4-C4.5	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0001 – *Recettes monétaires agricoles*
C4.6	Commission canadienne du blé, Université de Guelph, Ridgetown College
C4.7	Canfax, Rapport annuel
	United States Department of Agriculture Economic Research Service, *Livestock, Dairy and Poultry Outlook*
	AAC, Information sur le marché de la viande rouge
C4.8-C4.9	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0001 – *Recettes monétaires agricoles*
C4.10	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0005 – *Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel*
C4.11	Statistique Canada, n° de catalogue 21-011-XIE – *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2008
C4.12	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0004 – *Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel*
C4.13	Statistique Canada, n° de catalogue 21-017-XIE – *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2008
C4.14-C4.15	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture, 2006*
C4.16-C4.18	Statistique Canada, Projet des données complètes sur les exploitations agricoles; AAC, base de données du modèle de microsimulation dynamique en agriculture au Canada

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
C4.19-C4.20	Statistique Canada, base de données de déclarants (sociétés), diverses années
C4.21-C4.25	Statistique Canada et AAC, *Enquête financière sur les fermes*, diverses années
C4.26	Statistique Canada et AAC, *Enquête financière sur les fermes, 2008*
C4.27-C4.28	Statistique Canada, base de données de déclarants (sociétés), diverses années

Section C5 : Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

C5.1	Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)
C5.2	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0005 – *Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars)*
C5.3	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0022 – *Indice des prix des produits agricoles, annuel (indice, 1997=100)*; Tableau CANSIM 328-0014 – *Indices de prix des entrées dans l'agriculture, annuel (indice, 1992=100)*; Tableau 328-0001 – *Indice des prix des entrées dans l'agriculture, trimestriel (indice, 1986=100)*
C5.4	Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0005 – *Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars)*
C5.5	Ressources naturelles Canada et Ridgetown College, Université de Guelph
C5.6	Statistique Canada, Tableau CANSIM 328-0014 – *Indices de prix des entrées dans l'agriculture, annuel (indice, 1992=100)*
C5.7-C5.8	The Thomsen Corporation, Statistique Canada, Institut canadien des engrais et Centre international de développement des engrais
C5.9	Ridgetown College, Université de Guelph, Chicago Board of Trade
	Statistique Canada, n° de catalogue 23-012-XIE – Statistiques sur les bovins, août 2009
C5.10	Canfax, Rapport annuel

Section C6 : Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales

C6.1	Ressources naturelles Canada, *Inventaire des forêts du Canada*, IFCan 2001
C6.2	Gierman, D.M. 1977. *Urbanisation des terres rurales*. Publication hors-série n° 16. Direction des terres, Ottawa
	Statistique Canada (2005). *Population urbaine et rurale, par province et territoire (Canada)*
	Hofmann, N., G. Filoso et M. Schofield. (2005) « La perte de terres agricoles cultivables au Canada ». *Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada*. Statistique Canada, n° de catalogue 21-006-XIE, Vol.6, No.1
	Hofmann, N. (2001) « Urbanisation des terres agricoles ». *Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada*. Statistique Canada, n° de catalogue 21-006-XIE. Vol.3, n° 2
	Environnement Canada (2009). « La conversion des terres (2009) ». *L'état de l'environnement au Canada - 1996*
	Statistique Canada (2006). *L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles*. N° de catalogue 16-201 – XIE
C6.3	Gierman, D.M. 1977. *Urbanisation des terres rurales*. Publication hors-série n° 16. Direction des terres, Ottawa

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
	Statistique Canada (2005). *Population urbaine et rurale, par province et territoire (Canada)*
	Hofmann, N., G. Filoso et M. Schofield. 2005. « La perte de terres agricoles cultivables au Canada ». *Bulletin d'analyse sur les régions rurales et petites villes du Canada*. Statistique Canada, n° de catalogue 21-006-XIE. Vol.6, No. 1
	Hofmann, N. (2001). « Urbanisation des terres agricoles ». *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*. Statistique Canada, n° de catalogue 21-006-XIE. Vol.3, n° 2.
	Environnement Canada (2009). *La conversion des terres (2009). L'état de l'environnement au Canada - 1996*
	Statistique Canada (2006). *L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles*. N° de catalogue 16-201 – XIE
C6.4	Steven K. Javorek et Matt C. Grant. Dans Eilers, W., R. Mackay, L. Graham et A. Lefebvre (éd), *L'agriculture écologiquement durable au Canada : Série sur les indicateurs agroenvironnementaux* - Rapport n° 3, AAC
C6.5	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture 2006*
C6.6	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture 2006*, tableaux de données sur les exploitations et les exploitants agricoles
C6.7	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, plusieurs années
C6.8	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture de 2001 et de 2006*
C6.9	Huffman, T. et D. Coote, « Soil Cover in Canada, 1981-2006 ». Dans Eilers, W., R. Mackay, L. Graham et A. Lefebvre (éd.). 2010. *L'agriculture écologiquement durable au Canada: Série sur les indicateurs agroenvironnementaux* – Rapport n° 3, AAC
C6.10	McConkey, B.G., D.A. Lobb, S. Li et J.M.W. Black, « Soil Erosion, 1981 –2006 ». Dans Eilers, W., R. Mackay, L. Graham et A. Lefebvre (éd.). 2010. *L'agriculture écologiquement durable au Canada : Série sur les indicateurs agroenvironnementaux* – Rapport n° 3, AAC
C6.11	Organisation pour l'agriculture et l'alimentation des Nations Unies (FAO). AQUASTAT, Base de données
C6.12	Modèle canadien d'utilisation régionale de l'eau en agriculture d'AAC (MCUREA)
C6.13-C6.14	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture 2006*
C6.15	Statistique Canada, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2006* et calculs d'AAC
C6.1 6	Statistique Canada, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2001 et 2006* et calculs d'AAC
	Institut canadien des engrais
C6.17-C6.18	Statistique Canada, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2006* et calculs d'AAC

Section D L'État et le système agricole et agroalimentaire

Section D1 : Dépenses publiques

D1.1-D1.8	« Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale » d'AAC, *Recueil de données*, tableau C.1 (mise à jour en avril 2009)
D1.9	Base de données sur les taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces d'AAC, de 1960 à 2005 à partir de AAC en direct

Graphique	Source
D1.10-D1.12	Statistique Canada, Tableau CANSIM 031-0002 – *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
Section D2 :	**Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays**
D2.1	OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs*, base de données de l'OCDE, 1986-2007
D2.2-D2.4	OCDE, *Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation*, 2009